

ECOLOGIE SANS TRANSITION

DÉSObÉISSANCE ECOLO PARIS

ECOLOGIE

SANS TRANSITION

Éditions Divergences

Avant-propos

Révision du manuscrit : Arnaud Taillefer
Conception graphique: Mouvement C
© Éditions Divergences 2020
ISBN : 979-1-0970-88-23-1

Il y a une écologie qui est un art d’habiter et de défendre les milieux vivants, et une écologie qui se présente comme un gouvernement de la nature et des sociétés. Elles ne sont pas compatibles. Ce livre vise à rouvrir le champ de bataille qu’est la définition de l’écologie. Il part du constat que cette définition est trop souvent laissée aux forces sociales dominantes qui ont partie liée avec le ravage que nous vivons. Il nous faut assumer maintenant de briser l’unité sacrée qu’on tente de construire autour de la question écologique. Au moment où les forêts brûlent sur tous les écrans et où un virus force les gouvernements à mettre à l’arrêt l’économie, il est temps de choisir son camp, et de prendre acte des lignes de fracture.

Nous qui sommes de la génération formée à l'écologie par la vulgarisation des rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), par les experts médiatiques et par la petite discipline quotidienne, nous voulons renouer avec la longue histoire des résistances écologiques, depuis les luttes pour les communaux jusqu'aux ZAD. Nous ne voulons plus d'une écologie qui ne se reconnaît pas d'ennemis et serre la main à tout le monde. Nous ne voulons plus participer à cette grande comédie des éco-gestes insignifiants, des petits pas et des grandes marches, pendant que le monde continue de s'effondrer autour de nous.

Nous posons donc que notre écologie défend des milieux vivants, combat un ravage, et cela sans transition. À la fin du XIX^e siècle, quand le concept d'écologie s'est formé pour désigner une économie de la nature, il était en concurrence avec le concept de mésologie, qui signifie littéralement : science des *milieux*. Si nous préférons revenir à la notion de milieu pour définir notre écologie, c'est parce que l'environnement et la nature ne définissent que des objets à administrer. L'environnement est une chose distante, étrangère et distincte des sujets qui l'habitent ; la nature est toujours considérée comme inhumaine, vide, inhabitée. La nature et l'environnement : au mieux on les gère, mais jamais on y vit. Le milieu, lui, ne sépare pas ce qui est lié : il est l'intrication

des êtres qui l'habitent et l'élaborent. Ce qui définit un milieu comme vivant, c'est la qualité de la vie, des attachements, des dépendances et aussi des conflits qui s'y déploient. Cette qualité de vie ne se mesure pas à l'empreinte carbone, mais elle s'éprouve dans l'expérience d'habiter un milieu, qu'il s'agisse d'un foyer animé, d'une zone humide, d'un quartier, d'une forêt ou d'une contrée. C'est pourquoi notre écologie n'est pas comptable et n'établit pas ses priorités en fonction des seuls indicateurs scientifiques. Il n'y a aucun intérêt à vivre sur une planète décarbonée et riche en biodiversité si c'est pour être privées de ses libertés, surveillées et rationnées. Une écologie des milieux vivants combat tout ce qui rend le monde inhabitable et inhospitalier, et donc en premier lieu la morale écologique par quoi on entend nous rendre inoffensives.

S'il est question de luttes offensives, c'est parce qu'un *ravage* écologique est en cours. Une crise est temporaire. Un effondrement, une catastrophe, un désastre, sont des événements impersonnels, qui ont l'air de nous tomber dessus sans cause humaine identifiable et hors de notre portée. En revanche, un ravage est un processus, actif, agressif, mené par un sujet identifiable. C'est pour souligner ce lien entre une activité ravageuse, celle de l'économie capitaliste, et ses effets destructeurs sur les milieux vivants, que nous préférons ce terme à tous les autres.

Contrairement aux écologistes qui attendent une catastrophe dans l'avenir, nous plaçons l'essentiel du ravage dans le passé. Sa progression à la surface du globe se mesure à l'artificialisation d'étendues toujours plus grandes : autoroutes, ports et aéroports géants, zones industrielles et commerciales, barrages, centrales nucléaires, réseaux énergétiques, monocultures, étalement urbain. Un milieu singulièrement hostile à la vie mais extrêmement profitable à la valorisation.

Au moment où nous terminons ce livre, ce milieu, celui de l'économie mondialisée, est le vecteur de propagation du Covid-19. On sait que les pandémies se multiplient ces dernières années en raison de la destruction des habitats naturels, de l'homogénéité génétique des animaux d'élevage, et de la mondialisation de l'économie. C'est pourquoi la vulnérabilité de nos sociétés aux pandémies qui se manifeste aujourd'hui n'est pas tant à attribuer au virus qu'à des causes humaines. Depuis plusieurs décennies, les gouvernements ont mené des politiques d'austérité, ont intensifié l'extraction des « ressources naturelles », ont amélioré leurs technologies de surveillance et leurs forces de police. Tout cela, pour maintenir à flot une économie qui ravage les milieux vivants. La ligne de fracture est donc nette. Cette période d'effroi et d'isolement montre à quel point il est urgent d'enquêter sur les moyens de transformer ou de démanteler les infrastructures du ravage,

pour pouvoir élaborer des conditions d'existence nouvelles.

Dès maintenant, c'est-à-dire : *sans transition*. Par ces mots, nous ne voulons pas dire immédiatement, comme s'il s'agissait d'un caprice. Nous savons bien que le chemin sera long, difficile et miné. Mais il nous semble urgent de se défaire de certaines idées paralysantes, au premier rang desquelles celle d'une transition écologique qui serait à attendre de la part des décideurs économiques et politiques. Les dirigeants ont conscience des dangers écologiques depuis une cinquantaine d'années, mais ils n'ont rien fait. Cela devrait suffire à montrer que le problème n'est pas un manque de « prise de décision courageuse » ou de « bonne volonté » politique. Les gouvernements et les grandes entreprises sont tout aussi coincés que nous, parce qu'ils font partie du problème. Mais nous, nous ne sommes pas coincés de la même manière qu'eux : nous sommes coincés *à travers leur monde*, à travers l'économie et les systèmes sociaux qu'ils ont mis en place autour des énergies fossiles, de la voiture, et maintenant du numérique, un monde dont nous sommes aujourd'hui dépendant-es. Nous avons pourtant une marge de manœuvre, dans la mesure où nous parvenons collectivement à amoindrir notre dépendance à ce qui ravage la planète. C'est pourquoi une écologie sans transition est une écologie de *rupture* : il s'agit de rompre avec nos dépendances les plus

destructrices, mais de rompre par des actes collectifs, solidaires, et de révolte. Rompre pour bloquer les avancées du ravage le plus vite possible, et rompre pour avoir les mains libres et pouvoir configurer nos propres usages du monde.

Les mains qui ont écrit ce livre sont lisses ou rugueuses, fines ou épaisses, divergent en teint, en taille, et sont marquées d'expériences différentes. Voilà pourquoi notre texte ne présente pas une unité parfaite de style et de ton. Nous revendiquons cette diversité collectivement. Que cela soit l'occasion de prouver que la multiplication des perspectives n'empêche pas l'élaboration d'une direction commune. Désobéissance Écolo Paris est un collectif qui rassemble des membres d'horizons variés, provenant d'un large spectre de sensibilités écologiques. Il s'est constitué à l'hiver 2018, après la démission du ministre de l'écologie Nicolas Hulot, puis a été initiateur des grèves étudiantes pour le climat à Paris. Au fil des marches, des lectures, des grèves, des occupations, des discussions publiques et privées, nous avons composé ces quelques réflexions que nous jetons là pour contribuer au débat stratégique.

Dans ce livre, nous commençons par tenter de nous dépêtrer de la morale écologique qui pèse sur nos épaules, qui masque les rapports de force, les asymétries sociales et la violence de ce monde. C'est sous la forme de cette morale que l'écologie

nous apparaît quotidiennement, chaque fois que l'on exige de nous des petits gestes ou que le gouvernement se gargarise de petits pas, chaque fois qu'on individualise la faute et qu'on célèbre les héros du renoncement et de la science. Construire une écologie sensible, populaire et offensive qui puisse non seulement convaincre mais *faire envie* nécessite de se débarrasser de cette morale, pour élaborer une stratégie politique large. C'est pourquoi notre seconde étape consiste à identifier les forces ennemies qui instrumentalisent l'écologie, et les alliances possibles contre différentes formes du ravage : capitaliste, coloniale et patriarcale. En dernier lieu arrivent quelques propositions et prospections. Nous tirons les implications stratégiques de notre propos, et nous suggérons des pistes réelles et rêvées pour raviver le désir de vivre au présent avec un horizon commun. Nous n'attendons plus rien que de nous-mêmes, de ces « nous » qui sauront se constituer dans les initiatives et les combats écologiques.

Au cours de ce cheminement, nous prêtons une certaine attention au langage, que nous considérons comme un enjeu politique et non comme un simple vecteur de messages. Pour donner de la visibilité aux femmes et aux minorités de genre, nous avons donc décidé d'employer la version inclusive des noms, adjectifs et des accords de verbes dès que cela est pertinent stratégiquement. On ne s'étonnera donc pas de croiser parfois des

« ami·es » ou des « allié·es », ainsi que des pronoms personnels qui deviennent « iel » et des démonstratifs qui deviennent « ceux ». Cela ne devrait pas trop gêner le confort de lecture – et puis, l'écologie ne consiste-t-elle pas à accepter de cheminer dans un certain inconfort pour que la vie s'en trouve ragaillardie ?

Partie 1.

Contre la morale écologique

Chapitre I

Ne nous parlez plus de transition

CONSIDÉRANT LES FAITS SUIVANTS :

1. L'idée de transition n'est apparue qu'assez récemment. Dans les années 1970, au moment des chocs pétroliers, on parlait plutôt de « crise énergétique ». Mais l'idée d'un manque d'hydrocarbures était une perspective trop anxiogène. On sait aujourd'hui à quel point l'augmentation du prix à la pompe a tendance à susciter des révoltes. Le terme de « crise énergétique » est donc remplacé à la fin des années 70 par celui de « transition énergétique » sous l'influence d'institutions gouvernementales et d'organisations internationales. À l'idée d'une rupture, on substitue l'idée d'un passage en douceur. Le discours de la transition est donc un discours de gouvernement, qui nous dit : « La situation est sous contrôle, ne vous

inquiétez pas. Il suffit de transitionner, et nous allons nous en sortir ». Si le cœur de l'idée de transition reste la transition énergétique, cette dernière se décline aujourd'hui sous d'autres formes : écologique, sociale, industrielle.

2. L'idée de transition rend opportunément le futur moins inquiétant, en laissant penser qu'une rationalité planificatrice et gestionnaire pourrait nous sauver du ravage écologique. Au contraire, c'est précisément cette rationalité, qui délègue notre salut à la technologie, au pilotage étatique et au progrès de la science, qui est à l'origine de la présente situation.

3. Depuis déjà cinquante ans, on parle de « transition », sans qu'il y en ait la moindre amorce. Au contraire, toutes les courbes vont dans le sens inverse de la transition attendue.

4. La transition est toujours rejetée dans l'avenir, et dans un avenir toujours plus lointain : d'ici 2030, d'ici 2050, d'ici 2100. La transition est intransitive : toujours en transition vers elle-même. C'est à se demander si l'idée même de transition n'a pas précisément pour fonction de différer indéfiniment toute véritable transformation écologique.

5. Pour justifier que la transition n'avance pas, les décideurs invoquent toujours des raisons

d'ordre économique. À chaque idée de transformation ambitieuse, on répondra qu'il n'y a pas d'argent magique, ou qu'il serait insensé de revoir notre mode de vie de fond en comble. Une transition raisonnable, pour eux, c'est un ensemble de petits pas sans conséquence, et l'ouverture de nouveaux marchés écologiques qui doivent contribuer à la croissance. L'écologie devra être une *dernière* occasion de profit.

6. Pour les tenants de la transition, ce qui s'oppose à la transition est surtout un obstacle de pensée : un manque de « bonne volonté », un défaut de « vision » ou des « idéologies ». Ils n'arrivent pas à concevoir que l'obstacle principal à la transition est très matériel, et qu'il emprisonnerait même des décideurs ou des États qui voudraient se lancer de bon cœur dans la transition. Car on ne change pas de modèle économique comme on change la banquise en eau. L'économie ne ressemble pas à de la pâte à modeler : c'est un réseau immense d'infrastructures et de flux dans lequel des capitaux ont été massivement investis. Ces investissements, qui demandent à être rentabilisés sous peine de crise économique, bloquent toute possibilité de transition. Quant à l'État, en qui ces écologistes placent tous leurs espoirs de transition, c'est bien plutôt l'organe qui a pour vocation de *garantir et réguler* l'ordre économique qui détruit activement la planète. N'est-il pas contradictoire de demander une transition à un sujet qui s'appelle *État* ?

7. Il n'y a jamais eu, dans l'histoire de l'humanité, de transition énergétique. Il n'y a eu que des *ruptures* (effondrements, révolutions, guerres) et des additions énergétiques. L'humanité n'est pas passée, comme on le raconte à l'école, du bois au charbon, puis du charbon au pétrole. En réalité, les énergies renouvelables ne viennent pas remplacer les énergies fossiles, mais s'y additionner. Dans le mix énergétique mondial, la part des énergies fossiles est de 80 % depuis 30 ans, alors que sur la même période, on s'est beaucoup vanté de transitionner vers les énergies renouvelables. À moins d'une rupture (de stock ou obtenue par l'action politique), il n'y aura donc pas de sortie des énergies fossiles, car ce sont les énergies les plus fluides qui sont les plus adéquates à l'accumulation du capital.

8. Les énergies renouvelables ont le fâcheux défaut de dépendre des cycles et des contraintes naturelles : on les dit intermittentes. Contrairement aux énergies fossiles, elles ne conviennent pas à une économie en croissance dont les flux doivent être stables. En outre, pour que les dispositifs de captation d'énergie renouvelable soient rentables et pour qu'ils puissent être pilotés informatiquement, il faut extraire et utiliser des métaux rares. Or l'industrie minière provoque des pollutions et inflige des conditions de vie et de travail intolérables aux populations qui ont le malheur d'avoir

ces minerais sous leurs pieds. Enfin, quand des éoliennes, des panneaux solaires ou des centrales à biomasse sont installés à une échelle industrielle, c'est toujours, de manière absolument anti-écologique, au mépris des habitant·es et des paysages qui subissent leurs nuisances, et du contrôle démocratique que l'on devrait exercer sur la production et la distribution de l'énergie. De sorte que, pour l'instant, ce qui est « renouvelable », c'est surtout l'exploitation des humains et des milieux vivants.

9. Un capitalisme vert fonctionnant aux énergies renouvelables suppose une société de surveillance généralisée. En effet, la distribution de ces énergies à une large échelle nécessiterait, du fait de leur intermittence, un contrôle très précis de leur consommation et de leur distribution, via un réseau électrique intelligent (*smart grids*). Pour adapter le système en temps réel, il faudrait savoir très précisément qui consomme quoi, quand, où. La transition sert donc déjà de prétexte à un odieux chantage. En échange de la promesse de rendre notre consommation soi-disant écologique, on exige notre assentiment à une surveillance accrue de nos comportements. Ce processus est à l'œuvre avec l'idée de « carte carbone », avec la récolte de données sur smartphone ou le déploiement d'un compteur « intelligent » (Linky) sur le territoire français. Les responsables de la transition s'arrogent le droit de surveiller en temps

réel la consommation de toute personne qui, bien sûr, n'a rien à se reprocher *tant qu'elle continue à croire qu'une transition est possible*. Alors que l'écologie devient un moyen de contrôle parmi d'autres, l'idée d'un avenir chantant et verdoyant prend de plus en plus l'allure d'une dystopie.

10. La transition promise ne pourra donc qu'être un incessant progrès dans le rationnement, les interdictions, les restrictions. En guise de société écologique, elle esquisse une société de discipline et de la surveillance, où chacun-e sera chargé-e de *manager* son empreinte carbone, et de surveiller mesquinement la consommation des autres. Comme cela se fait déjà à chaque fois que nous polissons les actes de nos proches en croyant que cela a quelque forme d'importance « pour la planète ». Si c'est cela l'écologie, alors on voit mal en quoi elle rendrait la vie digne d'être vécue.

11. Parler de transition, c'est se laisser le temps de voir le ravage écologique continuer, des milliards de personnes être exploitées, des millions d'exilé-es périr sur les routes ou dans les mers, des millions d'hectares être artificialisés et des milliers d'espèces disparaître. Après la transition vers la terre promise, le royaume de Dieu ou le socialisme réel, nous sommes à l'ère de la transition écologique. On nous promet cette fois le « paradis vert », mais il s'agit toujours de nous faire supporter les horreurs présentes.

12. La petite chanson de la transition est comme une berceuse qui entretient le doux espoir qu'il existe une voie du dialogue, de la coopération, où les citoyen·nes marcheraient main dans la main avec les acteurs sociaux, entrepreneurs et élus, pour changer la société. Mais il se pourrait aussi bien qu'elle serve à contenir les peuples dans un état d'impuissance et d'inaction.

13. Il y a ce fait étrange que les personnes qui n'attendent pas la transition pour créer des mondes vivables subissent une dure répression. Comme si démontrer en acte que l'idée de transition est une coquille vide était la révélation intolérable d'un vilain petit secret.

14. Le succès de l'idée de transition repose sur la peur de la guerre civile qui pourrait émerger de l'effondrement de nos sociétés. On a montré en quoi cette alternative entre transition et guerre était fausse, puisque la forme que prend la transition aujourd'hui revient toujours et encore à une guerre des États contre les milieux vivants et ce, qu'il s'agisse de perpétuer l'économie du ravage en la repeignant en vert ou de surveiller et de contrôler des populations sur lesquelles on fait peser tout le poids de la crise écologique. Sortir de cette fausse alternative entre transition et guerre civile, c'est se souvenir qu'il y a toujours eu d'autres voies, *révolutionnaires*, qui ne sont,

ni plus ni moins, que des prises en main par les vivants de leurs propres destins. Non pas l'attente du grand soir, mais la préparation et la création dès aujourd'hui de meilleurs matins.

15. Il serait peu avisé de continuer à espérer une transition, à l'heure où nous sommes plus que jamais dépendant-es d'un système qui s'écroule pour nous nourrir, nous vêtir, nous loger, communiquer. S'il y a une urgence, c'est celle de retrouver immédiatement, c'est-à-dire sans transition, les moyens de notre subsistance à long terme : savoir-faire, techniques et puissance d'agir collective.

16. La pandémie de Covid-19 confirme que ce n'est que dans un contexte de rupture que nous pourrions mettre fin au ravage (arrêt de larges pans de l'économie, relocalisation et revalorisation des activités vitales). Elle montre aussi à quel point il est important que ces mesures soient prises par un mouvement révolutionnaire, et non par des gouvernements au service de l'économie. Sans quoi, ces mesures ne seront que temporaires et injustes. En outre, à l'occasion de la pandémie, elles servent malheureusement d'accélérateur à un renforcement inédit du contrôle numérique et policier. La transition écologique est plus que jamais un mirage ; la rupture politique une nécessité.

NOUS DÉCLARONS :

Que nous ne voulons plus, désormais, entendre parler de transition.

Qu'est advenue l'ère de l'*écologie sans transition* !

Chapitre II

L'écologie de la carte bleue

Parmi les préjugés écologiques les plus tenaces, on trouve l'idée que la « surconsommation » serait le principal moteur de la destruction de l'environnement. L'humanité, prise comme somme indifférenciée, homogène et pacifiée d'individus humains, se serait rendue coupable, au fil des siècles, de consommer beaucoup trop de ressources naturelles. Un indicateur vient même aujourd'hui mesurer cette tendance surconsommatrice de l'*humanité* en mesurant la date à laquelle l'ensemble des ressources que la Terre peut générer en un an ont été consommées : *le jour du dépassement*. Ce jour est atteint tous les ans un peu plus tôt, en 2019 c'était le 29 juillet.

Nous soutenons que l'idée de surconsommation vise à réduire la pratique écologiste à des

choix de supermarché, à de petits ajustements dans un quotidien qui ne change pas vraiment, à une *écologie de la carte bleue*. Le discours sur la surconsommation produit des sujets qui se conçoivent uniquement comme des consommateurs coupables. Il les maintient dans le carcan de la société marchande, alors qu'ils devraient s'en extirper pour construire avec d'autres les solidarités nécessaires pour faire naître un monde sans Amazon ni Ferrero. En réalité, le consommateur en tant que figure historique, dont les pratiques sont apparues au cours du XVIII^e siècle dans le monde atlantique (Europe et colonies d'Amérique du Nord), n'y est pour rien (ou presque) dans le ravage écologique dont nous sommes contemporain-es.

Pour que le combat écologique soit réellement efficace, il nous faut cesser de tracer une ligne de séparation artificielle entre la surconsommation et la surproduction. Elles ne sont que trop intimement liées : la surconsommation est avant tout un *effet* de la surproduction. Mais ce n'est pas suffisant. Car la surproduction est aussi un effet, ou plutôt un *problème chronique* du capitalisme, qui a besoin de transformer de plus en plus de choses et de personnes en marchandises pour générer du profit. Il n'y a rien d'autre, derrière la surconsommation, que la compulsion de croissance inhérente au capitalisme. Si chacun-e peut toujours réduire sa consommation *individuelle*, le capitalisme aura toujours besoin que

la consommation *totale* augmente, pour que la croissance continue.

EXISTE-T-IL UN « CHOIX DE CONSOMMATION » ?

*Le consommateur arrive en bout de chaîne,
une fois que tout a été choisi pour lui*

Que s'est-il passé pour que le steak dans lequel croque le consommateur provoque des incendies en Amazonie ? Que s'est-il passé pour que l'ordinateur sur lequel j'écris enrichisse des milices et exploite des mineur-es au Nord-Kivu ? Les critiques de la surconsommation ne s'intéressent pas beaucoup au contenu de cette mystérieuse chaîne de causalité. La vérité est très simple, tout le monde la connaît : le consommateur lambda ne maîtrise *rien* du processus de production qui a mené au produit qu'il consomme.

L'impuissance du consommateur découle du fonctionnement de la production capitaliste, qui ne possède aucun caractère démocratique. Une classe d'individus, les capitalistes, possède les moyens de production : elles décident donc de ce qui va être produit et de la manière dont on va le produire. Par exemple, une entreprise – Ikea – va faire couper illégalement du bois en Roumanie, le transformer en meubles, puis les importer en France. Les autres, les citoyens-consommateurs, sont privés des moyens de production, et réduits à travailler au service des capitalistes (en coupant

du bois illégalement), ou à consommer les produits que ces derniers leur proposent (chez Ikea).

« Qu'à cela ne tienne ! disent certains, les capitalistes ne font que répondre à une demande, il suffit donc de ne plus consommer les produits qui détruisent la planète, et tout ira bien ! ». C'est la tactique du boycott. Cette tactique fait l'impasse sur trois points :

1. L'asymétrie d'information est énorme entre le consommateur et les entreprises. Le consommateur, qui consomme hors de son temps de travail, n'a pas forcément les moyens, ni le temps, ni l'envie de devenir un Sherlock Holmes ou une Jane Marple enquêtant sur sa propre consommation. Dans l'hypothèse où des consommateurs consciencieux voudraient mener l'enquête, ils auraient bien du mal à percer à jour les grandes entreprises, qui s'appliquent consciencieusement à cacher les effets néfastes de leur activité.

2. Nous ne « choisissons » pas vraiment de consommer la plupart des choses que nous consommons. Nous naissons tous dans un monde qui nous préexiste, un monde organisé autour d'autoroutes, d'aéroports, de ports, de centrales thermiques et nucléaires et où l'économie marche au pétrole. Qui a choisi de construire tout ça ? Une petite minorité, initialement occidentale et riche, qui a ensuite imposé ses décisions à tout le reste du monde soit frontalement, par la violence et la domination, soit de manière insidieuse en créant du désir et des besoins artificiels. Qui peut

aujourd'hui communiquer sans téléphone ? Qui peut prétendre à un emploi loin de chez soi sans avoir de voiture ? C'est le fonctionnement même de l'économie qui rend ces choses nécessaires, pas le fait que les consommateurs les consomment.

3. Ce qui prime dans l'économie, c'est l'offre, non la demande (la production, non la consommation). Car ceux qui ont le pouvoir, ceux qui inventent des besoins par la privation et des normes par la publicité, ceux qui extorquent, qui pillent, qui dépossèdent, qui exploitent, ce ne sont pas les consommateurs. Certains organisent l'économie à leur profit, d'autres, les consommateurs, n'ont d'autre choix que de s'y adapter comme ils peuvent. C'est le mode de production dans lequel nous vivons qui est un scandale, pas la consommation de masse qu'il provoque.

Les plus gros consommateurs sont les producteurs

Rappelons rapidement qui sont les véritables « consommateurs ». Ceux qui consomment le plus, on l'oublie trop souvent, sont les grands producteurs, les grandes entreprises : précisément ceux qui nous poussent à la consommation. Car pour *produire* des marchandises, il faut bien *consommer*. La production d'un meuble Ikea nécessite la consommation de bois, d'essence pour les machines-outils, d'électricité pour les

spots publicitaires, de tonnes de papiers pour les prospectus, etc. Ce qui fait d'Ikea un consommateur bien plus vorace que les simples acheteurs de meubles Ikea.

Dans une même logique, quel impact puis-je avoir en prenant des douches courtes, quand 90 % de l'eau est en réalité utilisée par l'industrie et l'agriculture à l'échelle mondiale ? À quoi bon se mettre au zéro déchet, quand les déchets ménagers représentent 10 % seulement de la masse totale des déchets produits ? Certes, ces pratiques font sens du point de vue de l'éthique personnelle — mais il ne faut pas se mentir sur l'impact infime de ces petits gestes, même s'ils étaient généralisés. Notre idée n'est pas d'opposer stérilement « gestes individuels » et « actions collectives », qui pourraient aller de pair dans une optique où l'on expérimenterait d'autres manières d'exister tout en travaillant à interrompre le ravage écologique. Il s'agit de démonter un discours qui nous appelle à faire chacun·e de notre mieux isolément, alors que notre force se situe précisément dans les combats collectifs.

Un rapport du cabinet de conseil Carbone4 montre¹ qu'avec tous les efforts du monde, des individus restreignant drastiquement leur consommation, mangeant végétarien et local, ne

1. Carbone 4, « Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique », 2019.

se déplaçant qu'à vélo ou en covoiturage, achetant tout d'occasion, ne réduiraient que de 25 % leur empreinte carbone. Ce calcul met en évidence qu'une bonne part de l'empreinte carbone n'est pas modifiable individuellement, parce qu'elle dépend des activités de production, mais aussi des services et du fonctionnement même de l'État et des collectivités. Précisons au passage que le fait d'adopter un comportement héroïque de réduction de sa consommation n'intéresse que ceux qui ont le luxe d'avoir une grosse empreinte carbone, et le loisir de réfléchir à comment la réduire. Ajoutons enfin que ce chiffre de 25 % est une abstraction critiquable puisque les auteur·rices de l'étude précisent qu'ils ne considèrent que « l'empreinte carbone d'un « Français moyen » [qui serait] égale à l'empreinte carbone du pays divisée par le nombre d'habitants », faisant donc abstraction de tous les rapports économiques de hiérarchie évoqués plus haut (dans ces 25 %, de quelle part le « Français moyen » est-il vraiment responsable?).

La marge de « choix » du consommateur est donc extrêmement réduite. Consacrerait-il toute sa vie de consommateur à moins consommer que cela ne changerait pas grand-chose à l'affaire. Là où le consommateur se prive d'une dizaine de trajets en avion dans sa vie, des actions collectives bloquant la construction ou le fonctionnement d'un aéroport empêchent des milliers de trajets en avion d'avoir lieu. Mais bloquer les flux

et l'économie, c'est précisément *ne pas agir en consommateur*. Pourquoi veut-on alors que nous agissions en consommateurs ?

*Qui a inventé les surconsommateurs ?
Les surproducteurs*

L'invention de la figure et des comportements du consommateur correspond à une période bien précise de l'histoire économique. Sans avoir l'ambition d'en faire une analyse détaillée, pointons-en rapidement les grandes lignes. Il y a d'abord une cause *économique* à l'invention du consommateur : la nécessité d'écouler un surplus de marchandises. Ce besoin d'écouler la surproduction et de trouver des débouchés est une contrainte inhérente au mode de production capitaliste : pour créer de la valeur, il faut produire des marchandises et que celles-ci soient achetées. Puisque le mode de production capitaliste carbure à la croissance – chaque investissement étant fait pour réaliser un profit – il produit toujours plus de marchandises, peu importe la demande. Si la demande ne suit pas, il faut donc la créer : c'est là qu'interviennent la publicité, les hausses de salaire, la baisse du temps de travail, les politiques fordistes et keynésiennes qui libèrent du temps et de l'argent afin de renforcer le potentiel du consommateur et d'écouler le surplus de marchandises produites.

Il y a aussi une cause *politique* à l'invention du consommateur. Les luttes sociales et le spectre du

communisme ont forcé les États et les capitalistes, au cours du *xx*^e siècle, à faire des « concessions » au mouvement ouvrier (baisse du temps de travail et systèmes de protection sociale). L'invention du consommateur a donc répondu à un besoin de contrôle politique : que le temps de loisir ne soit pas occupé inutilement par le fait d'être heureux·ses et improductif·ves, ou par l'organisation collective d'un monde meilleur, mais par des activités consommatrices. Aujourd'hui, privé·es de nos solidarités par l'atomisation du travail, de l'urbanisation et des logements qui structurellement empêchent toute vie commune, nous sommes condamné·es à la solitude et à l'ennui. Pour beaucoup, la seule échappatoire consiste à consommer frénétiquement des fragments de la vie des autres *via* des séries Netflix ou des photos sur Instagram dont le visionnage, lorsqu'il prend la forme d'une fuite du réel, n'est qu'un ersatz de bonheur.

Dans *L'événement anthropocène*¹, les chercheurs J-B. Fressoz et C. Bonneuil montrent que la société de consommation et l'*American way of life* ont entièrement été produits par des dispositifs matériels et institutionnels au tournant des *xix*^e et *xx*^e siècles. Afin d'écouler le surplus de marchandises des usines tayloriennes, on voit fleurir des marques sur les produits – qui acquièrent

1. C. Bonneuil & J-B. Fressoz, *L'Événement anthropocène : La Terre, l'histoire et nous*, Seuil, 2013.

ainsi une dimension publicitaire -, on encourage la vente par correspondance, on fait pousser partout des supermarchés et des *self-services*. La publicité, succédant à la réclame, fait l'apologie de la consommation comme mode de vie, marqueur de normalité et de statut social.

Dans le même temps, la consommation de masse sert explicitement à discipliner les travailleurs et les travailleuses dans les usines : pour contrer l'absentéisme, Henry Ford crée la « journée à 5 dollars », et les grandes entreprises comme Ford, General Motors et General Electric mettent en place le « crédit à la consommation » (« Achetez maintenant et payez plus tard ») pour inciter leurs salarié·es à acquérir les biens de consommation que ces entreprises produisent. La réparation, le recyclage et la sobriété sont présentés comme néfastes pour l'économie nationale, tandis que la consommation ostentatoire, la mode, l'obsolescence programmée deviennent des pratiques respectables. Les syndicats finissent par trahir leurs idéaux révolutionnaires et se contentent de revendiquer l'indexation des salaires sur les prix pour augmenter la consommation.

Dira-t-on que les gens « surconsomment » des trajets en voiture ? La centralité de la voiture individuelle dans l'urbanisme contemporain a été imposée partout au début du ^{xx}e siècle par des grandes compagnies et par les États, malgré de fortes résistances, alors que le tramway était un mode de transport en commun très apprécié.

Dira-t-on que les gens « surconsomment » du chauffage, de l'électricité, des machines domestiques, depuis leurs maisons périurbaines ? Tout cela est le fruit de politiques publiques et du lobbying d'entreprises qui ont poussé activement les gens à devenir des petits propriétaires de lotissements de banlieue alimentés au tout-électrique. Dirait-on que l'humanité et les consommateurs ont été bien mal avisés le jour où ils se sont assemblés démocratiquement pour « choisir » le pétrole comme carburant du capitalisme ? Le choix des énergies fossiles, et en particulier celui du pétrole, a été le fait des capitalistes occidentaux qui l'ont imposé à toute la planète. Aujourd'hui, les classes dirigeantes des ex-« pays émergents » leur ont largement emboîté le pas et le leadership mondial du ravage écologique reviendra certainement à la Chine au ^{xxi}e siècle.

Tuer le consommateur pour réduire nos dépendances

On peut donc absoudre en grande partie le consommateur de sa responsabilité dans la crise écologique. Il n'en faut pas moins le condamner à mort, pour d'autres raisons. En effet, « consommateur » est le nom du carcan qui nous tient, et que nous avons à briser ; pas le nom d'une personne en chair et en os, mais celui d'une *fonction économique*, d'un ensemble de contraintes qui pèsent sur les individus.

D'une part, le consommateur est produit et contraint *de l'extérieur*. Il ne suffit pas, pour se libérer du consommateur, de s'attaquer à la publicité, de dénoncer les manipulations des grandes entreprises ou de modifier sa propre consommation après un examen de conscience. Car la consommation est avant tout une contrainte *matérielle*, une contrainte de subsistance : c'est notre *dépendance* aux supermarchés, aux sites de vente en ligne, à la voiture, aux écrans. Une dépendance dont on ne peut pas se débarrasser d'un claquement de doigts car cette dépendance est en même temps le cordon ombilical qui nous relie à la société, qui nous permet d'avoir un travail, un logement, de quoi se nourrir, se soigner, de quoi communiquer avec ses proches et ses ami·es. Nous sommes *individuellement* réduit·es à être des consommateurs avant tout parce que nous n'avons aucune prise *collective* sur nos conditions d'existence. Nous ne savons plus produire par nous-même de quoi nous vêtir, de quoi nous nourrir, de quoi nous abriter, nous ne savons plus nous entraider, nous soutenir dans les coups durs, ni prendre soin des personnes âgées et des malades. Nous ne savons plus car nous n'avons « plus le temps », puisque nous sommes constamment aliéné·es par le travail et dans les activités de consommation. La consommation est une habitude contractée dans cette situation de dépossession et d'isolement ; une solution de facilité quand toutes les autres voies ont été rendues

historiquement impraticables. C'est de cette habitude et de cette impasse historique qu'il faut tenter de sortir.

Cependant, le consommateur nous tient aussi *de l'intérieur*, lorsque nous sommes incapables de concevoir l'action écologique autrement que comme un acte de consommation : consommer moins, consommer mieux, ou même voter – ce qui, dans nos démocraties libérales, se réduit à un acte de consommation politique. Or, en consommant des biens ou des offres politiques, on ne transforme pas le cadre économique qui est précisément la cause de notre dépendance et du ravage écologique. En somme, un·e écologiste n'est pas tellement quelqu'un·e qui doit arrêter de consommer mais quelqu'un·e qui doit arrêter d'*agir en consommateur*. On ne cessera pas d'être des consommateurs, à moins de transformer nos conditions d'existence, nos lieux d'habitation, nos manières de répondre à nos besoins de base. Ceci ne peut être qu'une aventure collective et politique, ce qui n'a rien à voir avec une somme d'écogestes individuels. Un grand chantier s'ouvre devant nous : non pas celui des grands projets industriels, ni celui des supermarchés bio, mais celui de la réinvention d'une vie commune libre et écologique.

À chaque fois que nous sommes des consommateurs, nous perdons. Nous perdons l'occasion d'être moins dépendant·es de l'économie, et plus maître·sses de nos conditions d'existence. Il suffit

de porter les yeux sur le consommateur, même « écolo » et « équitable », pour voir qu'il n'a rien de vivant, et que sa satisfaction est illusoire. Le consommateur est cet être en nous, mortellement ennuyé, qui comble son insatisfaction en traînant les pieds devant les vitrines, ou en traînant le doigt sur son écran ; un être maladif et solitaire, qui peut devenir agressif si on le contrarie dans son malheur. Il est la figure de la sous-vie à laquelle nous sommes contraint·es quand toutes nos possibilités de subsistance et de loisir se réduisent à un choix entre des offres présentées sur un étal. Être écologiste, ce n'est donc pas le choix *individuel* d'aménager marginalement sa consommation, mais un travail *collectif* pour nous débarrasser de ce qui nous tient attaché·es au ravage écologique.

Chapitre III

Nous ne renoncerons à rien

LES NOUVEAUX SAINTS

Pour la majorité de nos contemporain·es, l'écologie est une pesante discipline de tous les jours, un ensemble d'éco-gestes, d'éco-consommation et d'éco-renoncement « à l'avion et à la viande ». En établissant une double contrainte qui formule, d'un côté, une injonction à ne plus polluer, de l'autre, la nécessité de maintenir des structures sociales et politiques qui détruisent la planète, on enferme les individus dans une voie que l'on propose de nommer : *écologie du renoncement*.

La question du renoncement a toujours été présente dans la morale écologique, du fait d'une forte composante religieuse depuis ses origines au XIX^e siècle, jusqu'à la constitution du « mouvement écologiste » après les soulèvements de 1968.

S'il y a un siècle encore, les chrétiens de tous poils faisaient le dimanche des concours de sainteté, les écologistes d'aujourd'hui font des concours d'empreinte carbone. En ces temps de sécularisation, on peut toujours acheter des *indulgences* sous la forme de compensation carbone ; on se repent de ses *péchés* écologiques auprès de ses proches ou dans la presse ; on raconte sa *conversion* à la lecture des *saintes écritures* du GIEC ou d'un *père* de la sobriété ; et chacun·e est incité·e à faire sa *bonne action* du jour. Or, seules les personnes ayant un large accès aux biens et services peuvent par la suite se targuer d'y renoncer : on ne peut renoncer qu'à ce qu'on possède déjà.

À la fierté d'apercevoir son reflet auréolé dans le miroir, s'ajoute la satisfaction de faire plus et mieux qu'autrui, qui s'exprime dans la culpabilisation du pécheur. La personne qui aura la gourde la plus durable se verra octroyer le droit d'humilier et de dénoncer ceux qui continuent inconsciemment de boire de l'eau dans des gobelets en plastique. Cette compétition entre les éco-consommateurs est alimentée par les éco-entreprises qui, à coup d'éco-marketing, vendent toujours plus d'éco-produits. Cette rivalité encouragée par les autorités transforme chacun·e en un·e petit·e surveillant·e de sa consommation et de celle des autres. Et pendant que nous ne sommes pas en train de réfléchir à la façon de changer le monde, le capitalisme, lui, prospère sur cette éco-vigilance qui garantit son éco-fonctionnement.

Selon cette morale, les personnes les plus fautives sont celles qui, justifiant leur inaction par un manque de pouvoir d'achat, continuent d'utiliser leur voiture diesel chaque jour pour quitter leur logement périurbain, véritable passoire énergétique, et enfiler leur bleu de travail dans une usine responsable de la déforestation amazonienne. Mais de quelle liberté fantôme, collective ou individuelle, jouissons-nous quand nous sommes contraint·es à enrichir de plus riches que nous ? Et qui sont-ils, eux, qui pensent avoir le choix ?

RENONCEMENT ET SURVEILLANCE

Culpabilisation, compétition et exclusion sont autant de résultats de cette stratégie du renoncement qui rend inconcevable toute révolte populaire contre les structures politiques et économiques. Dans cette atomisation des comportements écologiques, les ingénieur·es et technicien·nes fournissent l'outil de mesure rationnel et indispensable : l'empreinte carbone. Chaque personne peut, dès lors, compter, mesurer, comparer les émissions de gaz à effet de serre dont elle serait responsable pour se rendre compte de son impact, apprendre à le manager et à l'optimiser.

De même que les entreprises ont droit à des quotas carbone, les *consom'acteurs*, intériorisant la logique d'autocontrôle, adoptent des mécanismes similaires. Avec un peu de chance, en s'inspirant du modèle du crédit social chinois, on en viendra

à désigner des champion·nes de l'écologie, qui bénéficieront de crédits bonus pour avoir acheté la dernière voiture électrique (+ 500 points !) ou pour avoir fabriqué des produits ménagers bio (+5 points par mois !).

L'idée d'une « carte carbone » personnelle, défendue surtout par des politiciens écologistes, qui devrait permettre la comptabilisation des émissions individuelles et fixer un plafond d'émission indépassable, nous mène tout droit vers une surveillance généralisée. Chacun·e sera appelé·e à devenir gestionnaire de sa vie polluante, sous le regard paternel et approuvateur des États, des ONG et des grandes entreprises.

La voie du renoncement est médiatiquement considérée comme la stratégie écologique la plus respectable, car elle appelle de ses vœux de nouvelles mesures d'austérité et de sécurité. Les groupes de copains, ex-consultants financiers en marketing digital à La Défense, qui se retirent à la campagne pour fuir l'effondrement de la société font la une des journaux *mainstream* et y sont considérés comme des radicaux. Or, si les médias applaudissent ces évadés urbains, c'est bien parce qu'ils ont décidé de changer de vie sans lutter. En somme, leur renoncement est *total*.

UNE ÉCOLOGIE AFFIRMATIVE

Nous ne nions pas que des choix de consommation puissent faire partie d'une démarche écologique,

mais remettons-les à leur juste place. Ces « choix » correspondent à des démarches personnelles qui n'ont pas comme objectif de faire monde *autrement*. Même si ces gestes étaient effectués massivement dans certains pays, ils ne suffiraient pas à inverser à eux seuls les changements climatiques. Par contre, ils peuvent apporter un apaisement individuel non négligeable et constituent bien souvent les premiers pas d'une prise de conscience écologique. Quand on cherche à prendre de l'indépendance vis-à-vis de conditions d'existence aliénantes, on met en adéquation ce que l'on fait et ce que l'on pense. On s'ouvre une voie d'apprentissage, celle qui consiste à vivre hors des structures économiques et sociales qui nous ont été imposées. C'est ensuite lors des luttes collectives que cet apprentissage pourra faire la différence. En ce sens, l'efficacité écologique des actions individuelles ne doit pas (ou pas seulement) être mesurée en fonction de l'empreinte carbone, mais surtout en fonction de leur potentiel à transformer et améliorer nos conditions de vie collective.

Renoncer à quelque chose, c'est au fond formuler un *regret*. On ne renonce qu'à ce qu'on aime. Aimons-nous réellement poireauter dans les bouchons, confier notre argent à des banques sans foi ni loi, manger quotidiennement la même malbouffe, passer des heures tout·es seul·es devant des écrans ? Ou est-ce simplement que le monde tel qu'il est n'a pour l'instant rien de mieux à

nous offrir ? Peut-être y a-t-il un temps d'arrachement nécessaire à des habitudes ou à des préférences acquises par défaut. Mais au fond, il s'agit bien moins de renoncement que de transformation. Il n'est pas tant question de se priver et de « faire le deuil » du confort moderne que de *changer la vie*. Pourquoi devrait-on réduire le fait de ne pas prendre l'avion à un renoncement, quand cela peut aussi bien vouloir dire : refuser, bloquer, saboter ou préférer d'autres manières de voyager ? L'idée de renoncement est une opération sémantique sur l'éventail des modes d'action écologiques, qui en supprime la joie et la créativité, et qui transforme des défaites collectives en glorioles individuelles. On a l'impression que ce terme cherche à neutraliser le potentiel de transformation que l'écologie peut représenter, comme s'il fallait à tout prix qu'elle ne consiste qu'en de petits ajustements marginaux dans une vie qui reste globalement la même. En outre, comment veut-on que l'écologie fasse rêver si elle ne doit être que mortification, discipline et renoncement ?

Changer sa façon de faire sur un mode affirmatif est bien plus réjouissant : on enfourche son vélo, on saute dans un bateau car c'est *mieux*. C'est l'occasion d'éprouver que le comportement écologique est avant tout une question de rapport au temps : l'humain pressé pollue. Prendre l'avion n'a rien de bien passionnant, entre l'attente à l'aéroport, le voyage ensommeillé,

l'environnement insonore, et une temporalité où la moindre anicroche signifie une prolongation de l'ennui. L'avion est fait pour les gens qui ne disposent que de cinq semaines de congés payés par an, et le voyage à vélo a un goût de trop peu lorsqu'il ne dure que dix jours.

De même, le choix du véganisme ou du végétarisme n'a pas vocation à être un sacrifice individuel ni des plaisirs gustatifs, ni d'une partie de sa liberté. Le fait d'arrêter de consommer des produits issus de l'exploitation animale provoque le besoin d'inventer de nouvelles manières de manger, et pousse à l'apprentissage de recettes diverses et originales qui vont bien au-delà du couple graines-salade faussement associé à la cuisine végétalienne. Surtout, bien plus qu'une privation, dans des pays où les rapports aux non-humains sont souvent productifs ou propriétaires, ces pratiques peuvent constituer la possibilité d'autres liens (d'entraide, de coopération voire d'amitié) aux êtres sentients qui nous entourent. Sentients car capables de ressentir douleur, joie, peine, angoisse, solitude, bien que jusque-là réduits à l'état de marchandise alimentaire.

Le temps, le loisir, l'espace, la liberté sont des choses qui s'*arrachent* à la gestion capitaliste de la vie. Aucun futur désirable ne sera bâti sur le renoncement. Il ne s'agit pas tant de s'abstenir, de se priver, mais de vivre à la hauteur de nos désirs. De retrouver partout le goût et la nature des choses. Ce qui ne suppose rien de moins

qu'une remise en question totale de la production et de la reproduction de nos vies. Nous ne renoncerons à rien.

Chapitre IV

Science du ravage et sciences de la révolte

En matière de luttes écologiques, les sciences occupent une indéniable place dans la formulation du constat. De l'érosion de la biodiversité aux changements climatiques : les sciences physiques, celles de la vie ainsi que les sciences humaines nous permettent d'appréhender la globalité du ravage. Elles sont des outils parmi d'autres pour nous aider à définir nos objectifs, ajuster nos exigences, pour questionner nos besoins et leurs conséquences écologiques.

Il faut néanmoins distinguer l'utilisation des sciences en tant qu'elles portent un discours sur le réel et nous permettent de le comprendre, de leur utilisation réductionniste qui accroît l'organisation rationnelle et technique du monde. Ainsi,

nous ne critiquerons ici les sciences que dans la mesure où elles sont mises au service de positions politiques et de pouvoirs qui produisent le ravage écologique.

En effet, les sciences sont ignorées lorsqu'elles ne conviennent pas aux impératifs économiques ou politiques. Mais dès qu'elles assistent la croissance économique, fournissent des outils de surveillance généralisée, permettent d'étouffer les contestations politiques et d'asseoir les intérêts impérialistes et militaires d'une nation, alors elles sont adulées, adorées, appelées au secours par les politiciens et invoquées sans cesse pour justifier toute sorte de mesure politique.

NEUTRALITÉ SCIENTIFIQUE ET ÉCOLOGIE ASEPTISÉE

On entend parfois dire dans la jeunesse écologiste : « Nous n'avons pas l'éducation qu'il faut pour nous permettre de formuler des demandes, il faut laisser cela aux scientifiques¹. » En effet, lorsqu'on parle d'écologie dans les médias et sur la scène politique, les discours scientifiques font autorité, et tout ce qu'on leur fait dire paraît par défaut bon et juste. Cette confusion entre l'objectivité – qui caractérise la démarche scientifique – et la neutralité amène nombre d'écologistes à se prévaloir sans cesse de la science pour appuyer

leurs discours et formuler leurs revendications. Or cette neutralité ne l'est que relativement à des discours et un cadre bien défini qui est celui des structures économiques et étatiques. C'est en prenant appui sur cet idéal de neutralité que certain·es affirment que l'écologie doit s'affranchir des clivages politiques et rassembler largement, faisant fi des rapports de domination et de pouvoir qui irriguent notre société. Rappelons-nous que la rationalité scientifique n'est qu'un discours sur le monde, et qu'au sein même des sciences, les controverses abondent. Ne pas vouloir politiser la question écologique est en soi une posture politique. C'est celle du monopole d'un groupe d'experts et de technocrates sur l'administration du monde.

En s'enfermant dans des débats stériles et techniques, l'écologie légitime alors l'existence de cette technocratie sachante et opérante. Que peut notre parole profane face à cette armée formée dans les grandes écoles ? Toute position qui n'entrera pas dans le cadre de réflexion technique et scientifique sera décrédibilisée et ignorée. Le savoir technique et scientifique permet ici de clore toute discussion. Pourtant, les écologistes persévèrent dans cette voie. Qui n'a pas perdu de longues heures à débattre du rendement énergétique des éoliennes ou des panneaux solaires ? La personne qui aura raison sera celle qui saura mobiliser le plus d'arguments techniques possibles. Ce qui devrait être un choix de vie collectif devient une empoignade

1. « Greta Thunberg on the Climate Crisis, Schwarzenegger, and Schnitzel », émission radio pour ART19, 31 mai 2019.

sur des chiffres. En plaçant les débats écologiques sur le terrain technique uniquement, les autorités politiques et économiques endorment la contestation politique.

Nombre d'écologistes semblent secrètement fonder leur espoir d'un redressement de la situation écologique dans le progrès technologique. Que cette espérance soit placée dans les énergies renouvelables, les technologies de géo-ingénierie voire l'énergie nucléaire a finalement peu d'importance. Le fait est qu'ils se dépossèdent de leur capacité d'agir et mettent leur destin entre les mains de politiciens, d'ingénieurs, de techniciens, de scientifiques et d'investisseurs, les mêmes qui alimentent aujourd'hui le ravage.

L'attraction des écologistes pour la *neutralité* scientifique et le *progrès* technologique vient sans doute de ce qui apparaît comme un rite de passage obligé, d'un état d'inconscience à la prise de conscience du ravage. En somme une conversion à l'écologie par la lecture des graphiques du GIEC, par un documentaire à scandale sur l'industrie du textile ou par les discours ou les textes d'une personnalité qu'on admire. Connaître l'existence du ravage par ce type de discours ou d'information peut parfois indigner mais poussera plus rarement à la révolte et à l'action. L'accumulation de données catastrophiques peut même démobiliser devant l'ampleur du désastre voire nous plonger dans ce qu'on appelle désormais « l'éco-anxiété ».

Si les écologistes placent leur espoir dans une science neutre ou un progrès technique salvateur, ils ne doivent pas perdre de vue que les capitalistes et l'État en font des outils de gouvernement.

ÉCOLOGIE GESTIONNAIRE ET SCIENCE PACIFICATRICE

Le souci pour la diversité biologique ou pour les changements climatiques présent dans les rapports du GIEC ou de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques) témoigne d'un rapport particulier aux milieux vivants. La vision comptable et gestionnaire qui s'en dégage¹ est propice au développement d'une nouvelle technocratie, seule à même de gérer le ravage.

L'écologie devient à leurs yeux un enjeu statistique, qui se résume la plupart du temps à la part d'émissions carbone, aux hectares de déforestation et autres espèces en voie d'extinction. Enfin mesurées, les dévastations deviennent compensables ou interchangeables sur des marchés. Il s'agit désormais de *gérer* les milieux : formuler des concepts, des méthodes et des procédés pour mieux les comprendre et les gouverner durablement². Les rapports entre humains et

1. C. & R. Larrère, *Penser et agir avec la nature : une enquête philosophique*, La Découverte, 2015.

2. P. Blandin, *De la protection de la nature au pilotage de la biodiversité*, éditions Quae, 2019.

milieux doivent désormais être établis de manière écologiquement rationnelle, de sorte que les ressources offertes par ceux-ci demeurent renouvelables. Face au ravage écologique, on nous fait miroiter un plan de gestion qui se décline en des centaines d'actions échelonnées sur 10 ans.

Les propositions qui émergent de ces différentes commissions intergouvernementales reviennent bien souvent à aménager l'économie du ravage, en fixant des objectifs lointains et inatteignables, ou en proposant des miracles technologiques. Exemple parmi tant d'autres, les trajectoires retenues par le GIEC dans son rapport de 2018 s'appuient toutes sur le retrait du dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère, pour rester sous la barre des 1,5 °C. Ce retrait repose sur plusieurs méthodes de géo-ingénierie, qui vont des bioénergies associées au captage et stockage du carbone, jusqu'à sa séquestration dans les sols, en passant par l'alcalinisation et la fertilisation de l'océan. Ces propositions d'apprentis-sorciers qui semblent admises font pourtant l'impasse sur les conséquences de ces technologies qui ont été largement mises en évidence : pollutions, impacts sur la sécurité alimentaire ou encore érosion de la biodiversité.

Ces promesses d'un avenir faible en émissions carbone correspondent finalement à des

1. IPCC, « Emission Pathways and System Transitions Consistent with 1.5°C Global Warming » – *Summary for Policymakers, Global Warming of 1.5°C*, 2018.

infrastructures venant accroître le ravage en cours, sans jamais en résoudre les causes. La perfection des solutions par l'omission. Omission des causes historiques qui produisent le ravage, omission des contestations politiques, omission des plus vulnérables que l'on exclut toujours davantage.

En s'érigeant comme seule façon de penser et d'organiser le réel, ce paradigme d'écologie comptable et gestionnaire des milieux limite l'espace de discussion politique à ce seul prisme, occultant ainsi les intérêts divergents, notamment ceux des personnes qui défendent une écologie sensible, fondée non pas sur des chiffres et des données mais sur des liens qu'elles tissent avec leur milieu. Les débats portent désormais davantage sur le part d'énergies vertes à adopter d'ici 2030, que sur l'identification des responsables des pollutions.

MODÉLISER LE MONDE POUR MIEUX LE GOUVERNER

La réduction des problèmes écologiques à des questions gestionnaires et techniques se heurte par ailleurs à des difficultés : les milieux vivants sont complexes et ne se laissent pas facilement gérer. La gestion comme seule loi aboutit d'ailleurs à des catastrophes, comme le montre l'état présent des milieux. Pourtant, les technocrates, appuyés par les institutions scientifiques, proposent de résoudre ce problème... par un surcroît

de gestion, en multipliant les outils de mesure et de contrôle. Pour maîtriser chaque partie du réel, ces technocrates réunissent un maximum de données sur les systèmes « naturels » et « sociaux » pour en produire des représentations sous forme de courbes, de tableaux et de programmes informatiques. Cette manière de gérer au lieu d'habiter rappelle le projet de la cartographie à l'échelle 1:1 dans la littérature merveilleuse :

« En fait, nous avons réalisé une carte du pays, à l'échelle d'un mile pour un mile ! »

« L'avez-vous beaucoup utilisée ? »

demandai-je.

« Elle n'a jamais été dépliée jusqu'à présent », dit Mein Herr. « Les fermiers ont protesté : ils ont dit qu'elle allait couvrir tout le pays et cacher le soleil ! Aussi nous utilisons maintenant le pays lui-même, comme sa propre carte, et je vous assure que cela convient presque aussi bien. »

Lewis Carroll, Sylvie and Bruno concluded

Modéliser le monde, c'est se laisser aller au rêve d'un gouvernement total de la vie. Toutes ses parcelles doivent être transformées en données, pour pouvoir être classées, analysées, échangées pour optimiser et mieux gérer, du réseau électrique jusqu'à nos sentiments amoureux. Modéliser c'est aussi prédire le futur, pour l'administrer et surtout pour ne laisser place à aucun autre monde

possible et désirable. C'est la suppression de toute inconnue dans l'équation du monde.

Ce projet va de pair avec une administration numérique qui prétend gérer les ressources et les sociétés de manière parfaitement écologique. Par exemple, les vendeurs de technologies de captation d'énergies renouvelables promettent des *smart grids* pour mieux optimiser la gestion de ces énergies intermittentes, surveiller les usagers et couper plus facilement le courant aux mauvais·es payeur·ses. Ces innovations techniques qui servent la gestion de la catastrophe sont non seulement inutiles et dangereuses mais, surtout, elles sont imposées. La société écologique du futur risque de ressembler davantage à une *eco, safe & smart city* qu'à des campagnes riantes.

VERS DES SCIENCES DE LA RÉVOLTE

Alors que la question écologique bouleverse les idées reçues sur ce qu'est une bonne organisation politique, une bonne société, une bonne vie, on ne voit pas pourquoi il faudrait s'en remettre uniquement et intégralement à l'expertise scientifique et ses froides perspectives pour comprendre et habiter ce monde. En effet, n'est-ce pas nous qui habitons ce monde ?

Quoi que disent les sciences sur les taux d'extinction d'espèces, sur la richesse des sols ou sur l'impact carbone d'une activité, ce dont nous sommes prêt·es à prendre soin, c'est de ce dont

nous sommes proches. Non pas des chiffres abstraits ni d'un écosystème lointain, mais de notre jardin potager, des friches urbaines que nous avons explorées, des multiples vestiges qui nous relient aux occupant·es d'avant, des rues où nous avons joué ou fait les quatre cents coups. Pour aller plus loin, si des personnes résistent aujourd'hui avec acharnement aux différents assauts des industriels de tous poils, c'est parce qu'elles dépendent de ces milieux dans lesquels elles vivent. La destruction de leurs relations au territoire fait de ces personnes de véritables résistant·es qui luttent pour protéger leurs terres.

Au demeurant, les connaissances scientifiques et les savoirs techniques peuvent être mis au service des luttes. Les inventaires naturalistes menés par des associations locales ou par des écologues peuvent, par exemple, révéler la présence d'espèces protégées sur un site promis à la destruction. Ce fut notamment le cas à Saint-Priest dans le Rhône où un couple d'œdicnèmes criards, volatiles protégés nichant sur le site du chantier, a bloqué la construction d'un projet de bâtiment d'industrie et de bureaux¹. Ces informations peuvent ainsi s'avérer utiles pour retarder ou contribuer à l'abandon d'un projet inutile et imposé.

Nous voulons nous réapproprier les approches scientifiques ainsi que certaines réponses

techniques qui, entre les mains des ravageurs, ne font qu'accroître toujours davantage la destruction des mondes vivants. Si ces savoirs sont complexes, ils ne sont pas réservés aux seuls initiés. Pour ne pas en être dépossédé·e.s nous préférons les faire circuler et favoriser les réflexions collectives. Leur réappropriation représente pour nous une des pistes d'émancipation. Au brevetage des semences nous préférons leur libre usage, et à la technique ultra-sophistiquée, les *low tech* ou le *do it yourself*. Les savoirs techniques, une fois extraits du joug productiviste, peuvent être autant de façons d'égayer la vie tout en respectant les milieux : faire le moins possible *contre* et le plus possible *avec*, favoriser quoi qu'il arrive la vie et nos attachements à celle-ci.

En outre, les connaissances scientifiques, une fois réappropriées, peuvent nous permettre de renforcer nos liens avec les milieux que nous habitons. Comprendre ce qu'est un sol, identifier les oiseaux qui nous entourent, en apprendre davantage sur un écosystème au travers des plantes qui le constituent, ou encore comprendre les interactions entre des plantes potagères, sont autant de savoirs qui enchantent le monde dans lequel nous vivons.

Mais nous ne voulons pas nous restreindre aux savoirs scientifiquement validés dans les institutions qui pourraient marginaliser d'autres formes de vie dans nos milieux. Par exemple, face au projet du barrage de Couvin dans les Ardennes belges à la fin des années 1970, les habitant·es ont opposé

1. I. Gonzalez, « Saint-Priest : un couple d'œdicnèmes criards bloque un chantier », *France3 Régions*, 2017.

leurs savoirs locaux et les liens qu'ils avaient noué avec leur territoire à la connaissance technique et désincarnée d'ingénieurs diplômés. Les études menées par les cabinets d'ingénieurs n'avaient pas vu dans leurs graphiques, calculs, tableaux et données que les roches présentes dans le sous-sol étaient trop instables pour y construire un barrage. Débordant·es d'imagination et résolu·es à ne pas abandonner leur territoire, les opposant·es ont pu rallier à leur cause une grande partie des habitant·es et démontrer l'acuité de leurs savoirs, empêchant ainsi la construction.

Les sciences peuvent donc servir de boussole, quand on en a besoin : sans se substituer au réel ou à notre expérience sensible des milieux, elles sont des outils parmi d'autres pour composer et défendre les mondes que nous souhaitons habiter.

Partie 2.

Leur écologie et la nôtre

Chapitre V

Le capitalisme comme ravage

POURQUOI LA CRITIQUE DU CAPITALISME ?

Comment en sommes-nous arrivé·es là ? Qui a allumé ce gigantesque feu qui fait fondre les glaces, carbonise les forêts, provoque canicules et sécheresses aux quatre coins du globe ? Aujourd'hui, les récits et les concepts qui tentent d'expliquer les origines du ravage écologique foisonnent et sèment une grande confusion. Dans les discours écologiques, on attribue souvent la faute à ce qu'on s'imagine être des idéologies ou des mentalités : consumérisme, productivisme, capitalisme, néolibéralisme, individualisme. Dans des théories plus raffinées, on tente de saisir un grand sujet de l'histoire qui serait le responsable de tous nos maux : la technique, la civilisation. On désigne des causes très récentes, comme la croissance économique, aussi

bien que des causes immémoriales, par exemple des besoins qui seraient enracinés dans la « nature humaine ». Tous ces discours ont sans doute une part de vérité et une part d'erreur, mais sans ordre ni hiérarchie entre les causes, on ne parvient plus à répondre aux questions primordiales de notre présent : quel est le moteur du ravage écologique ? Comment produit-il ses effets dévastateurs ? Où agir le plus efficacement pour l'arrêter ?

Nous tenterons donc ici de réorganiser ces différents concepts et récits autour du concept qui nous semble leur conférer un maximum d'intelligibilité : le capitalisme. Cela peut paraître un choix surprenant, à l'époque où ce mot est rendu pratiquement inutilisable par le fait que personne ne s'accorde sur sa définition. De plus, la critique du capitalisme semble périmée par son association au XX^e siècle avec un « communisme » peu reluisant écologiquement. Pourtant, le fait d'opposer toujours le capitalisme au communisme est assez absurde, car le communisme au pouvoir, au sens strict, n'a finalement été qu'une forme de capitalisme d'État (il n'y a qu'à voir ce que sont vite devenues l'URSS et la Chine). Le capitalisme, si on comprend bien de quoi il s'agit, traverse ces oppositions et domine tous ces pays. La Chine, qui est le plus gros émetteur de CO₂ et dont le Parti dirigeant se prétend « communiste », est un pays tout aussi inséré dans l'économie capitaliste que les autres. Le concept de capitalisme ne décrit pas une idéologie, ni un régime politique qui serait l'opposé du

communisme, mais un *mode de production et de reproduction de la vie réelle*, aujourd'hui étendu mondialement. Un mode de vie parmi d'autres, donc, qui n'est ni éternel, ni définitif, qui n'est qu'une façon temporaire et historiquement advenue d'habiter la Terre et d'organiser les sociétés. Le capitalisme n'est pas là depuis toujours : il est apparu à une période récente, précisément celle où le ravage écologique a pris une dimension planétaire et une intensité exponentielle, aux XIX^e et XX^e siècles. C'est pourquoi il nous intéresse ici¹.

CAPITALOCÈNE : UNE HISTOIRE DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Anthropocène ou capitalocène ?

En écologie, la question du climat offre la démonstration la plus claire du rôle historique du capitalisme. D'où vient le fameux dérèglement climatique ? On fait souvent le lien entre CO₂ et PIB, mais on revient plus rarement sur les causes historiques de ce couplage. Parmi les différents récits dont nous disposons, il y a celui de l'anthropocène, qui ne brille pas par sa finesse. « Anthropocène » est sans doute le mot le plus flou

1. Merci à J. Vioulac (*Marx, Approches de la criticité*), A. Campagne (*Le Capitalocène*) et à J-B. Fressoz et C. Bonneuil (*L'événement anthropocène*) pour leurs analyses qui nourrissent l'ensemble des réflexions qui suivent.

et le plus confus que l'on pouvait choisir pour décrire notre situation. Derrière ce mot, le responsable tout désigné est une abstraction : l'espèce humaine, l'humanité prise comme un tout, « l'homme » (*anthropos* en grec). Ou, pour être plus précis : son désir illimité de maîtrise technique, son besoin de sécurité, sa soif intarissable d'énergie. Ah, la nature humaine ! Le mal serait donc en nous depuis la nuit des temps, et nous serions, tou·tes autant que nous sommes, également responsables.

Pour qui a en tête quelques chiffres très accessibles sur le dérèglement climatique, l'analyse en termes d'anthropocène ne peut pas être prise au sérieux, car elle masque deux choses. Premièrement, au présent, elle masque les très nettes différences d'impact écologique en fonction des écarts de richesse, des pays ou des acteurs économiques concernés (entreprises, États, ménages). Il y a au sein de l'espèce humaine des sociétés très différentes, et au sein de ces sociétés, des hiérarchies, des gens qui décident, d'autres qui subissent, et il est impossible ou malhonnête de tout écraser dans un vague agrégat qui serait l'humanité entière. Par exemple, une centaine d'entreprises représentent à elles seules 71 % des émissions de gaz à effet de serre depuis 1988. Il s'agit des entreprises¹ qui conduisent l'extraction des énergies fossiles et qui nourrissent d'immenses

1. Carbon Disclosure Project, « The carbon major database », 2017.

fortunes en les revendant à l'ensemble de la société pour qu'elles soient consommées. Ce sont précisément ces grandes entreprises, dont certaines sont aussi puissantes que des États, qui ont bataillé corps et âme au long des XIX^e et XX^e siècles pour imposer les énergies fossiles contre les énergies renouvelables, qui régnaient alors. Il paraît dès lors sensé, pour peu que l'on veuille agir vite et efficacement contre le ravage, de s'attaquer prioritairement à ces énormes robinets à carbone, plutôt qu'à chaque petit pot d'échappement.

Deuxièmement, les discours qui rendent l'humanité entière coupable du ravage nient complètement les responsabilités historiques. Ils ignorent même toute temporalité historique puisqu'ils ancrent le ravage dans des besoins humains éternels et anhistoriques. Comme si depuis la préhistoire nous étions condamné·es à en arriver au point où nous en sommes aujourd'hui, par le développement implacable de notre « nature ». Les scientifiques qui ont inventé cette notion d'anthropocène pensent que : « la maîtrise du feu par nos ancêtres a fourni au genre humain un outil [...] qui nous place de manière décisive sur le long chemin menant à l'anthropocène¹ ». Or, jusqu'aux années 1980, ce n'est pas l'humanité, mais une toute petite partie de l'humanité – l'Angleterre et

1. W. Steffen, P. Crutzen et J. McNeill, « The Anthropocene: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature? », *AMBIO: A Journal of the Human Environment*, 2007.

les États-Unis – qui ont été les principaux responsables des émissions de CO₂, et de loin. Certains vont jusqu’à parler d’un anglocène, comme le fait l’historien Jean-Baptiste Fressoz. Le ravage écologique¹ ne découle pas de choix qui auraient été faits démocratiquement par l’espèce humaine (maîtriser le feu, adopter les énergies fossiles, développer l’économie, artificialiser les territoires), mais de rapports de forces socio-historiques. En écrivant l’histoire comme une ligne droite, on laisse de côté toutes les résistances, toutes les alternatives techniques qui se situent entre la maîtrise du feu par nos ancêtres et la consommation frénétique des combustibles fossiles aujourd’hui (charbon, pétrole, gaz). Le capitalisme apparaît faussement comme le dernier stade d’une marche nécessaire vers la catastrophe, dont les causes seraient beaucoup plus lointaines.

Pourtant, l’histoire montre que le capitalisme et le dérèglement climatique ont une origine commune en Angleterre. Elle montre aussi que ces événements, qui sont conflictuels, auraient pu être différents en fonction de l’issue des conflits.

Capitalisme fossile : le couplage entre capitalisme et dérèglement climatique

Les historien·nes s’accordent à dire que l’utilisation massive des énergies fossiles date du

1. C. Bonneuil & J-B. Fressoz, *op. cit.*

formidable essor de la machine à vapeur dans l’industrie textile en Angleterre, au cours des années 1820-1830. En effet, la naissance du capitalisme industriel et le début du dérèglement climatique coïncident historiquement, comme le note Andreas Malm dans *L’anthropocène contre l’histoire*. Qui a fait le choix d’acheter et d’utiliser cette diabolique machine à vapeur à une si grande échelle, choix qui nous plongeait dans les énergies fossiles pour au moins deux siècles ? Non pas le genre humain, mais un tout petit nombre d’Anglais : les capitaines de l’industrie textile. Et ceux-ci n’ont naturellement pas fait ce choix parce que cela profitait à l’espèce entière, ni parce que cela facilitait le travail ou coûtait moins cher. En réalité, les machines à vapeur coûtaient plus cher et produisaient moins d’énergie que la roue hydraulique, installable à prix modique partout où il y avait des cours d’eau. Si l’usage du charbon est devenu massif, c’est pour une double raison très prosaïque. D’une part, la machine à vapeur permettait à l’industrie de s’abstraire des contraintes géographiques, car les filatures hydrauliques étaient soumises à la présence de cours d’eau et à leur flux. Elle offrait d’autre part un pouvoir supérieur sur la main-d’œuvre : en effet, les campagnes étaient traversées par une vague de luttes syndicales, et le manque de main-d’œuvre en milieu rural et donc la plus grande facilité pour les grévistes de faire pression sur leurs employeurs, rendait les grèves ruineuses. Se

rapprocher des centres-villes en revanche, comme la machine à vapeur le permettait, donnait accès à un réservoir de main-d'œuvre intarissable. La réponse à notre question est donc simple : une quantité de travail plus élevée, des journées plus longues, moins de grèves, donc plus de création de valeur ! Le charbon, fabuleux animateur des machines, a été adopté parce qu'il était plus adéquat à la logique d'accumulation du capital.

Comment l'usage des énergies fossiles s'est-il répandu ensuite à toute « l'humanité » ? Les *gentlemen capitalists* ne sont pas restés tranquillement dans les villes anglaises, à utiliser modérément leur charbon anglais. L'Empire britannique a soumis le monde entier au capitalisme fossile par la concurrence et par la guerre. Deux facteurs ont favorisé l'émergence du capitalisme fossile en Angleterre : la disponibilité du charbon sur son propre sol, et sa situation d'empire colonial, qui lui donnait accès à des ressources cruciales. C'est donc tout naturellement qu'en Inde, pays dont le sol est riche en charbon et d'autres matières premières, les autochtones ont été massivement forcés à travailler dans les mines. Qu'à cela ne tienne, le progrès doit bien progresser, et le monde entier, par la grâce de la colonisation, est bientôt devenu un immense stock de ressources humaines et naturelles à conquérir pour les prospecteurs, les aventuriers, les scientifiques et les compagnies marchandes. L'Europe puis les États-Unis ont soumis le monde entier par la force nouvelle

que leur conférait une industrie dopée aux énergies fossiles. L'adoption du pétrole suit la même logique : plus transportable car plus fluide, cette énergie a permis au capitalisme d'accélérer massivement ses flux, en supprimant à coups de *tankers* et d'oléoducs l'exigence de proximité entre lieu d'extraction et le lieu de consommation, qui subsistait encore avec le charbon¹.

Voilà donc pourquoi on parle de plus en plus de capitalocène. La chaîne de décisions menant à l'usage massif des énergies fossiles découle des rapports capitalistes (et non des changements démographiques ou techniques), apparus à une période historique et dans un lieu précis. À aucun moment « l'espèce humaine » ne s'est réunie en concile pour voter démocratiquement l'usage massif des énergies fossiles, ou l'essor du mode de production capitaliste. Une poignée d'*homo pyrophilis* anglais, français, puis américains les ont imposés à tout le monde, par l'expropriation et la violence. Pour expliquer le dérèglement climatique, il est donc beaucoup plus pertinent de raisonner en termes de capitalisme qu'en termes de démographie. Si la planète se réchauffe, ce n'est pas parce que nous sommes « trop nombreux », c'est parce que ce nombre est massivement inséré dans un système économique qui dévore les milieux vivants et rejette énormément de carbone. Depuis 1820, la croissance

1. T. Mitchell, *Carbon Democracy*, La Découverte, 2011.

des émissions de CO₂ a été 100 fois plus rapide que l'accroissement démographique de l'espèce humaine, ce qui montre que les deux facteurs sont beaucoup moins corrélés que le CO₂ et l'accumulation de capital (reflétée par la croissance du PIB). De même, au début du XXI^e siècle, 7 % des plus riches produisent 50 % des émissions de CO₂ (contre 7 % d'émissions pour ce qui est des 45 % les plus pauvres)¹.

Or ces choix énergétiques, faits dans notre passé et dans notre dos, nous engagent toujours lourdement aujourd'hui : les énergies fossiles représentent toujours 80 % du mix énergétique. Il se pourrait même que nous soyons bloqué·es par ce choix, du fait de « la tendance des décisions et des événements du passé à se renforcer d'eux-mêmes, réduisant ainsi, voire excluant, les possibilités de faire émerger des alternatives », comme le dit le GIEC². Chaque fois qu'une autoroute, une centrale à charbon ou une raffinerie est construite, elle est censée durer de nombreuses décennies pour que l'investissement soit rentabilisé. Étant donné l'ampleur des investissements réalisés dans l'économie fossile (par exemple, les villes contemporaines ont été entièrement organisées pour la voiture), certains scientifiques parlent

d'un verrouillage carbone (*carbon lock-in*)¹. Ce verrouillage explique aussi pourquoi les énergies renouvelables ne font que s'ajouter aux énergies fossiles, et non les remplacer. Le vent, l'eau et le soleil produisent une énergie intermittente et difficile à stocker. Or, il reste encore des réserves d'énergie fossile pour plusieurs dizaines d'années. Et l'on voudrait que le moment où le capitalisme se mondialise, déracine toutes les populations rurales, intensifie ses flux et s'abstrait de toute contrainte naturelle ou humaine, paraisse comme le moment propice à l'adoption des énergies renouvelables ?

POURQUOI LE CAPITALISME EST ANTI-ÉCOLOGIQUE

Dépossession et croissance infinie

Pour comprendre les origines du dérèglement climatique, et plus généralement celles du ravage écologique, il faut s'intéresser à une période historique précise, celle de la naissance d'un certain mode de production et de reproduction de la vie sociale apparu récemment : le capitalisme. Que veut-on dire par capitalisme, et pourquoi en faire le moteur du ravage écologique ?

On ne sait plus bien aujourd'hui si le capitalisme est un système économique, ou une idéologie,

1. A. Malm, *Fossil Capital*, Verso books, 2016.

2. O. Edenhofer, R. Pichs-Madruga, Y. Sokona et al., *Climate Change 2014 : Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, 2014.

1. P. Erickson, S. Kartha, M. Lazarus et K. Tempest, « Assessing Carbon Lock-In », *Environmental Research Letters*, 2015.

s'il est un moment dépassable de l'histoire économique, ou un trait essentiel de la nature humaine ; on se demande s'il n'est pas un moindre mal, si le problème n'est pas ailleurs, ou avant, ou après. Mais en supposant que la critique du capitalisme n'est qu'une description partielle ou partiale de la réalité, on rate le fait majeur que c'est précisément le capitalisme qui, historiquement, tend à absorber toute réalité. Sa logique est une logique d'extension du domaine de *ce qui est marchandisable* : de façon absolument anti-écologique, le capitalisme tend à transformer le monde entier en marchandise.

On peut caractériser le capitalisme par deux traits essentiels, en suivant Marx dans le premier livre du *Capital*¹.

1. D'un côté, le capitalisme est un *rapport social* : un petit nombre de propriétaires s'accaparent les moyens de production et de reproduction de la vie (d'abord les terres et outils agricoles, puis l'ensemble de ces moyens), tandis que la grande majorité paysanne qui compose alors la

population en est expropriée. Elle est dès lors contrainte d'avoir recours au salariat dans les campagnes mais surtout dans les villes pour avoir accès à de la nourriture. C'est par cette phase agraire que commence tout passage au capitalisme : en Angleterre entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, c'est le fameux mouvement des *enclosures*, qui transforme une agriculture traditionnelle dans le cadre d'un système de coopération et de communauté d'administration des terres en une agriculture intensive dans le cadre d'un système de propriété privée des terres. Le mode de production capitaliste implique donc de priver une population de ses moyens de subsistance. Il s'agissait non seulement de la faire travailler au profit d'un propriétaire, mais aussi de lui vendre ce qu'elle produisait auparavant par elle-même. L'histoire des débuts du capitalisme est cette longue suite de dépossessions, souvent brutales, parfois indirectes (pressions du marché, impôts) qui se matérialisent d'abord par des exodes ruraux massifs en Europe, et des conquêtes coloniales dans le reste du monde. La grande industrie au XIX^e siècle puis l'économie de services au XX^e siècle finiront de nous arracher nos savoir-faire, de nous aliéner à des machines et à des tâches absurdes, de parcelliser et de spécialiser le travail à l'infini. Pour l'écologiste, c'est une histoire terrible, car ces dépossessions successives nous rendent non seulement dépendant-es d'une économie qui ravage la planète pour notre vie ou notre survie, mais

1. Si le vieux barbu peut être qualifié de « penseur de l'écologie », c'est peut-être avant tout parce qu'il a mis en avant l'inscription des collectifs humains dans le tissu de la vie, la terre, la nature mise au travail. Et qu'il a même pointé quelques contradictions intenable du capitalisme sur ce terrain. Mais le marxisme (et Marx lui-même) a aussi contribué à répandre une idée du bonheur, du salut, de la révolution qui ont fait oublier le monde naturel et ses exigences, et qui ont préparé le terrain à l'essor de la grande industrie. C'est pourquoi nous prenons ici quelques libertés par rapport au marxisme orthodoxe.

elles nous rendent aussi incapables de résoudre le problème, puisque nous avons perdu tous nos savoir-faire, nos biens communs, nos solidarités. Tout est à reconstruire.

2. De l'autre côté, le capitalisme est un cycle infini de valorisation de la valeur, où l'argent est utilisé *comme capital*, c'est-à-dire non pour acheter ou vendre quelque chose, mais *pour produire plus d'argent*. Cette opération, qui correspond à n'importe quel investissement de capital aujourd'hui, est assez magique quand on y réfléchit : on utilise de l'argent pour multiplier cet argent et en obtenir plus. Cette valeur ajoutée vient de l'exploitation de la force de travail, qui transforme des ressources naturelles extraites gratuitement des milieux vivants. Marx note schématiquement ce cycle sous la forme argent (capital) → marchandise → plus d'argent ($A \rightarrow M \rightarrow A'$). Notons que, dans ce cycle qui caractérise le capitalisme, les vivants et leurs milieux n'interviennent que sous forme de marchandises, ce qui n'incite guère à les traiter avec soin et respect. De plus, les marchandises produites dans un cycle capitaliste ne le sont pas en raison des besoins des acheteurs (valeur d'usage), mais uniquement *pour être vendues* (valeur d'échange). C'est pourquoi il faut, pour écouler la quantité toujours plus grande de marchandises, produire artificiellement des besoins, augmenter sans cesse la consommation. La caractéristique cruciale du capitalisme est que l'économie y devient une

sphère hégémonique et indépendante des autres sphères de la société (religion, politique, morale, etc.), qui impose sa contrainte cyclique d'accumulation d'argent à toutes les activités et à tous les aspects de la vie.

Il faut bien voir que la logique du capital est une contrainte qui s'impose à tout le monde, y compris aux capitalistes eux-mêmes. Le caractère compétitif de l'économie capitaliste soumet chaque acteur capitaliste à cette injonction : croître (en augmentant ses parts de marché, en absorbant ses concurrents) ou disparaître (en étant absorbé par eux). Au niveau macroéconomique, si le cycle d'accumulation croissante s'arrête, si les investissements cessent d'être rentabilisés, les faillites s'enchaînent : c'est une crise. Le capitalisme dit donc : la croissance ou la crise ! Pour les écologistes, il est plus pertinent de faire une critique bien informée du capitalisme, plutôt qu'une critique de la croissance, du productivisme ou du consumérisme, car ces trois phénomènes ne sont que de simples *effets* de la domination du capitalisme sur nos vies.

Du fait du cycle d'accumulation, les acteurs du capitalisme sont soumis à une pression d'extension et de conquête de nouveaux champs de valorisation. En effet, l'économie capitaliste, après s'être étendue spatialement sur tout le globe par la colonisation, les politiques de développement, la mondialisation, s'est étendue, socialement, à

tous les temps et aspects de l'existence : la subsistance est devenue la consommation, le jeu un temps de loisir, l'entraide un service. Puisqu'il ne suffisait pas de conquérir tout l'espace réel, l'économie capitaliste a aussi profité de l'excroissance informatique de cette réalité (internet), qui ouvre de nouveaux champs de valorisation (spéculation financière, écrans, objets connectés, *big data*). Aujourd'hui, le capitalisme peine à trouver de nouveaux champs de valorisation à conquérir, car il est déjà presque partout. Il ne lui reste plus que la spéculation infinie sur de la création de valeur *future* : c'est le crédit et la dette. 99 % des échanges mondiaux concernent du capital fictif, pour 1 % de marchandises réelles ; et la dette mondiale équivaut à 23 fois le PIB mondial, ce qui excède infiniment toute possibilité de remboursement¹. Voilà pourquoi les crises sont cycliques et inéluctables : toute cette valeur à rembourser ne sera jamais créée, et tant qu'on s'acharne à essayer, on consomme intégralement les milieux vivants.

Les milieux vivants deviennent nature-ressource ou nature-décharge

Quel rôle occupent les milieux définis comme naturels dans le cycle de valorisation capitaliste ?

1. E. Lohoff et N. Trenkle, *La Grande dévalorisation*, Post éditions, 2014.

La nature intervient paradoxalement à la fois comme matière première et comme décharge.

D'une part, le capitalisme ayant besoin de toujours plus de travail et de machines, il a aussi besoin de toujours plus de matières premières : la nature est donc utilisée comme un stock de ressources, qu'il est nécessaire de protéger et de conserver. Pour augmenter la productivité du travail, le capitalisme a en effet tendance à remplacer de plus en plus les travailleur·ses par des machines (de la manufacture au travail à la chaîne ; du chauffeur à la voiture qui se conduit toute seule ; du traducteur à *Google Translate*). La part de travail est donc de plus en plus réduite aux rôles de surveillant et d'exécutant de l'activité autonome des machines (chez Uber, certain·es obéissent à l'algorithme, d'autres l'entretiennent). Cette transformation a un impact écologique : plus il y a de machines et plus il faut les rentabiliser en leur apportant du travail, de l'énergie et des matières premières. C'est pour cela que Marx décrit le capitalisme comme une créature terrible « qui exige en sacrifice toutes les richesses¹ ».

D'autre part, et de façon contradictoire, la nature est aussi la gigantesque décharge où s'entreposent les déchets du capitalisme – ses externalités, comme disent amoureusement les économistes, comme si la « nature » devait

1. K. Marx, *Introduction de 1857*, in *Manuscrits de 1857-1858*, dits « Grundrisse », Les Éditions sociales, 2018.

être notre extérieur, notre environnement, et non notre milieu de vie. Les citoyen·es jouxtant une usine toxique, les peuples expulsés pour construire des *pipelines* dans les parcs naturels, les touristes vagabondant dans des espaces artificiels et standardisés, tout ce beau monde a le loisir d'apprécier ce que deviennent les milieux vivants sous l'effet du capitalisme : à certains endroits, un enclos protégé de ressources à exploiter ; à d'autres, une grande poubelle à ciel ouvert.

INSUFFISANCE DU CONCEPT DE CAPITALISME

Pourquoi le capitalisme pose-t-il problème écologiquement ? Car les rapports sociaux qu'il impose nous coincent dans des modes de vie à la fois invivables et anti-écologiques. En nous rendant absolument dépendant·es de l'économie pour nous nourrir, nous loger, nous habiller, communiquer, jouer, il nous retire toute prise sur le monde, toute possibilité de le configurer et de l'habiter comme bon nous semble. « Chacun trouve aujourd'hui en naissant l'économie capitaliste établie comme un immense cosmos, un habitacle dans lequel il doit vivre et auquel il ne peut rien changer — du moins en tant qu'individu¹. »

On pourrait nous objecter qu'un tel rapport au monde n'est pas propre au capitalisme, que

1. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Champs, 2008.

c'est la technique qui est fautive, voire la civilisation. Évidemment, l'analyse du ravage en termes de technique ou de civilisation fournit des éléments que la simple critique du capitalisme ne fournit pas, et que nous n'avons pas vocation à développer ici. Si nous privilégions la critique du capitalisme à celle de la civilisation, c'est parce que celle-ci a le défaut de brouiller les pistes d'action envisageables, en s'attaquant sous le nom de « civilisation » à des multitudes de sociétés passées et actuelles, dont les modes de production et de coexistence avec leurs milieux n'ont pourtant rien à voir entre eux. La nouveauté du capitalisme par rapport au début de la civilisation (qu'on marque souvent par la révolution néolithique), c'est que l'économie se met à exister en tant qu'activité hégémonique, séparée des autres activités humaines, alors qu'auparavant, elle n'avait pas tous les moyens de ses ambitions de domination. C'est la place des milieux vivants (ressource et poubelle) dans l'économie capitaliste qui donne une ampleur énorme et irréversible à leur destruction, et pas des abstractions comme « la civilisation » ou même « la technique ». De même, si nous privilégions la critique du capitalisme à celle de la technique, c'est parce qu'il y a de la technique depuis qu'il y a des humains, et que la situation présente n'a rien à voir avec la maîtrise du feu par nos ancêtres. Historiquement et géographiquement, il existe diverses formes de rapports techniques aux milieux vivants qui ne se

valent pas tous. Aujourd'hui, il nous semble que ce qui pose problème du point de vue technique, c'est l'autonomie d'un immense macrosystème technologique, mis en place dans le cadre du capitalisme pour s'abstraire des contraintes propres à chaque milieu.

Il serait pourtant trop facile de faire du capitalisme la source de tous les maux, voire de toutes les oppressions ; certaines sont bien antérieures (même si elles prennent une forme spécifique à son contact) et supprimer le capitalisme ne les éliminera pas. Une écologie sans transition ne peut se réaliser sans détruire les structures de domination – économiques, sociales et politiques – qui engendrent le ravage et vivent de lui. L'essentiel est donc de multiplier les points de vue pertinents sur le ravage, d'exposer les modes de résistance qui en découlent. Nous voudrions donc ajouter deux grilles d'analyse supplémentaires, qui nous semblent cruciales à l'heure où beaucoup d'écologistes se déclarent aussi féministes et anti-coloniaux. Nous avons déjà mentionné tout ce que doit l'extension du capitalisme à la colonisation ; mais le ravage colonial dépasse sa stricte compréhension capitaliste et doit être abordé pour lui-même. Tout aussi essentiel est le travail gratuit des femmes et l'appropriation de leur corps pour la reproduction du mode de vie capitaliste. Mais là encore, le sujet demande à être abordé spécifiquement.

Dans cette seconde partie, nous avons choisi de séparer artificiellement trois structures de domination sans prétendre qu'elles sont les seules. Cela ne permet pas d'englober parfaitement ces réalités qui sont profondément imbriquées les unes dans les autres, mais nous croyons fermement que les outils théoriques que cette séparation permet de développer ne peuvent que rendre nos luttes plus puissantes.

Chapitre VI

Déchaîner l'écologie

Comment attendre une transition, lorsque l'on est déjà forcé·e de quitter son foyer à cause de la désertification du Sahel ? Que l'on est expulsé·e de son logement par la construction d'un éco-quartier ? Que l'on se retrouve par la même occasion condamné·e à voir ses enfants grandir et jouer près des sites pollués ? L'écologie est une question de vie ou de mort, non pas pour demain ou pour après-demain, mais pour aujourd'hui.

Plutôt qu'une sacrée coïncidence ou une exception malheureuse, nous proposons de voir dans le lien intrinsèque entre le développement de l'écologie et l'histoire coloniale, la cause de l'effacement de tou·tes ceux qui luttent depuis des générations pour défendre leurs milieux de

vie face aux logiques coloniales d'expropriation en *Abya Yala* (nom que les premières nations ont choisi pour désigner le continent dit « américain ») en Afrique, en Océanie, en Asie, mais aussi en Europe. Toutefois, là où le ravage submerge, des écologies conséquentes résistent. Ces réalités politiques sont souvent ignorées ou parfois fantasmées par l'écologie de la transition.

Si nous ne voulons pas reproduire le colonialisme et surtout ses conséquences (génocides, asservissement de masse et destruction de la planète¹) nous devons proposer des expériences collectives, des écologies, qui brisent les institutions qui fabriquent la colonialité. Il s'agit alors de déchaîner l'écologie de son héritage colonial, mais quel est cet héritage ? L'histoire de l'écologie commence avec la colonisation du continent américain amorcée en 1492. Jamais un tel système n'aura détruit avec tant de violence, et sur tous les continents, les différentes manières d'habiter la Terre pour n'en imposer qu'une seule : l'« habiter colonial ». Un habiter à la charge des habitants et au seul service des colons, un habiter de l'extractivisme². Après avoir décimé les premières nations caribéennes par la maladie, les massacres et l'esclavagisme, les colons déportent et réduisent en esclavage 11 millions de femmes et hommes noirs entre le xv^e et

le xix^e siècle. L'exploitation des milieux, et notamment la destruction des forêts pour les transformer en plantations, est tellement intense que les premières politiques et pratiques de préservation sont mises en œuvre. C'est cela que Ernst Haeckel baptisera l'écologie¹.

L'EXPANSION D'UN MONDE

De la nature sauvage aux réserves naturelles

Au xviii^e siècle, en Amérique du Nord, une nouvelle vision de la nature émerge chez les colons en réaction à son exploitation : celle d'une nature à protéger. Ainsi, en parallèle de l'expansion des lieux dégradés par l'industrialisation et la colonisation du continent, un réseau d'espaces naturels préservés pour leur qualité, leur beauté ou leur richesse biologique a été développé. Leur protection, assurée par un droit environnemental, fut mise en place et prise en charge par les États et les ONG.

Cette nouvelle vision de la nature, c'est celle de la *wilderness*, terme qui sert à désigner la nature préservée des actions humaines. La constitution des parcs naturels témoigne de l'imprégnation de l'idée de *wilderness* chez les premiers environnementalistes. Leur création en *Abya Yala*

1. F. Fanon, *Peau noire, masque blanc*, Seuil, 1971.

2. M. Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, Seuil, 2019.

1. R. Grove, *Les îles du Paradis. L'invention de l'écologie aux colonies 1660-1854*, La Découverte, 2013.

du Nord sert plusieurs exigences : celle de garder une « trace du passé » mythifiée, celle de se distinguer – le tourisme de parc était réservé aux riches – et celle d’alimenter un nationalisme américain qui se construit contre les premières nations. L’*Abya Yala* du Nord blanchie, orpheline de ses premières nations, devient alors la terre des colons : l’Amérique du Nord. La destruction de ces mondes passe par le contrôle de l’espace, mais aussi par l’imaginaire. L’imaginaire de la *wilderness* nie jusqu’à l’existence des relations des premières nations avec leurs territoires, fruits de co-évolutions millénaires, et réunit ces *Abya Yala* multiples sous un vocable unifiant et donc méprisant : le sauvage, qu’il s’agisse d’un milieu ou d’un humain.

La fabrique de la nature sauvage passe nécessairement par un blanchissement des mondes pour correspondre au projet de *l’habiter colonial*. Les espaces que les colons désignent comme sauvages sont blanchis de leur histoire avec ceux qu’ils appellent Indien·nes. En niant l’*habiter* des premières nations, les colons les assignent d’un même mouvement à la sauvagerie ; ce sont des peuples sans culture qui ne font pas partie de la civilisation.

Lors de la constitution des premiers parcs naturels dont Yellowstone, créé en 1872, les nations qui habitaient ces territoires sont expulsées et parquées dans des réserves créées par le gouvernement américain. Ces déplacements de populations

s’intègrent dans un projet de cosmocide, c’est-à-dire l’élimination non seulement d’une population (génocide) mais aussi de son univers physique (écocide), culturel (ethnocide) et symbolique. De nombreux massacres en témoignent, comme celui de la Piste des Larmes, entre 1831 et 1838, où 4 000 Chahta, Tsalagi, Muscogee et Yat’siminoli furent décimé·es¹.

La nature sauvage aujourd’hui

Le concept de nature sauvage a pour principal inconvénient de désigner des milieux vivants socialement produits comme étant immaculés. Ce mythe virginal est encore présent aujourd’hui : les forêts tropicales qualifiées de forêts vierges sont en fait le résultat d’activités agroforestières plusieurs fois centenaires². En ne reconnaissant pas ou en minimisant systématiquement l’héritage de certaines sociétés sur un territoire, les colons prétendent alors pouvoir se l’accaparer.

Dans les territoires colonisés, le concept de *terra nullius* (territoire n’appartenant à personne) est mobilisé par les colons selon deux modalités. D’un côté, il désigne des espaces qui peuvent être livrés à l’exploitation des humains et des milieux. D’un

1. C. & R. Larrère, *Penser et agir avec la nature*, La Découverte, 2015.

2. C. Levis et al., « Persistent effects of pre-Columbian plant domestication on Amazonian forest composition », *Science*, 2017.

autre côté, ce concept désigne des espaces qui constituent pour les colons un Éden à protéger. Dans les deux cas, c'est l'occasion de déployer l'organisation étatique sur l'ensemble du globe, là même où des sociétés pensaient et s'organisaient différemment¹. Le concept de *terra nullius* a permis d'étendre la privatisation des terres démarrée en Europe avec les *enclosures* au reste du monde².

Aujourd'hui, afin de protéger les miettes d'un Éden fantasmé, des chercheur·es essaient de réhabiliter le concept de *wilderness*³, d'un *retour* au sauvage. Selon elleux, tous les espaces, et donc toutes les altérités vivantes, gagneraient à s'ensauvager afin de lutter contre la marchandisation du monde. Mais le pouvoir de désigner un espace comme sauvage est aussi celui de désigner comme telles les personnes qui s'y associent ou y sont associées dans un tout homogène et stéréotypé. Ainsi, ce courant de la « néo » *wilderness* donne l'impression de s'affranchir de sa matrice coloniale, mais la reproduit finalement. L'utilisation du terme « sauvage » assimile toujours un milieu habité à de la nature sauvage, et nie l'histoire de co-évolution d'un milieu vivant avec ses habitant·es. La « néo » *wilderness*, même si elle reconnaît dans la forme les crimes coloniaux, nie

les rapports d'assignation et maintient le prisme colonial civilisé/sauvage, car elle est aveugle à la question politique de la réparation¹.

Il ne devrait y avoir aucune assignation, ni à la civilisation, ni à la sauvagerie ; il s'agirait plutôt d'abolir ce schème de pensée dualiste. D'autres philosophies non-occidentales proposent déjà une diversité de relations d'attachement aux territoires qui ne sont vectrices ni du colonialisme, ni de génocides comme la *wilderness*. Les luttes pour l'auto-détermination mettent en avant d'autres relations d'attachements à la terre, au travers du « raisonner avec le cœur » zapatiste, du *buen-vivir* (*sumak kawsay* en Kichwa) de Bolivie ou encore du sentir-penser des populations afro-descendantes colombiennes². Ces relations qui sont aujourd'hui revendiquées politiquement par les peuples concernés n'émanent pas seulement d'Abya Yala Centrale et du Sud (Amérique Centrale et du Sud), mais de nombreuses autres régions, comme en Somalie et en Éthiopie avec le *xeer issa*³ ou de l'*ubuntu* des peuples Ntus⁴. Le mythe de la nature sauvage parle bien plus d'un monde né dans l'esprit des colons

1. P. Clastres, *La Société contre l'État*, Editions de Minuit, 1974.

2. G. Monbiot, « The Tragedy of Enclosure », *Scientific American*, 1994.

3. V. Maris, *La part sauvage du monde*, Seuil, 2018.

1. Pour aller plus loin dans la critique de la néo-*wilderness*, voir le paragraphe « Le retour environnementaliste : poursuite du refus colonial du monde » p 323-329 de l'ouvrage de Malcom Ferdinand.

2. A. Escobar, *Sentir-Penser avec la Terre, l'écologie au-delà de l'Occident*, Seuil, 2019.

3. A. Moussa Iyé, « Le Xeer Issa : une contribution africaine à la construction du « pluriversalisme » », *Présence africaine*, 2018.

4. M. Ramose, « Ecology through ubuntu. » *Emerging from Cultures and Religions of the ASEAN Region*, 2009.

que des mondes qu'il croit pouvoir décrire comme un tout fantasmé. Cette histoire est donc celle des conquêtes et dominations coloniales, qui, bien qu'elles continuent de rencontrer d'incroyables résistances, ont su se maintenir durant plusieurs siècles jusqu'à aujourd'hui.

« Peut-être que nos façons de vivre étaient rudes et informes, acérées comme l'écorce de notre pays, mais c'étaient nos choix, et s'ils étaient si mauvais, comment aurions-nous survécu ces milliers d'années ? »

Mudrourou

LE MAINTIEN D'UN MONDE

Après des siècles de luttes en Abya Yala, en Océanie, en Asie puis en Afrique, la dernière vague de décolonisation a finalement lieu dans les années 1950-1970. Malgré les indépendances, le système colonial a su perdurer à travers un ensemble très large de formes de contrôle politique et d'exploitation qui dégradent et transforment les relations qu'ont forgé les vivants à leurs milieux.

Aujourd'hui, le colonialisme persiste ainsi sous de nouvelles formes notamment au travers du développement durable imposé par les institutions internationales. C'est pour répondre aux enjeux écologiques que les institutions économiques et politiques dominantes consacrent le développement durable au Sommet de la Terre à

Rio en 1992 : celui-ci devrait enfin résoudre les contradictions internes du capitalisme, en prenant en compte les populations et la Terre tout en maintenant l'exploitation. Une touche de vernis démocratique est apposée sur ce concept en invitant les populations autochtones à participer à la « co-gestion » des ressources naturelles et de leurs territoires. Bien sûr, pour cela, elles devront cesser d'habiter leurs milieux pour en devenir les gardiennes ou les guides touristiques, pendant que le cadre coercitif et infantilisant de l'idéologie du développement persistera.

Les écolons

Une véritable guerre est menée contre les mondes qui ne se plient pas aux volontés hégémoniques du développement durable et de sa prétendue écologie avec l'ouverture de fronts écologiques, processus d'appropriation des milieux vivants. Ils consistent à défaire les populations locales de leur milieu et de leur autonomie politique en constituant des espaces centrés sur la nature, comme les parcs naturels¹. Ces fronts se forment ainsi autour d'espaces présentant un enjeu esthétique très fort et une valeur environnementale, réelle ou fantasmée, d'un territoire dont les éco-colons (écolons) souhaitent

1. S. Guyot & F. Richard, « Les fronts écologiques : Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux », *L'espace politique*, 2009.

s'accaparer la gestion afin, par exemple, de développer des activités d'éco-tourisme¹.

Les écolons mènent une bataille idéologique car il s'agit bien, par ce processus, de conquérir les esprits en persuadant les populations qu'ils sont les plus à même d'administrer ces espaces et ainsi de se les accaparer. Cette conquête se fait bien souvent en accusant les populations locales, soit de « bêtise » car elles seraient incapables de gérer leur territoire, soit d'être des ennemies qui exerceraient une trop forte pression sur les milieux. Dans ce dernier cas, le processus de gestion par les écolons peut également prendre un caractère ouvertement belliqueux. Le World Wild Fund (WWF) est ainsi accusé depuis 2014 par les Baka, de violation des droits de l'homme. C'est un euphémisme pour parler de spoliations de terres, tortures et assassinats perpétrés par les gardes du parc géré par l'ONG. Ce parc naturel, imposé par le WWF aux Baka, qui sont une population de chasseurs-collecteurs, leur interdit de chasser et de collecter au risque de leur vie. L'habiter Baka est tué « au nom de la biodiversité » alors qu'il forge l'équilibre dynamique des vivants sur le milieu².

Cette intégration des logiques de front écologique, passant par la mise en parc et la rationalisation du

vivant, s'inculque tôt. Les jeunes étudiant-es des pays occidentaux qui doivent valoriser leurs profils sont ainsi poussé-es à la réalisation de stages et de séjours humanitaires dans les anciennes colonies alors que cette forme d'activisme est ancrée dans un système d'exploitation. D'un côté, les entreprises extractivistes privent les populations locales de leurs moyens de subsistance, de l'autre elles organisent la paix sociale sur ces lieux en recourant, par le biais de fondations et d'organisations humanitaires, au maintien de conditions matérielles et sociales minimales. De plus, les missions de développement durable promues par des ONG, ont bien souvent fait des femmes une de leurs cibles principales. Un marketing de la « production féminine autochtone » s'est aussi développé autour de cet *empowerment* par le développement économique. Il s'agit alors de produire des cheffes, des entrepreneuses, des salariées moulées dans le capitalisme, et non d'encourager leur réelle autonomie¹.

Le développement durable permet ainsi le maintien d'une organisation coloniale et de la gestion capitaliste du vivant, en plus de provoquer la disparition de certains milieux. Par exemple, en hiérarchisant les milieux vivants en fonction de leur rentabilité, via la notion de services écosystémiques, les milieux les moins rentables, comme les déserts, pourront être tranquillement liquidés. La logique de segmentation capitaliste du

1. F. Hutchins, « Footprints in the Forest: Ecotourism and Altered Meanings in Ecuador's Upper Amazon », *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 2008.

2. L. Caramel, « Le WWF accusé de « violation des droits de l'homme » au Cameroun », *Le Monde*, 2017.

1. F. Vergès, *Un féminisme décolonial*, La Fabrique, 2019.

monde est absolue¹ : tous nos rapports aux entités vivantes deviennent marchands, et donc marchandisables. Le développement durable tue durablement d'autres rapports au monde. Les fronts écologiques et les parcs ou réserves naturelles sont finalement des espaces de normalisation – c'est-à-dire de contrôle des populations humaines et non-humaines : contrôle social, contrôle de genre, contrôle de race. Ainsi, loin d'incarner un progrès, le développement durable menace et exploite constamment l'équilibre dynamique que les vivants entretiennent avec les milieux. Il est le ravage.

La négation verte : l'intérêt de changer de perspective

Le ravage écologique n'est pas qu'un ravage pour les vivants, c'est aussi la destruction d'autres mondes. La société occidentale et capitaliste présente alternativement ces autres mondes comme des cultures à préserver pour leur diversité, leur richesse, ou à l'inverse comme des modes de vie sans intérêt et méprisables, car primitifs. Mais ces mondes ne se réduisent ni à un mode de vie, ni à une culture : ils constituent bien un ensemble de relations sociales et politiques qui *fait monde*².

1. S. Sullivan, « Green Capitalism, and the cultural poverty of constructing nature as service provider », *Radical Anthropology*, 2009.

2. M. Gervais, « Le rural, espace d'émergence d'un paradigme militant décolonial », *Mouvements*, 2015.

Pourtant, certains discours dits écologistes consistent en une négation de ces mondes. Après que le colonialisme a tenté de les pulvériser, ces écologistes souhaitent les transformer en marchandises dans une forme exotique séduisante pour les populations occidentales. Les courants *New Age* par exemple, qui se développent dans les années 1960, prétendent apporter une réponse aux crises écologiques en s'appropriant et en déformant des pratiques et savoirs venant en partie des mondes colonisés. Le *New Age*, puisant ses racines dans l'occultisme occidental, est composé de différents courants spirituels syncrétiques inspirés d'une vision fantasmée de l'Orient et plus largement des premières nations. Les principales figures de ces courants s'approprient et marchandisent ces spiritualités, proposant livres, stages et formations payantes aux Occidentaux·les. Ces processus de folklorisation commerciale des héritages s'inscrivent dans une longue histoire de pillage colonial et de mépris des autres cultures.

De la même manière, l'effacement progressif ou la recomposition de la culture ou de l'histoire des colonisé·es et de leurs descendant·es se joue aussi dans l'imaginaire des luttes écologistes, qu'elles soient anti-nucléaires ou paysannes. Elles constituent un véritable négationnisme vert car rares sont les imaginaires écologistes qui considèrent ces populations comme actrices des luttes écologiques. Par exemple, les Algérien·nes et Polynésien·nes, payent encore aujourd'hui le coût des essais

nucléaires français qui eurent lieu entre 1960 et la fin des années 1990. Ces populations sont les premières victimes d'une véritable transition : celle du ravage colonial au ravage néocolonial. Malgré tout, cette histoire d'une résistance globale est absente de la pensée écologique. L'imaginaire colonial se perpétue dans les luttes écologiques alors même que celles-ci se donnent l'apparence de résister au colonialisme.

La lutte du Larzac est aussi révélatrice de ce processus d'invisibilisation ; on n'en retient que la victoire des stratégies de désobéissance civile non-violente. Pourtant, ce territoire est marqué par de nombreuses insurrections, mais ce n'est finalement qu'un petit groupe, le Mouvement pour une Alternative Non-violente et ses héritiers politiques qui ont fini par imposer leur récit de la lutte. Cependant, ce territoire a été forgé par une longue histoire de résistance au colonialisme, à la militarisation et au nucléaire : celle de la lutte des révolutionnaires algériens, puis celle des Harkis rapatriés et enfermés, jusqu'à ce que le camp du Larzac s'étende pour accueillir des ogives nucléaires¹.

Cette réécriture de l'histoire de l'écologie participe à la négation du caractère écologique des luttes des colonisé·es et de leurs descendant·es. C'est un blanchissement de l'histoire qui n'est pas

une dynamique passée, mais bien présente. Cette histoire est écrite sans la lutte des Antillais·es qui vivent sur une terre dévastée par des années de plantations bananières polluantes, au profit d'une caste héritière des esclavagistes. Sans celle des victimes d'essais nucléaires dans les anciennes colonies. Sans celle des communautés semi-nomades françaises¹ qui cherchent à accéder à des lieux de vie à l'écart des sites pollués et celle des habitant·es des quartiers populaires surexposé·es à la pollution dans leurs emplois et leurs logements. Bref, c'est une histoire qui ne prend pas en compte les luttes de ceux qui se trouvent en première ligne face au ravage.

Pourtant, alors que d'un côté ces luttes sont ignorées par les écologistes, de l'autre elles sont réprimées par l'État et sa police. En effet, face à l'auto-organisation et aux insurrections des quartiers populaires et des personnes issues de l'immigration, les agents de la BAC (Brigade anti-criminalité) se présentent tels des cowboys qui partent à la reconquête « des territoires perdus » face aux « sauvages ». Il s'agit pour la police de réaffirmer un contrôle de l'espace contre ses habitant·es. Les quartiers populaires et d'immigration sont alors de véritables enclaves coloniales.

1. M. Bernardot, « Être interné au Larzac », *Politix*, 2005.

1. W. Acker, « L'accueil des gens du voyage : processus de déshumanisation », *Medium.com*, 2019.

La discipline environnante

Une écologie sensible à la dignité de la vie des personnes déshumanisées par le colonialisme prend le contre-pied des discours qui manipulent aisément des imaginaires liés au propre et au sale et imposent un blanchissement des territoires. La *whiteness* s'appuie sur un héritage théorique et pratique de ce qu'on nommera hygiénisme.

La doctrine hygiéniste est apparue dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Elle modifie drastiquement les pratiques urbaines et architecturales selon l'impératif de la préservation de l'hygiène et de la santé publique : les fortifications des villes sont démolies pour augmenter la circulation de l'air, les usines sont déplacées en périphérie puis les réseaux d'égouts, le traitement des eaux usées et le ramassage des déchets deviennent des services publics. Cette épuration s'étend aussi aux corps et aux populations¹. Au corps entretenu, soigné, pratiquant des activités physiques de loisir et pensant son alimentation comme une pratique de bien-être est opposé l'autre : un corps dont on peut disposer à merci. Une véritable écologie des corps amène à considérer cet autre comme un individu pathogène à risque pour la société, cherchant par conséquent

1. J.-B. Frescoz, « Circonvenir les circumfusa », *Revue d'histoire moderne contemporaine*, 2009.

à le modeler ou à l'éloigner. L'hygiénisme se double d'un véritable racisme environnemental. C'est le constat que firent les militantes afro-américaines du mouvement de la justice environnementale pendant la seconde moitié du XX^e siècle¹.

Encore aujourd'hui, les usines dangereuses et polluantes, centres d'incinération, déchetteries, sont systématiquement installés à proximité des quartiers populaires et des terrains d'accueil pour les « gens du voyage ». De plus, les métiers exposés aux déchets sont majoritairement occupés par des personnes racisées. On a déjà vu que, loin de supprimer les nuisances, les éco-urbanistes les déplacent hors de la vue des populations blanches et privilégiées. Il s'agit d'aller au bout de la logique et de saisir la signification principale des écoquartiers : car si « le bruit et les odeurs » appellent à un nettoyage « au kärcher », les écoquartiers relèvent d'un hygiénisme moderne. Sous couvert de rénover, d'assainir un quartier populaire vétuste, on en expulse les communautés les plus précaires, par l'intervention policière et la hausse des prix. Les nouveaux habitants des écoquartiers, se plaignant des pratiques de leurs voisin·es mais pas de celles de la police, s'érigent en figures de contrôle, stigmatisant tout ce qui contrevient à leurs intérêts et participant au blanchissement de ces territoires.

1. R.D. Bullard, *Dumping in Dixie : Race, class, and environmental quality*, Westview press, 2018.

L'état de crise révèle d'autant plus les injustices structurelles et l'hygiénisme poussés à leur paroxysme dans un contexte de vulnérabilité accrue des communautés marginalisées. Ainsi, début avril 2020, alors que le gouvernement et les associations appellent à une union nationale face à la pandémie de Covid-19, une répression exacerbée vise les habitant·es des quartiers populaires et d'immigration qui n'ont pas la possibilité de s'extraire de leur travail. Ainsi, le tiers des contraventions pendant le confinement de mars-avril 2020 a été infligé aux habitant·es de Seine-Saint-Denis, département où les institutions ont historiquement concentré les descendant·es des anciennes colonies. Associé à une brutalisation des populations non-blanches, c'est un véritable racket de masse et quotidien qui s'est intensifié.

Que ce soit dans la lutte contre le maintien ou l'extension d'activités polluantes à proximité des quartiers, ou dans l'organisation de la solidarité en période d'épidémie, la police et la justice apparaissent toujours comme des obstacles centraux, directs et omniprésents à la possibilité de s'organiser pour les populations des quartiers populaires. Dans ce contexte, l'écologie doit pouvoir penser l'abolition de la police¹.

1. Sur la centralité des luttes contre la violence policière lire la contribution d'A. Gay, « La crise d'une utopie blanche ? » dans *Éloge des mauvaises herbes*, 2018.

Les frontières : extension de l'hygiénisme à l'échelle internationale

L'éloignement des populations indésirables que nous venons de décrire trouve son apogée dans l'apartheid mondial maintenu par le système des frontières. Loin d'être des lignes géographiques rigides qui surgiraient naturellement, elles sont le produit des décisions politiques servant à établir une « écologie » des nations coloniales.

L'exemple le plus marquant de ce processus est sans doute la conférence de Berlin de 1884-1885, lors de laquelle le continent africain est arbitrairement divisé selon les intérêts des puissances coloniales. À cette occasion, Lord Salisbury, le premier ministre britannique à l'époque, affirme : « Nous avons entrepris de tracer des lignes sur les cartes de [régions] où l'homme blanc n'avait jamais mis les pieds. Nous nous sommes distribués des montagnes, des rivières, des lacs, à peine gênés par ce petit obstacle que nous ne savions jamais exactement où se trouvaient ces montagnes, ces rivières et ces lacs¹. »

Contrairement aux frontières européennes, sans cesse redessinées par des guerres, les frontières africaines ont divisé des communautés historiquement liées en les éloignant de leurs territoires de rituels, de culture, de chasse et de pêche. Le

1. C. Roussy, « L'Union africaine face au défi des frontières : le cas de la frontière sénégal-gambienne », *Géoeconomie*, 2015.

fait d'instituer des frontières détruit des mondes à travers une rupture des pratiques écologiques, notamment celles des sociétés pastorales dont elles bloquent les transhumances, et bouleverse des équilibres entre communautés familiales.

En imposant des frontières aux populations subalternes, les États post-coloniaux brisent la continuité de leurs relations à des territoires transfrontaliers, c'est-à-dire leurs manières d'habiter ces espaces, aussi bien que les milieux vivants émergeant de ces relations. C'est le cas de nombreux territoires aux frontières entre le Soudan du Sud, le Tchad et la République Centrafricaine, où les frontières ont imposé de nouveaux itinéraires pastoraux. Sur ces territoires, les relations qui, historiquement se sont structurées autour de liens entre bétail et culture, sont devenues des motifs de nouveaux conflits.

Les frontières répartissent aussi le monde en espaces de vie et de mort : des zones deviennent lourdement militarisées, s'entourent de murs et de barbelés, de camps de rétention. Les chemins qui y mènent sont parsemés de corps, ceux des milliers de personnes exilées qui périssent chaque année en tentant de traverser les frontières.

Au cours du ^{xx}e siècle, les besoins économiques des États industrialisés, ainsi que les guerres et les génocides dans lesquels les anciennes puissances coloniales ont une très grosse part de responsabilité, forcent un nombre croissant de populations à chercher à se sauver ou à apporter un soutien à

leurs communautés, en s'éloignant de leurs foyers familiaux et partant vers l'Europe.

Cependant, durant le parcours et une fois arrivées à destination, ces personnes subissent de plein fouet la violence hygiéniste qui ne fait que se renforcer depuis.

Les personnes exilées qui luttent pour le droit à vivre dignement sont confrontées aux fondements mêmes des structures gardiennes du ravage : la police, le système carcéral, les entreprises d'armement, de construction et de transport aérien bénéficiant de l'extension des frontières. Il est néanmoins difficile d'appuyer leur lutte sans connaître la situation qui la déclenche.

Une fois en Europe, les migrant-es les plus précaires sont exclu-es des services sanitaires, et leurs lieux de vie sont régulièrement démantelés. Connaissant l'histoire de l'hygiénisme, on sera peu surpris d'apprendre qu'elles se trouvent par la suite désignées comme étant les responsables des conditions de vie insalubres qui en résultent, comme sur la Jungle de Calais (qui était située sur un ancien site d'enfouissement de résidus industriels).

Expulsables à tous moments, les migrant-es sans-papiers deviennent une main-d'œuvre particulièrement flexible et sans protection sociale. Considérée trop impropre pour avoir des droits, elle est disciplinée par la répression, qui est incarnée notamment par la détention dans des

centres de rétention administrative (CRA). Les conditions de vie y sont d¹éplorables et la brutalité policière est incessante. Des sans-papiers résistent malgré les frontières communautaires et linguistiques en multipliant les grèves de la faim, en refusant d'obéir aux ordres de rentrer dans les cellules et même en incendiant les bâtiments lorsque tout autre moyen de lutte a démontré son insuffisance².

Cependant, plutôt que de combattre cette « écologie de la déportation » en menant une critique sérieuse des frontières, beaucoup d'écologistes préfèrent encore défendre l'accueil des « bon·nes migrant·es » labellisé·es désormais réfugié·es climatiques.

Pourtant, les causes de l'exil et celles de la crise écologique ne sont-elles pas étroitement liées ? Dans la mesure où celles-ci sont les conséquences directes de l'exploitation des milieux et des humains, qu'il s'agisse de guerres liées à des ressources ou de l'absence de travail découlant des structures coloniales, hiérarchiser les causes des migrations c'est avoir une vision tronquée du ravage.

1. « Grève de la faim et répression au CRA de Vincennes », *À bas les CRA*, 04/02/2020.

2. Des sans-papiers, *Feu au centre de rétention*, Editions Libertalia, 2008.

Le risque éco-fasciste

Les États se sont déjà armés contre les exilé·es, mais certains acteurs assument de vouloir aller jusqu'au bout pour éliminer toute une partie de la population. Ils perçoivent les migrations et le métissage comme la cause d'un déclin d'une supposée « race blanche » et de sa civilisation. Ainsi, les auteurs de deux attentats perpétrés en 2019, à Christchurch (Nouvelle-Zélande) contre une mosquée et à El Paso (Texas, États-Unis) dans un supermarché fréquenté par la communauté mexicaine, se revendiquent explicitement d'une écologie xénophobe.

Ces passages à l'acte sont appuyés par une idéologie déjà présente dans les milieux écologiques : celle qui considère la question démographique comme l'une des principales causes de la crise écologique et qui estime qu'il faudrait que la population décroisse pour la régler. Or, ce sont bien souvent les populations en périphérie de la mondialisation qui sont accusées de menacer la civilisation occidentale dans une supposée invasion migratoire, d'une colonisation à l'envers et d'un grand remplacement des blancs. Face à cet Occident soi-disant menacé par les personnes exilées mais aussi par une idéologie qui leur est associée, le multiculturalisme, les adeptes du grand remplacement prônent une forme de décroissance passant par le retour à des valeurs d'ascétisme et

de privation. L'extrême-droite se rue par ailleurs sur le thème du retour au local, y voyant l'occasion de rétablir une société extrêmement hiérarchisée, xénophobe et où les femmes seraient cantonnées à leur rôle de reproduction.

Alors que le ravage semble s'accélérer et que certain·es appréhendent un effondrement imminent des structures publiques, l'extrême-droite s'appuie sur le survivalisme et le localisme pour défendre la militarisation de la société. La vision post-apocalyptique qu'elle propage séduit toutefois une partie des naufragé·es des théories de l'effondrement. Pour organiser une auto-défense efficace face à un anéantissement radical des milieux vivants et s'émanciper des relations de domination, l'écologie gagnerait à puiser dans l'arsenal des luttes décoloniales et anti-fascistes.

Chapitre VII

Pour un écoféminisme explosif!

Puisque notre combat écologiste est une lutte pour habiter pleinement et dignement des milieux vivants, un monde où la moitié de la population domine l'autre ne nous semble pas désirable. En ce sens, l'écologie sans transition, c'est aussi l'abolition, sans transition, du patriarcat.

Nombre de penseuses et militantes ont, avant nous, fait le lien entre écologie et féminisme. Bien qu'il soit récent, le terme d'écoféminisme recouvre historiquement des pensées, des luttes, des créations qui ont pour finalité l'émancipation des femmes, des personnes transgenres et non-binaires, en les considérant comme des habitantes à part entière des milieux vivants dans lesquels elles évoluent. Si le terme hybride d'écoféminisme,

permet de penser une lutte conjointe entre féminisme et écologie, il va au-delà d'une simple superposition de ces deux luttes, et trace une voie visant à alimenter de concert des révoltes contre les ravages du capitalisme et du patriarcat et à soigner les corps et les esprits de ceux qui les subissent, y résistent et s'y opposent.

C'est avec l'exigence du souvenir de Françoise d'Eaubonne, militante écoféministe révolutionnaire, adepte de l'action directe, qui participa à l'attaque à l'explosif contre la centrale de Fessenheim en 1975, des activistes des Suds comme les villageoises Chipkos ou les militantes Kendeng et des artistes puissantes comme la poétesse militante Oodgeroo Noonuccal, que nous voulons critiquer et écarter certains discours se targuant d'être écoféministes. Nous voulons donner de la voix aux écoféministes qui inspirent nos réflexions, nos actions, nos créations, bref, nos luttes et ainsi diffuser un écoféminisme explosif !

LA NÉBULEUSE ÉCOFÉMINISTE : ÉCLAT ET OBSCURITÉ

Rester sur le qui-vive

Plusieurs questions permettent de savoir quand tirer à boulets rouges lorsqu'on prétend parler d'écoféminisme.

Primo, réduit-on l'action écoféministe à une consommation onéreuse ? À travers le marketing et la publicité, l'industrie sait s'approprier les

luttes pour créer des marchandises à destination des militant-es. Par exemple, sous couvert de diffuser un message féministe, on a pu voir des slogans, initialement émancipateurs, se retrouver sur des produits de concommation. Cette réappropriation marchande du féminisme et, de plus en plus, de l'écoféminisme enferme nos luttes dans le champ limitant de l'action individuelle par la consommation. La lutte émancipatrice devient alors illusion d'un mode de vie éthique et *ecofriendly*, dont le coût est, lui, bien réel. *Secundo*, le caractère collectif de l'émancipation est-il oublié ? L'écoféminisme perd tout son sens s'il n'émancipe que certaines femmes et nie les disparités, notamment de classe et de race, entre elles. Il ne s'agit pas de reproduire des schémas de domination en oubliant que certaines ne peuvent accéder aux postes à responsabilités uniquement parce qu'elles délèguent les tâches ménagères à d'autres femmes issues de minorités, en les employant comme nourrices ou comme femmes de ménage.

Tertio, ces pratiques qui se disent écoféministes ont-elles tendance à fatiguer les corps et à encombrer les esprits de celles qui en font usage ? De nombreuses *startups* investissent le marché et prétendent favoriser un changement global par la somme des initiatives individuelles, du zéro plastique au zéro carbone. Non seulement ces initiatives n'ont zéro utilité pour la planète, mais elles sont également loin du zéro prise de tête. En ciblant spécifiquement les femmes, sommées

de fabriquer leur lessive zéro déchet, ces injonctions confortent l'inégale répartition des tâches du foyer à travers l'*éco-charge mentale*. Quoi de plus logique pour émanciper les femmes des tâches ménagères que de leur assigner la culpabilité des dégradations environnementales et le fardeau écologique du *do it yourself* ménager ? L'écoféminisme n'a pas vocation à contraindre les femmes à être les soigneuses de la planète.

Si la réponse à ces trois interrogations tend vers l'affirmatif, n'hésitez pas, sortez les canons...

Rejeter la « femme par nature »

D'autres interprétations de l'écoféminisme proposent de mettre en évidence un lien originel entre la Femme et la Nature. Les femmes, renvoyées à leur fonction de matrice, sont clairement naturalisées : l'analogie avec les cycles saisonniers et la fertilité de la terre est sous-jacente. Cette posture fait des cycles menstruels, de la grossesse, de la maternité l'alpha et l'oméga de la lutte écoféministe. L'abandon de la pilule et du stérilet hormonal est alors considéré comme un geste fondamental puisqu'il permettrait de se reconnecter aux cycles menstruels naturels et de retrouver la puissance spécifique du féminin. Un tel choix n'a ici aucune dimension politique. Il réitère au contraire le discours patriarcal dominant, articulé précisément autour de l'idée selon laquelle ces questions relèveraient uniquement

de l'intime. Pourtant abandonner les dispositifs contraceptifs hormonaux, c'est aussi affirmer son refus de voir nos corps contrôlés par l'industrie pharmaceutique et donc donner à cette décision une ampleur politique.

Ce type de discours peut s'appuyer sur un conservatisme où la maternité est traditionnellement conçue comme l'aboutissement de la féminité. On risque alors de produire un discours essentialiste, c'est-à-dire qui nie le genre en tant que construction sociale. Ces postures nient le vécu et le ressenti des personnes transidentitaires, c'est-à-dire qui vivent une inadéquation entre leur identité de genre et celle qui leur fut assignée à la naissance (dysphorie).

Les étoiles n'ont pas de prix

Cette logique essentialiste s'accommode également de croyances et pratiques spirituelles rendues accessibles au cours de stages et formations. S'appuyant sur certaines cosmologies et prônant un retour à un soi-disant lien premier entre La Femme et La Nature, il s'agirait de retrouver par des rites issus de traditions non-occidentales, une unité sacrée originelle, un grand principe féminin.

Les pseudo-écoles spirituelles s'adressant aux femmes en quête de leur « part sauvage » pullulent, proposant des séances de chamanisme par Skype (dont le prix s'élève parfois à plus de 100 euros de l'heure) ou encore des cercles de femmes où

L'on apprend à passer différentes portes invisibles du monde (pour la modique somme de 320 euros). Ces nouvelles gourelles qui allient des croyances *New Age* et des techniques de développement personnel, commercialisent la spiritualité et s'approprient tout un pan de l'écoféminisme qui prône une approche plus sensible du monde.

Nous ne rejetons pas en bloc l'intérêt d'une approche spirituelle, bien au contraire, le potentiel spirituel de l'écoféminisme est désirable en bien des aspects. Non seulement car la spiritualité peut créer d'autres rapports aux milieux vivants, mais aussi car certaines coutumes et rites ont un pouvoir émancipateur pour celles qui les exercent. Cependant, d'une part, les discours essentialistes de certaines approches spirituelles instaurent une féminité dite naturelle, terriblement normée et oppressive, dans laquelle nombre d'entre nous ne se reconnaissent pas. D'autre part, certaines approches spirituelles sont de l'ordre de la récupération culturelle. Elles constituent une appropriation mystifiée et uniformisée de coutumes religieuses et culturelles issues des pays colonisés. Un groupe d'universitaires amérindiennes a ainsi publié en 2015 une déclaration contre certains groupes *New Age* dont les actes d'« exploitation culturelle [...] nous déshumanisent en tant que nation indigène car ils impliquent que notre culture et humanité, comme notre Terre, est à la portée de tout le monde¹ ».

1. N. Estes, *et al.* « Protect He Sapa, Stop Cultural Exploitation »,

NE PAS FAIRE FEU DE TOUT BOIS

Face aux critiques précédemment établies, devons-nous renoncer à l'écoféminisme ? Nous avons la volonté d'affirmer au contraire qu'une analyse plus nuancée permettra de faire ressortir dans les pratiques et les théories écoféministes de quoi alimenter nos luttes. Mais pour tracer ces pistes réjouissantes, clarifions quelques concepts clés.

Quelques éclaircissements : capitalisme et patriarcat, une articulation obscure ?

Les féministes matérialistes ont montré que nos sociétés occidentales et les espaces qu'elles ont colonisés font coexister « mode de production capitaliste » et « mode de production domestique¹ ». L'un repose sur l'appropriation des moyens de production par des propriétaires, l'autre sur l'appropriation des femmes par les hommes.

Dans les sociétés modernes, les femmes sont donc traditionnellement en charge du travail domestique. Or les produits de ce travail n'ont pas de valeur marchande : un gâteau « fait maison » n'est pas comptabilisé dans le PIB, contrairement à celui acheté en boulangerie. Les hommes, quant à eux, vendent leur force de travail contre

Indian Country Today Media Network, 2015.

1. C. Delphy, *L'ennemi principal*, Editions Syllepse, 2013.

rémunération. Pourtant, l'ensemble des travaux effectués par les femmes dans le foyer est essentiel à la reproduction de la force de travail : engendrer et élever les futurs travailleurs, nourrir les travailleurs actuels avec ces gâteaux faits maison, leur permettre de se reposer dans un endroit propre, etc. Ce travail domestique est donc indispensable au cycle d'accumulation de valeur, mais de manière indirecte, si bien qu'il n'est pas reconnu comme tel¹.

Les femmes étaient déjà assignées aux places inférieures dans le patriarcat pré-capitaliste, notamment dans la sphère privée. Cependant elles étaient aussi nombreuses à effectuer des travaux socialement valorisés (brasseuse, sage-femme, drapière, forgeronne...)². En régime capitaliste, elles deviennent des machines à reproduire des travailleurs, doublement exploitées par l'invisibilisation de leur participation à la sphère marchande et par la dévalorisation de leur travail, ce qui amène nombre de féministes à parler d'un « capitalisme patriarcal³ ».

De nos jours, les femmes des classes moyenne et supérieure accèdent aussi aux métiers socialement valorisés. Cependant, cette « émancipation financière » n'est jamais sans conséquence :

1. R. Scholz, *Le Sexe du capitalisme. « Masculinité » et « féminité » comme piliers du patriarcat producteur de marchandises*, Editions Crise et Critique, 2019.

2. S. Federici, *Caliban et la sorcière*, Entremonde, 2017.

3. S. Federici, *Le capitalisme patriarcal*, La Fabrique, 2019.

charge mentale des tâches domestiques qui s'ajoutent à celles de la journée de travail, exploitation des femmes précaires pour les réaliser, ou encore sacrifice de la vie privée pour montrer une entière dévotion au travail. Entrer dans le monde économique masculin c'est donc se soumettre à ses valeurs et préserver son fonctionnement compétitif et aliénant, subir la double aliénation (privée et publique) et renforcer l'exploitation d'autres travailleuses.

Lumière sur l'analogie « femme/nature » : deux exploitations à combattre

L'analogie récurrente qui consiste à associer les femmes à la Terre ou à la nature en tant qu'entités exploitées par les hommes et l'industrie confond deux types d'exploitation. Il y a une exploitation violente et destructrice des milieux vivants, justifiée par des arguments rationalistes et virilistes parfois similaires aux discours légitimant les violences sexistes. Cependant, cette exploitation ne peut être mise sur le même plan que le fait social de la domination des femmes. Il n'y a pas, comme on l'entend parfois dans certains discours écologistes, de « viol de la nature », car il n'existe pas d'individu humain « nature » capable de reconnaître la domination sociale qui s'exerce à travers cet acte de violence, ni de volonté de briser psychiquement la « Terre » en attaquant son intégrité physique. Formuler cette analogie

revient à naturaliser les femmes, mais aussi à nier la violence qu'elles subissent et la puissance des survivantes.

Plutôt que de confondre la domination des femmes et l'exploitation des milieux vivants, les écoféministes des années 1970 ont cherché à montrer leur articulation, à penser leurs connexions dans la mesure où l'une s'appuie sur l'autre, la renforce, la légitime, et inversement. Dans les sociétés occidentales, la « nature » est disqualifiée à partir d'arguments qui la considèrent comme une entité féminine, et les femmes sont sans cesse renvoyées à leur « naturalité¹ ».

Ce sont les mêmes valeurs, associées au genre masculin – socialement construit –, qui légitiment la domination systémique des femmes et la destruction de l'environnement. Les hommes, rationnels, entreprenants, courageux, seraient bien plus aptes à évoluer dans la sphère publique (économie, politique). Or, rationaliser la « nature » pour exploiter ses « ressources » et la rendre « profitable » est aussi la tâche essentielle qui est conférée aux hommes. Légitimé par la hiérarchie de valeurs patriarcale, le capitalisme ravage les milieux vivants, et asservit les femmes à l'extérieur comme à l'intérieur du foyer.

1. « (Re)découvrir l'écoféminisme », interview de E. Hache et I. Cambourakis dans *Contretemps*.

Diffraction du spectre de la lutte

L'analyse des liens entre capitalisme, patriarcat, exploitation des femmes et exploitation des milieux vivants, est notamment permise par la tradition politique des premières écoféministes, issues du militantisme matérialiste, communiste ou encore anarchiste. Cette tradition politique permet très tôt de rendre primordiale la pensée intersectionnelle au sein de l'écoféminisme, c'est-à-dire le refus de cloisonner et de hiérarchiser des systèmes d'oppression qui s'imbriquent et prennent des formes particulières, quand les individus appartiennent à plusieurs catégories discriminées (genre, classe sociale, race, orientation sexuelle, handicap, etc.).

Qui sont les résistantes ? Comment se recouper et s'augmentent les oppressions ? Comment prendre en compte ces imbrications au sein de nos luttes ? Nous ne sommes pas des groupes homogènes qui combattons des oppressions également subies : si les femmes sont bien les premières victimes de la crise écologique, une pensée écoféministe aboutie doit prendre en compte la dimension économique et raciale des inégalités écologiques.

Les femmes les plus précaires, celles qui sont déshumanisées par le racisme, sont les premières victimes du ravage. La ségrégation écologique conditionne les familles précaires à vivre à côté de lieux pollués (pôles industriels, incinérateurs,

usines de traitement des eaux usées, déchetteries). Les femmes, qui passent un temps au foyer plus important que les hommes, sont donc les premières victimes (maladies thyroïdiennes, fausses couches) et observatrices (maladies infantiles, insalubrité de l'eau) de ces pollutions. Dans les pays des Suds, elles sont bien souvent assignées aux activités de préservation des ruisseaux, aux collectes des engrais naturels... Ces tâches les mènent à observer et à subir directement tout ce qui dégrade les milieux vivants : la pollution des sols, l'assèchement des cours d'eau, la mauvaise qualité de l'air¹.

Ces conditions d'existence expliquent en partie pourquoi le combat contre les dégradations écologiques et les inégalités environnementales a été et est encore porté par des groupes majoritairement féminins et précaires (comme le mouvement Chipko ou la lutte de Love Canal). Le « soin » est un rôle imposé aux femmes par l'enfermement au foyer, mais quand ces dernières doivent combattre la destruction des milieux vivants pour la survie de leur famille, il prend la dimension publique d'une lutte politique. Les militantes évoquées ne se sont pas contentées de réparer, elles s'y sont opposées, malgré les risques physiques et légaux, car soigner implique aussi de détruire ce qui nuit.

1. M. Mies & V. Shiva, *Ecoféminisme*, Editions L'Harmattan, 1993.

Incendier les dualismes

Les écoféministes qui nous inspirent constatent que ce sont les valeurs et comportements associés au masculin et au capitalisme – rationalité et négation de toute limite matérielle – qui ont mené à l'exploitation et à la dégradation des milieux. Mais s'y ajoute aussi une dichotomie moderne occidentale entre nature et culture, hégémonique depuis la colonisation. Les écoféministes, notamment en Inde, cherchent à créer une autre éthique écologique, une autre vision du monde qui dépasse ces comportements et brise les cases de la pensée occidentale. Ne plus considérer les milieux qui nous entourent comme des stocks de « ressources », c'est-à-dire des éléments économiques à exploiter, mais penser les complémentarités, les interdépendances et les limites.

Les militant·es écoqueer¹ ont aussi rejeté les dualismes (nature/culture, femme/homme, etc.), en

1. Après avoir été réapproprié par des activistes dans les années 1990 pour affirmer des sexualités et des genres subversifs (*queer*, signifiant bizarre, de travers), le mouvement *queer* regroupe aujourd'hui les personnes n'adhérant pas à la vision binaire des genres et des sexualités et qui ne veulent pas être catégorisées selon les normes imposées par la société. Le mouvement écoqueer affirme quant à lui l'union du militantisme queer et écologiste afin de constituer une société qui ne soit ni écologiquement dévastatrice ni sexuellement oppressive (Shicca, « Eco-queer movement(s). Challenging heteronormative space through (re)imagining nature of food », 2012).

tant qu'ils proviennent de normes hétérosexuelles, ou hétéronormativité¹, qui saturent notre compréhension des humains et des milieux en analysant « [...] comment les discours de la nature ont été utilisés pour imposer l'hétéronormativité, pour contrôler la sexualité et pour punir et exclure les personnes qui ont été jugées sexuellement transgressives, nous pouvons commencer à comprendre les similitudes profondes et sous-jacentes entre les luttes contre l'oppression sexuelle et les autres luttes pour la justice environnementale² ». Puisque l'hétéronormativité classe et hiérarchise selon un schéma binaire qui valorise ce qui est « naturel » et marginalise ce qui est déviant car « non-naturel », il nous faut apporter à la lutte écologique sa part de *queerness*³, afin de reconnaître véritablement la diversité des milieux vivants.

Cette réactualisation du militantisme écologique a aussi une influence directe sur le féminisme. Là où nombre de militantes féministes cherchent à s'appropriier les comportements associés au masculin pour se faire une place dans les sphères économique et politique, les écoféministes renversent

la hiérarchie pour se poser la question véritable : quels sont les comportements qui permettraient à tou·tes de vivre dignement, de coexister avec les autres habitant·es des mêmes milieux ? À cela, elles répondent par certaines valeurs historiquement associées au genre féminin et dépréciées : le soin, l'écoute, l'attention aux autres et aux milieux vivants. Ces valeurs peuvent faire l'objet d'une réappropriation par tou·tes pour devenir un socle commun hors des catégories de genre. Dès lors, leur poids ne pèsera plus sur les seules épaules des femmes. Elles viennent également orienter la manière dont s'exprimera la lutte des écoféministes, qui chercheront à s'éloigner des pratiques oppressives. Leur combativité, leur ténacité, leur pugnacité, ne s'inscriront pas dans les traces oppressives des luttes viriles, mais se voudront émancipatrices. L'écoféminisme n'implique pas seulement de démanteler le genre, il décroïsonne tout en remettant sous nos yeux les valeurs essentielles pour coexister ; et celles-ci ne sont évidemment pas celles du capitalisme, du patriarcat et de l'impérialisme.

IL EST TEMPS DE METTRE LE FEU AUX POUDRES

Des corps étincelants

Les écoféministes accordent un intérêt primordial aux corps, dont elles font des outils de lutte écologiste : elles le mettent en scène, le théâtralisent. La

1. L'hétéronormativité renvoie à l'affirmation d'idéologies normatives en matière de sexes, de genres, d'orientations sexuelles et de rôles sociaux qui renforcent l'imposition de l'hétérosexualité comme seule sexualité ou mode de vie légitime.

2. R. Stein, « Introduction », *New Perspectives on Environmental Justice : Gender, Sexuality, and Activism*, 2004.

3. A. Johnson, « How to Queer Ecology : One Goose at a time », *Orion Magazine*, 2011.

nudité, par exemple, a pu être utilisée comme une arme par des militantes pour créer le malaise ou défier la vulnérabilité qui lui est souvent associée. Plutôt que de subir l'hypersexualisation des corps par la publicité, les films, et les imaginaires de la société patriarcales, ces militantes choisissent la manière dont leurs corps vont apparaître, créant ainsi une posture quasi-guerrière. Ce renversement rappelle la formule de l'activiste afro-féministe Audre Lorde, pour qui « on ne peut détruire la maison du maître avec les instruments du maître ». Renverser les valeurs du patriarcat, c'est se doter de nouveaux outils de lutte.

Le déploiement offensif de leur corps permet aux écoféministes d'incarner leurs luttes et de refuser la discipline rigoureuse imposée aux corps féminins par la culture corsetée du patriarcat. Les paysannes Kendeng en Indonésie ont choisi cette forme de lutte en coulant leurs pieds dans du béton en guise de protestation contre la construction d'un gigantesque complexe industriel à Java¹. L'immobilité renvoie ici à une posture inébranlable et se trouve revalorisée par la volonté farouche de ces femmes de s'ancrer dans l'espace qu'elles habitent et dont elles sont indissociables.

1. C'est une lutte qui peut aller jusqu'à la mort. B. Patmi, une des activistes en question est morte en 2017 lors d'une manifestation à Jakarta après s'être cimentée les pieds. Pour plus d'informations voir : « La théâtralisation d'une lutte écoféministe » K. Aleksic, *Multitudes*, 2017 (n° 67).

Loin d'être une simple panoplie étrangère, le corps est au cœur des préoccupations écoféministes et l'objet de soin (*care*¹). Faisant écho à la vision relationnelle de l'écologie, le *care* flamboyant que s'approprient les écoféministes pointe du doigt l'individu comme une entité en perpétuelle relation aux autres, contrairement à la vision des expropriateurs qui nous enjoignent à « nous considérer comme des entités séparées, isolées, en compétition, aliénées, impuissantes et seules² ». Historiquement, utilisé comme un outil d'oppression, le *care* devient un outil de résistance et de réparation. À travers la parole des écoféministes, il s'étend aux rapports sociaux en général pour ne plus être cloisonné aux comportements dits féminins.

Tisser une toile de feu

Les écoféministes accordent un intérêt à la structure et à l'organisation des collectifs, c'est-à-dire à ce qu'on appelle la micropolitique des groupes. Cet apport est précieux. Elles se penchent sur les modalités et dynamiques internes des luttes, trop souvent imprégnées de virilisme et contaminées par des guerres d'egos.

1. Le *care*, soin ou encore éthique de la sollicitude, « désigne l'ensemble des gestes et des paroles essentielles visant le maintien de la vie et de la dignité des personnes, bien au-delà des seuls soins de santé » (E. Gagnon).

2. Starhawk, *Rêver l'obscur : femmes, magie et politique*, Editions Cambourakis, 2015.

Les écoféministes ont participé à remettre en cause l'omnipotence de la macropolitique pour rendre visibles les rapports de pouvoir intersubjectifs, qui reproduisent les oppressions systémiques à une échelle plus large. Par exemple, les groupes de parole facilitent la prise en compte et le partage des émotions au sein du collectif qui gagne alors en lucidité, en clairvoyance et en efficacité. Ce travail de micropolitique est encore trop souvent à la charge des femmes.

Combien d'entre nous ont vu leur collectif militant se scléroser par l'injonction à être forte, solide, à garder la peur ou le malaise pour soi, malgré les appels à créer, dans l'ici et maintenant, un autre rapport au vivant et à l'autre ? « Même les états que nous ressentons comme négatifs, comme pénibles, font corps avec de l'énergie. La colère, la rage, la dépression, le cynisme, la peur qui est résistance sont toutes des sources de pouvoir si nous les utilisons comme indicateurs plutôt que comme blocs¹. » En revalorisant le particulier au regard du général, en pensant l'émotion, qu'elle soit positive ou négative, comme source de puissance et non de faiblesse, on peut envisager des parcours militants sur le temps long, prenant en compte l'angoisse et le trauma.

1. Sur les actions anti-nucléaires voir *Des femmes contre des missiles : Rêves, idées et actions à Greenham Common* de A. Cook (2016) et *Françoise d'Eaubonne et l'écoféminisme* de C. Goldblum (2019).

À rebours des survivalistes qui partent s'isoler pour mieux survivre à une prétendue fin du monde imminente, les écoféministes nous poussent à faire le choix de l'action politique et à éprouver la joie de sentir la puissance de l'agir collectif. Dans un contexte de guerre froide et de menace atomique (années 1970 et 1980), certaines écoféministes ont choisi de répondre à l'angoisse d'un avenir irradié par l'action politique : blocage ou sabotage de centrales nucléaires afin de se battre pour un avenir radieux.

Maintenant, il nous faut « tisser la toile du soulèvement global¹ ». Le combat écoféministe questionne notre posture militante : nous voulons envisager ce qui nous réunit, ce qui s'enchevêtre, s'entrecroise, se chevauche, ce qui fait commun. Dans cette lutte plurielle, l'expression à la première personne, le « je » (vois, ressens, entends...) vient s'entrelacer avec les traditionnels « nous » et « on », afin de réhabiliter le sensible. Nos peurs individuelles et chacune des blessures infligées par les manifestations du patriarcat, du colonialisme et du capitalisme deviennent ainsi des questions collectives et laissent place aux désirs, aux révoltes, et à la contre-violence².

1. Starhawk, *Chroniques altermondialistes. Tisser la toile du soulèvement mondial*, Cambourakis, 2016.

2. F. D'Eaubonne, *Contre violence ou résistance à l'Etat*, Editions Tierce, 1978.

Le fracas des météores

Puisque nous défendons une écologie sensible, nous ne pouvons-nous contenter de lister des chiffres et de réciter les discours des scientifiques. Nous pensons qu'il faut s'émouvoir pour se mouvoir. Parce que le monde brûle et que nous ne voulons plus être spectatrices de l'incendie généralisé, nous choisissons de nous armer d'une parole incandescente qui puisse inciter à « se battre sur un mode vivant¹ ».

*Il nous faut de l'essence et non de l'eau
claire
pour que notre lutte soit incendiaire*

J'ai envie de reprendre les espaces. Les espaces de la ville où on nous apprend à nous faire petites et à passer sans faire trop de bruit. Les espaces de forêt où l'on nous impose un rapport comptable à la biodiversité. Les espaces de circulation et fracasser le bitume des routes pour y semer des graines.

J'ai envie que mon corps se déploie dans l'espace. Qu'il soit offensif. Pour que le bloc de tête des manifs soit le lieu d'expression de cette corporalité sans pour autant m'imposer un comportement viril et militaire.

1. E. Hache, *Reclaim*, Cambourakis, 2016.

J'ai envie de voir grand. Ouvrir les portes des chantiers, des entrepôts, pour y faire des feux de joie, y mettre de la couleur, ou m'y harponner pour empêcher qu'on me déloge.

J'ai envie d'espace de refuge, où m'extraire des logiques économiques qui oppriment, où être à l'abri des agressions et réparer le mal qu'elles ont déjà fait.

J'ai envie de laisser une trace sur les murs gris de la métropole. Un collage qui dit « Pas une de plus ». Un tag qui dit « Qui sème le capitalisme récolte un cataclysme ».

J'ai envie de déglagner à grands coups de clé à molette les bulldozers qui déboisent les forêts, déracinent les arbres et décapent les sols.

J'ai envie de résister beaucoup et de n'obéir jamais.

J'ai envie de m'affirmer sans écraser. De rayonner sans assombrir ceux qui sont autour de moi. D'avoir de la puissance qui rayonne, qui remue les autres, leur donne chaud au ventre.

J'ai envie de renverser les horloges et de démolir les pointeurs parce que j'aime pas les couvre-feux qui fragmentent mes jours et mes nuits.

J'ai envie d'ouvrir les prisons, les cages, les enclos. Parce que je ne veux pas rentrer ou faire rentrer le vivant dans des boîtes, parce que ça ne crée que des corps rachitiques, formatés, identiques et exsangues. Je veux brûler les boîtes. Je veux que ça grouille, je veux du vivant, je veux des corps étincelants.

Parce que l'explosion dont nous avons envie sera un feu d'artifice.

Partie 3. Hissons les horizons

Chapitre VIII

Des mondes à refaire

Comme toutes les personnes qui éprouvent l'absurdité de notre monde et qui s'éloignent du chemin qu'on a tracé pour elles, nous voulons reprendre notre avenir en main. Pour le moment, nous faisons pâle figure dans notre impuissance collective à faire cesser un ravage écologique qui s'amplifie de jour en jour.

Néanmoins, nous ne partons pas de rien. Nous partons même d'un fourmillement d'initiatives et d'actions et nous entretenons la mémoire vive des luttes passées. Les retrouvailles avec le monde sensible ont commencé. Un mouvement écologique est en plein essor. On se met à cultiver ses légumes, des quartiers populaires aux jardins en permaculture. On monte des

AMAP¹ pour soutenir l'agriculture locale, on réapprend à bâtir, bricoler, capter de l'énergie, et à fabriquer *low tech*. On quitte son métier, on s'entraide, on se libère du temps, on part à l'aventure, on se met au vert. On établit des zones à défendre partout où il faut empêcher les avancées du béton. On s'ennuie parfois dans les marches pour le climat, on fait la grève scolaire, on désobéit, on se joint aux réflexions collectives sur l'avenir de notre société et, parfois, aux émeutes.

Dans ce foisonnement, il y a bien sûr toutes les asymétries et les divisions qui traversent la société. Il y a une écologie moralisatrice qui convient bien aux ravageurs, et dont nous ne voulons plus entendre parler. Il y a une écologie télégénique, qui représente un début de sécession des classes moyennes, sincère mais laborieuse. Enfin, il y a une écologie populaire diffuse, mais qui n'apparaît pas sur les radars médiatiques car elle n'a pas le label vert. On l'appelle donc solidarité familiale et communautaire, récupération, agriculture paysanne, potagers, vie de quartier, occupation de rues et de ronds-points.

Nous essayerons ici de rendre cette situation lisible à partir de quatre orientations stratégiques : l'autonomie pour base, des fronts d'enquête, des fronts offensifs, et une coopération

large. On n'y trouvera rien qui soit de l'ordre d'un programme partisan, ou d'une série d'alternatives prêtes à l'emploi. Nous préférons poser des problèmes, esquisser des lignes d'action et de réflexion, plutôt que de répondre à l'injonction de « proposer » abstraitement un système social tout neuf, qui n'a aucune chance d'être réalisé. Nous parlons de ce qui existe, de ce que nous avons à faire, et de ce que nous voulons.

Le destin de notre foisonnement n'est pas fixé. La morale écologique sert déjà aux gouvernements pour habituer leur population à l'austérité, à la contrainte, à la surveillance de soi et des autres et à la brutalité des « adaptations nécessaires ».

Nombre d'écologistes s'imaginent un monde meilleur comme une sorte de « réseau multirégional et interdépendant de communautés en grande partie auto-suffisantes¹ ». Si nous acquiesçons en partie à ce projet, nous chercherons aussi à le questionner. Nous refusons de définir l'autonomie comme une autarcie communautaire ou individuelle, qui ne pourrait que nous isoler face à un ennemi organisé. Pour nous, l'autonomie n'est pas l'émancipation de toute dépendance, mais un *travail sur nos dépendances*. De sorte qu'il nous faut *affirmer* nos interdépendances avec notre milieu, nos communautés, nos ami-es, qui rendent le monde habitable et hospitalier, et *trancher* les dépendances qui nous enchaînent

1. AMAP: Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne.

1. D. Abram, *Comment la Terre s'est tue*, La Découverte, 2013.

au ravage (à l'État, au capitalisme, à la colonisation, au patriarcat). Voilà de quoi définir deux gestes écologiques cardinaux et intimement liés : interrompre le ravage, habiter le monde. Quels obstacles s'opposent à ce projet ? Quelles pratiques explorons-nous pour y remédier ? Comment gagner du terrain ? Comment défendre ce terrain ?

AUTONOMIE POLITIQUE

Deux voies impraticables : pourquoi l'autonomie ?

Des campagnes électorales aux médias en passant par l'éducation, le jeu social est massivement destiné à entretenir l'économie du ravage. Pour le mouvement écologique, deux voies politiques opposées nous semblent absolument impraticables : attendre tout de l'État ou, au contraire, attendre tout d'une sécession absolue.

La fonction fondamentale de l'État moderne, administrer une population pour en tirer une richesse croissante, s'oppose à tout projet écologique. L'État (*status*) n'est là que pour instaurer, maintenir et perfectionner un ordre social (*statu quo*), un ordre qui est aujourd'hui celui de l'économie, et donc celui du ravage. Les États sont subordonnés au fonctionnement de l'économie mondiale, dont ils garantissent les systèmes de monnaie, de crédit, de dette, et les accords commerciaux. Ils

ne peuvent donc pas s'extraire magiquement des contraintes de cette économie pour prendre des mesures écologiques qui pourraient la mettre en crise. Quant au rôle prétendument « protecteur » ou « social » de l'État, il ne faut pas se laisser abuser : l'idée de service public et de sécurité sociale ne sont apparus dans l'histoire qu'au moment où il a fallu faire des concessions aux forces sociales et aux mouvements de révolte. Aujourd'hui, ces services sont en train d'être privatisés ou démantelés, puisque la fin de la croissance facile signe la fin de l'État-providence. L'écologie ne peut pas être un ensemble de mesures que l'on exige de l'État, puisque celui-ci a pour fonction le maintien d'une économie de croissance : il ne peut rien pour nous, mais peut tout contre nous.

Cependant, sortir du fantasme de la transition, c'est aussi sortir du fantasme contraire, celui d'une sécession absolue et minoritaire. Cela nous exposerait au mieux à l'impuissance, dans le cas de la communauté autosuffisante repliée sur elle-même ; ou au pire, à la répression, dans le cas des groupuscules armés clandestins. Une zone à défendre (ZAD), par exemple, ne constitue jamais une île en parfaite autarcie, et la majorité des personnes qui y luttent et y habitent bénéficient aussi de certains services que l'État maintient (hôpitaux, RSA, etc.), même si elles travaillent à leur autonomie. À vouloir nous couper trop nettement du monde du ravage, nous risquons de laisser beaucoup de personnes sur l'autre rive, et de nous isoler.

On veut nous maintenir dans une alternative entre deux voies sans issue : attendre notre salut des États ou nous exposer au tandem matraque-prison. Il nous faut donc apprendre à louvoyer.

Construire un réseau de résistances autonomes

C'est à nous, qui voulons vivre, et non aux gouvernements, de prendre en charge la réalisation de l'écologie sans transition. Il nous faut donc trouver le moyen de quitter le rôle de spectateur-ice auquel on nous assigne.

Si nous préférons parler d'autonomie politique plutôt que de démocratie, c'est parce qu'il ne s'agit pas d'établir un système politique unique qui serait le même pour toutes et dont la fin ultime serait la prise de décisions. L'autonomie politique désigne les moyens multiples que nous avons de retrouver prise sur nos vies et de nous émanciper des acteurs et des institutions qui nous oppriment, d'abord à l'échelle locale (quartier ou communauté) puis de manière ascendante, à des échelles plus grandes. Mais cette pratique organisationnelle admet la diversité des personnes en présence et prend en compte leurs antagonismes, sans opérer un lissage des opinions comme trop souvent en démocratie. L'autonomie politique part de la base. Le choix des manières d'habiter le monde appartient toujours premièrement aux habitant-es, et non à des gestionnaires ou des représentant-es. Les habitant-es

auront moins tendance à ravager les milieux où ils vivent, au contraire des acteurs politiques et économiques qui ne l'habitent pas.

Pour retrouver sans transition du pouvoir d'agir, le geste le plus simple est de travailler à relier nos communautés, groupes et organisations de toutes sortes. Évidemment, un réseau d'autonomies ne peut pas se substituer immédiatement aux institutions politiques et sociales. Renforcer notre camp pourrait d'abord consister à faire un usage subversif des institutions (administrations, entreprises, universités, hôpitaux, etc.). Depuis telle ou telle position institutionnelle, on est plus à même de faire désister nos collègues et ami-es, et de détourner certains usages au profit de la résistance. Une chercheuse, un comptable, une aide-soignante, un ingénieur pourront par exemple apporter à un mouvement écologique des travaux scientifiques, des techniques de fraude, du matériel de soin, ou encore des dispositifs pour capter l'énergie.

Pour ce qui est des pratiques collectives de décision à l'intérieur de notre réseau d'autonomies, et notamment de la démocratie directe, nous voudrions attirer l'attention sur deux choses. Tout d'abord, nous ne serons jamais toutes d'accord, et c'est très bien comme ça ; un mouvement n'est jamais aussi vivant que lorsque des points de vue divergents peuvent être exprimés. Ensuite, nous ne serons jamais toutes d'accord sur la façon de nous mettre d'accord ; le processus démocratique peut rendre les discussions longues et usantes. Le

mouvement des Gilets jaunes a par exemple fait preuve d'une grande diversité dans les modes de décision. On a décidé d'actions et de règles lors de réunions informelles sur les parkings ou sur les ronds-points ; on a débattu, sondé, et donné des rendez-vous grâce aux réseaux sociaux ; on a prévu des opérations lors de soirées entre proches ; on a pu compter sur des figures du mouvement qui ont servi de relais, et qui n'étaient plus écoutées ni suivies à la moindre trahison. Enfin, bien sûr, on a mené plusieurs fois une expérience de démocratie directe qui consiste à rassembler un maximum de groupes de Gilets jaunes du territoire français dans une ville, pour proposer des orientations à l'échelle nationale : l'Assemblée des Assemblées. C'est un début de réseau autonome qui a très vite avorté, en partie à cause de la répression ; mais un début qui a suffi à ébranler la politique traditionnelle, et qui est sans doute promis à un bel avenir. S'organiser par la base en une multitude de communautés, groupes, collectifs ou organisations n'empêche ni de travailler à des circulations entre les milieux, ni de prendre des décisions à grande échelle.

MAÎTRISER NOS CONDITIONS D'EXISTENCE : BASES ET FRONTS D'ENQUÊTE

Pour l'instant, nous dépendons énormément de l'économie qui ravage la planète pour nous nourrir, nous loger, nous vêtir, nous amuser, nous

soigner, nous déplacer, communiquer. Cette dépendance nous force souvent à occuper les deux tiers de notre temps éveillé par un travail souvent insatisfaisant, qui contribue à nourrir la croissance économique. La condition et le but de l'autonomie politique, c'est donc la maîtrise collective de nos conditions d'existence : nous devons nous rendre indépendant·es des infrastructures du capitalisme et renforcer notre réseau d'interdépendances écologiques.

Ce réseau peut être conçu comme un ensemble de *bases* écologiques qui construisent d'ores et déjà des mondes justes et vivants. Afin de gagner du terrain, ces bases peuvent ouvrir deux sortes de *fronts* : des *fronts d'enquête* pour augmenter nos connaissances pratiques et donc notre puissance, et des *fronts offensifs* pour nous défendre et bloquer le ravage écologique.

L'enquête est une démarche qui consiste à aller à la rencontre de tou·tes ceux qui peuvent constituer des allié·es dans le milieu associatif, le système agricole, l'appareil industriel ou l'économie des services. Il s'agit de *voir* avec ces personnes, plus que de penser à *leur place*, contrairement à ce que proposent les programmes électoraux¹.

Nous voyons trois situations dans lesquelles déployer nos fronts d'enquête. Nous n'esquisserez que ces trois grandes directions et quelques

1. Autour de l'enquête, voir J. Rafanell i Orra, *Fragmenter le monde*, Editions Divergences, 2018.

exemples illustratifs, comme un début de plan à compléter ou amender :

1. Faire nous-mêmes, en construisant des bases (communes, ZAD, fermes, squats, médias, artisanat, groupes de soin, de recherche, groupes de toute sorte), puis relier ces bases par l'enquête.

2. Transformer ou subvertir l'appareil productif, quand il est compatible avec des conditions d'existence écologiques, mais selon des modalités qu'il nous faudra déterminer avec les personnes qui travaillent actuellement dans ces secteurs (agriculture, petite industrie, petites entreprises, services de santé).

3. Démanteler les éléments de l'appareil productif que nous ne voulons pas garder (la plupart des usines, centrales nucléaires, bureaux d'entreprises, centres commerciaux).

1. Faire nous-mêmes et nous relier

Il est réjouissant d'observer un peu partout un mouvement de création de nouvelles conditions d'existence. De nombreuses personnes quittent leur travail, pour expérimenter la permaculture, l'artisanat, la recherche, pour retaper des fermes ou créer des AMAP. Cette dynamique imprègne les communautés de collapsologues, les squats, les recycleries ou les jardins partagés. Mais il reste encore à donner un sens à ce fourmillement d'initiatives, afin qu'il ne serve pas de palliatif à l'état de crise généralisée du monde de l'économie. Ces

îlots de débrouille sont les futures mailles de notre autonomie collective, si l'on veut bien se donner la peine de les relier, à la fois entre eux, mais aussi aux luttes en cours sur les ZAD, dans les quartiers populaires, les manifestations ou les piquets de grèves.

Qui produit de la nourriture peut pratiquer des prix préférentiels – ou pas de prix du tout – avec ceux qui bloquent, occupent ou grèvent. Qui est cheminot·e dans une gare peut organiser des voyages en train gratuits, en échange d'une aide reçue lors de grèves. Qui a un peu de terrain à la campagne peut accueillir des camps écolos l'été, ou héberger un·e activiste qui a besoin de se faire oublier. Selon les opportunités, cette répartition des tâches peut être amenée à changer.

Nous sommes encore dans une large mesure coincé·es par le travail, la dette, la vie familiale ou simplement par la peur. Le principal obstacle qui s'oppose à un désistement général est cette dépendance que nous avons à l'égard du bon fonctionnement de l'économie comme des services publics pour nos besoins de base. Cependant, le « niveau de vie » et le « pouvoir d'achat » sont amenés à se réduire dans nos pays. C'est pour nous moins une occasion de lamentation qu'une motivation à travailler sans transition pour réorganiser les services de manière autonome. La faillite des gouvernements à gérer la pandémie de Covid-19 devrait intensifier cette envie d'autonomie et de solidarité hors de leur giron. Déjà les groupes se

multiplient et les techniques s'élaborent afin de prendre en charge la vieillesse, la retraite, la solitude, la parentalité, la maladie et la défense de nos communautés.

Ce qui devrait être propre à rassurer les plus sceptiques, c'est que ce mouvement spontané d'autonomie et d'entraide a été celui de centaines de milliers de Français·es au plus fort du mouvement des Gilets jaunes. Sur les ronds-points occupés qui étaient à la fois des bases de rencontre et des lieux de blocage économique, on venait vendre à petit prix ou donner gratuitement, on mangeait ensemble, on passait des soirées au coin du feu, on se filait des coups de main, on construisait des grandes cabanes pour s'abriter, on négociait avec l'agriculteur·rice d'à côté une petite parcelle de terre pour cultiver. Si cela ne suffisait pas, on réquisitionnait des bâtiments pour ouvrir des maisons du peuple, pour loger les mal-logé·es, accueillir des débats et des conférences, ouvrir un atelier de bricolage. Et bien sûr, on prenait régulièrement la rue pour arracher des concessions au gouvernement. Ce qui a été expérimenté dans ces bases écologiques temporaires n'est pas perdu.

2. Transformer ou subvertir l'appareil productif

Pour l'instant, il est évident que nos ébauches et nos envies de « services communs » ne peuvent pas se substituer aux institutions, notamment pour ce

qui concerne des besoins de base à grande échelle. Il est évident aussi que l'économie et les infrastructures qui répondent à ces besoins ne peuvent pas demeurer tels quels. Que faire de l'agro-industrie, de la distribution d'eau, de gaz, d'électricité, des transports collectifs, de la médecine, des télécommunications, et de tout ce que cela suppose d'établissements, d'usines, de réseaux souvent mondialisés ? Que faire de ce « confort » qui garantit une certaine émancipation par rapport au travail et à la rudesse de la vie ?

La réponse à ces questions cruciales est l'objectif de ce deuxième front d'enquête. Notre démarche d'enquête consisterait, dans le milieu de la production à considérer les problèmes sous un angle différent de celui des syndicats qui sont parfois bloqués sur des questions obsolètes. Il ne s'agit plus seulement de se demander : les travailleur·ses sont-ils bien traité·es ? sont-ils assez rémunéré·es ? Mais : doit-on produire ce que l'on produit ? doit-on faire ce que l'on fait ? Si la réponse est non (dans la plupart des cas) alors cela implique de remettre sur le tapis la vieille question de la réappropriation des moyens de production, mais aussi la question proprement écologique de leur transformation ou de leur démantèlement.

C'est évidemment parmi les gens qui travaillent dans ces secteurs (agriculture, santé, petite industrie, etc.) que nous devons trouver des allié·es pour cette tâche. En enquêtant et en discutant,

nous pourrions élaborer à leur contact une écologie qui ne soit pas une simple négation de leur activité, sans égard pour les déterminismes qu’iels subissent. Tout cela peut paraître idéaliste et se heurte effectivement à de grandes difficultés que nous ne prétendons pas avoir résolues.

Prenons l’exemple crucial de l’agriculture. Comment empêcher ceux qui ont la main sur la production et la distribution alimentaire de se livrer à tous les chantages, alors qu’il n’y a tout au plus qu’une semaine de réserve alimentaire dans les supermarchés ? Si l’on veut se risquer à mettre à l’arrêt l’économie à l’origine du ravage écologique, il faut pouvoir compter sur une agriculture locale, efficace et respectueuse de ceux qui cultivent ainsi que des milieux vivants. Il ne sera pas question pour cela de se passer des agriculteur·rices, car l’engouement actuel pour le jardinage ne suffira pas à tou·tes nous nourrir.

Pourtant, le fossé qui sépare aujourd’hui les écologistes urbains du monde agricole ne cesse de s’agrandir. Chez certains écolos on continue d’affirmer qu’avec de la bonne volonté, un peu d’argent public et de nouvelles normes environnementales, on parviendra à transitionner vers une agriculture durable. On répète qu’elle doit être biologique, comme si c’était une garantie définitive de son caractère écologique. Mais sans rupture avec les industriels et l’administration, l’agriculture continuera de ravager les milieux vivants, d’asservir voire de tuer ceux qui la pratiquent,

et de massacrer à la chaîne des centaines de milliards d’animaux non-humains chaque année¹. Sous couvert de protection de l’environnement et de la « santé des populations », l’administration édicte sans cesse de nouvelles normes. Elles représentent pour les acteurs de la filière agricole (vendeurs de produits chimiques, vendeurs de matériel agricole, industries agro-alimentaires, banques et assurances) autant de potentiels produits à vendre aux agriculteur·ices. Pour faire face aux coûts supplémentaires que représentent les mises aux normes, les agriculteur·rices doivent s’endetter, intensifier leur production, allonger leurs journées. L’écologie devient alors un amas d’injonctions, un instrument supplémentaire de leur servitude.

Plutôt que de spéculer sur une mutation soudaine des méthodes et une improbable transmission pacifiée de l’intégralité du foncier, allons à la rencontre des agriculteur·rices aujourd’hui en exercice. Transformer l’agriculture industrialisée en agroécologie nécessite d’abord beaucoup

1. En effet, remettre la main sur les moyens de production de notre nourriture en démantelant l’agriculture industrielle, c’est tout autant transformer le travail agricole humain que la place des animaux non-humains dans ce processus. Une perspective antispéciste pourrait servir à repenser et changer profondément ces rapports, afin d’arriver à une cohabitation enfin juste et respectueuse de leur existence et de leurs intérêts. Dès lors se pose la question de limiter si ce n’est cesser l’utilisation de leur chair et leur peau, de leur force et de leur potentiel de divertissement, mais aussi leur reproduction industrielle par la contrainte.

plus de main-d'œuvre. C'est en dialoguant et en éprouvant les réalités matérielles de leur profession que nous serons en mesure de nous découvrir des intérêts et des ennemis communs, et donc de lutter conjointement. Outre qu'il faut mieux répartir la pénibilité du métier en travaillant aux côtés des agriculteur·ices, nous pouvons contribuer à transformer les techniques de production, résister collectivement aux contrôles administratifs ou aux visites des huissiers de justice¹.

3. Démanteler

Tout ce qui ne pourra pas faire l'objet d'une réappropriation ou d'une transformation écologique, il faudra le démanteler. C'est-à-dire penser la destruction d'une bonne partie de l'appareil industriel et des infrastructures énergétiques (hydrocarbures, nucléaire); en finir avec une bonne partie des secteurs économiques inutiles (publicité, communication, banque, assurance); mettre en échec les institutions et les infrastructures qui ne peuvent que nuire aux mondes écologiques (l'armée, la police); cesser de surproduire inutilement pour nourrir la croissance (un tiers de la nourriture

1. À titre d'exemple, le collectif Faut pas pucer! organise des comités d'accueil aux services administratifs qui viennent contrôler les éleveurs rétifs au puçage des animaux. Dans les années 1970, les agriculteur·ices du mouvement des Paysans travailleurs résistaient collectivement à la saisine des biens des plus endetté·es d'entre eux.

produite dans le monde finit dans les poubelles). En réalité, ce démantèlement n'est rien d'autre que ce que préconise le GIEC quand il dit qu'il faut réduire drastiquement les émissions de carbone. Cependant, on voit mal comment il pourrait avoir lieu sans confrontations et ruptures (blocages massifs, sabotages, dynamiques insurrectionnelles).

Pour certains secteurs à démanteler, notamment le nucléaire, c'est un travail de longue haleine qui nous attend et que nous n'avons pas la prétention d'accomplir en un jour. Nous commençons seulement à réunir les savoir-faire permettant de penser la fin de ce système. La simple existence des centrales rend impossible le projet, déjà évoqué, d'une écologie comme tissu de communautés en autarcie, puisque le nucléaire met en danger la vie sur Terre en son entier, et à très long terme. Le démantèlement des centrales nucléaires n'est possible que sur plusieurs dizaines d'années, et suppose une quantité immense de moyens matériels (métaux, énergie abondante, informatique), humains (expert·es et technicien·nes spécialisé·es, ouvrier·es « motivé·es » pour se faire irradier) ainsi qu'une surveillance constante et armée des déchets nucléaires. Sera-t-il possible de le faire de manière autonome, ou faudra-t-il passer par l'appareil d'État? Aura-t-on encore les moyens de ce démantèlement et de cette surveillance des déchets dans les prochaines années, les prochains siècles? Nous n'avons pas encore les réponses à ces questions, mais nous ne comptons

pas attendre de les avoir pour interrompre le ravage écologique.

OUVRIR DES FRONTS OFFENSIFS

Si vous entendez que pour améliorer ou déployer telle ou telle activité, la rendre plus « verte », il faut commencer par bétonner, sortez votre revolver.

Philippe Bihouix

L'autonomie ne peut pas se penser comme une simple alternative se construisant à côté. Non seulement les acteurs du ravage cherchent toujours à s'opposer à ce qui met à mal leur hégémonie sur l'existence, mais en plus, la poursuite de leurs activités destructrices menace la pérennité de notre autonomie naissante. L'autonomie politique et la transformation des conditions d'existence doivent être pensées en lutte. Elles doivent se coupler à des fronts offensifs qui ciblent les acteurs et infrastructures du ravage.

Prenons garde, cependant, à ne pas réactiver des mythes séculaires, tel que celui du « grand soir », de la révolution *one shot*, celui de la grève générale sans aucune volonté de transformer le mode de production, ou celui de la lutte armée groupusculaire, qui ont si souvent échoué au cours des siècles précédents. De plus, les États sont beaucoup mieux équipés aujourd'hui pour faire face à ce type de soulèvements : caméras à chaque

coin de rue, techniques et matériel de maintien de l'ordre plus efficaces, surveillance globale.

Fuyons les postures dogmatiques et nihilistes, où rien n'est jamais assez pur, assez radical. Fuyons aussi les postures citoyennes toujours soucieuses d'être comme il faut. Nos luttes bénéficient rarement d'une médiatisation favorable, et cela ne doit pas être le seul critère de nos actions. Pour des objectifs similaires, des modes d'action divers peuvent être envisagés. Ils doivent être sélectionnés selon leur pertinence dans un contexte spécifique, mais aussi selon la volonté ou la capacité des personnes à supporter les risques qui en découlent. L'enjeu est alors de penser la combinaison de plusieurs modes d'action offensive, afin de donner de la place à toutes au sein de la lutte, tout en gagnant en efficacité.

Pour mieux entamer l'offensive, pensons aussi la défense. Là où nous attaquerons, si nos actions sont réellement dangereuses pour nos cibles, la répression sera toujours présente. Il est essentiel que nos mouvements se protègent avant même d'agir en se formant notamment à la défense numérique et juridique¹. Enfin pour que nos actions ne soient pas mises en échec par la police, il nous faut non seulement prévoir du matériel de résistance et de protection, mais aussi connaître les techniques de déplacement et de protection collective.

1. Vous pouvez trouver le très complet *Guide d'autodéfense numérique* à l'adresse suivante : <https://guide.boum.org/>

Une offensive contre le ravage doit être pensée sur le long terme, et envisagée stratégiquement : quels sont nos objectifs ? Quels sont les moyens d'action qui s'offrent à nous ? Nous rejetons l'idée de proposer un plan d'action tout tracé. Voici en revanche un aperçu de l'état actuel de nos réflexions. Nous discernons trois fronts offensifs, trois espaces de luttes sur lesquels peuvent se déployer différents modes d'action : bataille culturelle, blocage économique et luttes locales.

Le premier front est celui des idées, des analyses critiques, des convictions qui poussent à agir. Il prend place sur toutes les plateformes d'expression, médias, réseaux sociaux, institutions politiques, mais aussi à l'école et à l'université. Ce travail est nécessaire pour partager plus largement nos questionnements, nos affects et nos luttes. Un ensemble de moyens d'action indirects et symboliques peuvent être utilisés : actions juridiques, campagnes d'information, affichages, usage subversif des réseaux sociaux, manifestations festives, actions de désobéissance symboliques, décoration des espaces publics (tag, collage, anti-pub). Il importe aussi de diffuser la mémoire des luttes passées pour s'inspirer de leurs victoires et apprendre de leurs échecs.

Le deuxième front est celui du blocage économique qui vise à faire cesser une activité, au moins temporairement. Les multinationales ne comprennent que la logique de l'argent, dialoguer avec elles ne servirait à rien. Le principe est simple : plus

une activité sera rendue coûteuse par le blocage, plus les perspectives de profit s'amenuiseront, jusqu'à faire disparaître l'activité. Par exemple le mouvement international Ende Gelände organise régulièrement le blocage de mines de charbon pour décourager cette activité. De même, partout dans le monde, des startups de trottinettes en libre accès ont dû retirer leur flotte de certaines villes du fait du vandalisme écologique qui s'est abattu sur ces véhicules bourrés de métaux rares. Un panneau publicitaire vidéo consomme autant d'électricité qu'un foyer de trois personnes : s'ils étaient systématiquement récupérés, subvertis ou simplement détruits, on n'en produirait plus. Cette tactique du harcèlement économique concentré sur une activité a aussi fait ses preuves à grande échelle. En Angleterre, dans les années 1990, pour augmenter considérablement le coût d'un projet national prévoyant la construction de 600 routes, un mouvement de résistance est lancé par les écologistes dans le pays : des dizaines de camps sont construits pour bloquer les chantiers, les bureaux et les sièges sociaux des entreprises concernées sont envahis, les machines sont systématiquement sabotées ou incendiées. Résultat, sur les 600 projets de routes, environ 500 ont été abandonnés¹.

1. L'histoire de cette lutte contre le programme routier anglais est racontée dans *À bas l'empire, vive le printemps!* d'Earth First, Editions Divergences, juillet 2020.

Le troisième front consiste à gagner durablement du terrain sur les ravageurs. Il est possible de réquisitionner des espaces divers : des lieux vides ou abandonnés par leurs propriétaires (immeubles, entrepôts, fermes) ; des zones déclarées à aménager par les autorités, auxquelles on est attaché·e et dont on souhaite protéger l'existence (bois, champs, littoraux, friches urbaines) ; les espaces où l'on vit et où l'on refuse de se soumettre aux autorités extérieures ou à la gentrification ; des lieux de production réappropriés par les travailleur·ses en multipliant les omissions pour faire céder les propriétaires (réduction de la cadence, absentéisme, grève, insubordination, démissions, mutinerie). Ces espaces repris, il nous faudra sans cesse repenser leur protection afin de pérenniser leurs existences et les activités qui y prendront place : logements, lieux de rencontre et d'organisation, espaces de contre-culture, production alimentaire, *guerilla gardening*¹. De nombreuses zones de lutte sont actuellement actives en France, et les centaines de projets d'aménagement sont autant d'occasions d'en construire de nouvelles².

1. *Guerilla gardening*, mouvement d'activisme politique, utilisant le jardinage comme moyen d'action environnementaliste, pour défendre le droit à la terre, la réforme agraire ou encore la permaculture.

2. Pour trouver une zone de lutte contre un projet d'aménagement non loin de chez vous, la Carte des luttes locales de *Reporterre* peut être utile.

Ces trois fronts n'ont de sens que s'ils sont coordonnés entre eux et aux bases. Méfions-nous pourtant du volontarisme, comme si toutes les transformations nécessaires devaient provenir d'une petite avant-garde militante. Les périodes les plus intéressantes sont moins celles qui voient s'éparpiller les luttes sur plusieurs fronts, que les moments de conflit généralisé, qui ne sont pas le fait de militant·es chevronné·es. Ces conflits ne se décrètent pas mais résultent en général de l'opposition d'une bonne partie de la population à un projet de loi, ou d'un contexte de crise politique ou sociale. Le concept de guerre civique fournit une bonne idée de la forme contemporaine que prennent certains de ces conflits¹. Guerre car ce n'est pas une réaction ponctuelle, mais le début d'un état de lutte permanent, dans un cadre où l'adversaire nous impose de recourir à la violence. Civique, car cette guerre ne consiste pas en une guerre civile divisant la population en factions opposées, mais se fixe des limites et une discipline interne. La guerre civique nous paraît intéressante dans la mesure où elle permet de trouver le compromis judicieux entre massification et efficacité.

Les vagues de révoltes de l'année 2019, en France avec les Gilets jaunes, à Hong Kong, au Liban, en Irak, en Iran, au Soudan, en Haïti, en

1. L'idée de guerre civique vient d'un entretien avec P-H. Castel, « Sortir ses griffes face à la fin du monde », sur le site *grozeille.co*.

Équateur ou au Chili, fournissent des exemples inspirants de guerre civile en milieu urbain malgré la très forte répression qu'elles subissent : complicités dans toute la population, absence de leader, réseaux internet de groupes affinitaires, solidarité entre manifestant·es non équipé·es et première ligne, alternance entre blocages, escarmouches, sabotages, occupations d'universités, formation de comités et d'assemblées de quartier. Dans la mesure où la guerre civile est massive et diffuse, les participant·es deviennent relativement insaisissables. Les écologistes ont leur place dans ces moments de conflit généralisé. C'est l'occasion de prouver que l'écologie n'est pas une préoccupation morale des classes urbaines aisées, mais qu'elle cherche aussi à nouer des alliances décisives et à transformer en profondeur la société.

COOPÉRATION

Une coopération entre les luttes

Les appels à la convergence entre les luttes ont montré à bien des égards leur incapacité à se matérialiser concrètement. En parlant de convergence, on part du présupposé naïf que nos luttes se recouvrent en termes de répression, d'ennemis communs et d'objectifs. Pourtant, la réalité est bien plus complexe. Les conflits entre mouvements et les asymétries ne permettent pas de supposer qu'il existerait une lutte universelle et unitaire

contre l'oppression, au sein de laquelle tout le monde pourrait converger. Des objectifs divergents peuvent parfois apparaître. Par exemple, la protection d'un site industriel pour le maintien des emplois peut s'opposer aux objectifs écologistes. De plus, les écologistes doivent accepter que tout le monde ne place pas l'écologie au cœur de son combat car elle sert souvent de prétexte à l'exclusion et à la culpabilisation des classes populaires et à la reproduction des logiques coloniales et sexistes. Ainsi, il ne s'agit pas de converger, mais de trouver des points de jonction à partir desquels coopérer de manière d'abord ponctuelle, puis éventuellement plus pérenne.

Les raisons de coopérer sont nombreuses. La lutte écologique, pour peu qu'on reconnaisse son caractère anticapitaliste, a des ennemis communs avec bien d'autres mouvements où sont impliquées des populations exploitées par ce système. Il existe des espaces et des temporalités où une cible commune peut être trouvée entre plusieurs luttes, par exemple, contre une réforme gouvernementale ou une entreprise. D'autre part, toute lutte comporte une dimension écologique, dans la mesure où elle cherche à créer d'autres manières d'exister et d'évoluer au sein des milieux vivants. Lorsque les Gilets jaunes se sont installés sur les ronds-points pour vivre de récupération, d'entraide et ont bloqué des flux automobiles, qu'ont-ils fait sinon de l'écologie ? Toute volonté d'expérimentation hors des structures de domination économiques

et sociales, toute ébauche de futurs désirables pour tou·tes, est l'occasion de réfléchir ensemble à nos objectifs, et de nous donner les moyens de les mettre en œuvre ensemble. Cela peut commencer par des coups de main ponctuels, comme lorsque des écologistes viennent appuyer une occupation menée par des sans-papiers. À partir de telles alliances, nous pourrions établir progressivement une coopération plus large. Enfin, nombre d'entre nous ne sommes pas seulement écologistes. Nous sommes aussi des étudiant·es ou travailleur·ses précaires, en lutte contre le racisme ou le patriarcat, et nous abritons une large diversité de genres et d'orientations sexuelles. Il est alors logique que nous souhaitions que ces questions soient présentes dans nos combats.

La question des violences policières est aussi un point de jonction important pour la coopération. La répression s'intensifie sur les luttes écologistes, du gazage d'Extinction Rebellion France au traitement antiterroriste des opposant·es à la poubelle nucléaire de Bure. Les Gilets jaunes ont subi coups et mutilations à longueur de manifestations. On peut gager que les luttes écologistes vont se multiplier dans les prochaines années, et que l'État hésitera de moins en moins à mutiler et à tuer. Les techniques brutales de maintien de l'ordre qui se sont mises en place en France métropolitaine depuis 2015 contre les mouvements sociaux ont déjà fait émerger une prise de conscience accrue des violences et du harcèlement policier et judiciaire que

subissent au quotidien les habitant·es des quartiers populaires. Certaines rencontres et discussions ont ainsi permis de créer des espaces de coopération notamment lors de la Marche en mémoire d'Adama Traoré en 2019, que nombre d'écologistes et de Gilets jaunes ont rejointe. Par la suite, ces amorces de coopération ont pu se matérialiser de manière plus offensive dans des actions comme l'occupation du centre commercial Italie Deux en octobre 2019, ou lors de l'éphémère création d'une Maison des peuples de Paris pour l'anniversaire des Gilets jaunes en novembre 2019. Ces deux moments ont réuni une large alliance d'écologistes, de collectifs issus des banlieues, de Gilets jaunes et de collectifs queer et LGBT.

Autre question importante en écologie : le ravage planétaire et l'accaparement des ressources obligent actuellement des millions de personnes à quitter les milieux qu'elles habitent. Dans un tel contexte, il serait tout à fait absurde pour nous de différencier les « migrant·es climatiques » des autres, dans la mesure où les causes de ces déplacements forcés se rejoignent. Sur cette base, diverses formes de coopérations peuvent être mises en œuvre entre groupes écologistes et migrant·es. Et lorsque des espaces sont libérés du regard intempestif de la police ou de l'administration, des populations marginalisées ou sans domicile peuvent être accueillies. Pour peu qu'on ne leur impose pas nos manières de vivre et de lutter, il sera possible de profiter de leurs

pratiques, de leurs savoirs, et de faire vivre des lieux comme des zones à défendre ou des squats. Nous ne devons pas négliger non plus l'étendue des réseaux de solidarité internationaux qui pourraient être créés à partir de ce genre d'alliances. Le problème du ravage écologique ne peut être résolu que globalement.

La coopération des luttes reste encore à construire, consolider et élargir. L'opposition entre modes d'action légitime et illégitime joue pour beaucoup dans le fait que nos mouvements ne se rencontrent pas et s'isolent les uns des autres. En particulier, en 2018 et 2019, les pouvoirs institués ont tout fait pour que Gilets jaunes et écologistes ne se rencontrent pas : on a répété inlassablement que les un·es étaient d'infâmes pollueurs et pollueuses se livrant à toutes les violences, alors que les autres étaient des bobos inoffensifs et sympathiques ; la police, en outre, a beaucoup insisté pour que les manifestations qui se déroulaient le même jour restent séparées à Paris. Se plier à leur volonté, c'est accepter de se voir privé·es des moyens de résistance élaborés par des mouvements faisant au plus près l'expérience de la répression.

Une coopération écologiste nationale et internationale

En partant de notre situation d'écologistes agissant sur le sol français, il nous semble qu'il y a

plusieurs directions assez évidentes pour élargir la coopération à un maximum de groupes écologistes. Les alliances nouées permettent ensuite de coopérer localement ou nationalement à des actions coordonnées, par exemple lors de blocages d'entrepôts logistiques le jour du *Black Friday*, ou d'opérations ciblant certaines entreprises.

À l'échelle internationale, cette coopération peut être facilement étendue sur la base de la proximité linguistique, en utilisant la francophonie. Il est également opportun de se rapprocher sur la base de la proximité géographique, par exemple lorsque les résident·es d'un pays différent habitent un même milieu vivant : un bassin versant, un massif forestier, une chaîne de montagne. Les habitants non-humains de ces derniers ne reconnaissant pas les frontières, il s'agit de les imiter. On conçoit difficilement la défense d'un fleuve transfrontalier si les revendications s'arrêtent à la frontière.

Les obstacles à une lutte conjointe des écologistes de différentes nationalités sont nombreux. Au moment des catastrophes dites naturelles, nous sommes souvent réduit·es à l'impuissance. Nous ne pouvons souvent que constater, après coup, sur notre fil d'actualités, l'ampleur des dégâts d'un tremblement de terre, d'incendies majeurs, d'une inondation suite au passage d'un ouragan ou de la construction d'un nouvel oléoduc. Pour pallier cette impuissance, nous pouvons utiliser les réseaux existants et en créer de nouveaux, afin

de se mettre en lien avec ceux qui font face à ces catastrophes. Le fait d'ouvrir nous-mêmes des lieux d'hébergement et d'organisation collective à l'abri de l'État peut servir justement à créer ce genre de bases de rencontres. Lorsque la lutte conjointe n'est physiquement pas envisageable, il reste la possibilité de soutenir les autres à distance : médiatisation de leur lutte, dons d'argent, comités de relais et de diffusion d'informations ou actions de soutien ne sont pas à négliger. Par exemple, si une multinationale est impliquée dans la déforestation en Amazonie, il peut être envisagé de visiter les bureaux qu'elle possède en France. En raison de la mondialisation et des processus néo-coloniaux, des luttes géographiquement éloignées s'attaquent souvent aux mêmes ennemis.

Sans doute, il nous reste beaucoup à faire et à penser. Cette proposition stratégique en quatre volets a surtout vocation à poser les termes du débat, et les problèmes essentiels que rencontre l'aspiration à une véritable rupture écologique. Nous espérons que ce document contribuera utilement aux discussions en cours, qu'il recevra des critiques et des amendements, ou qu'il sera rendu caduque par une soudaine éclaircie de notre horizon. En attendant, nous proposons de ne pas en rester à ce projet très général, et d'en examiner directement quelques applications pratiques.

Chapitre IX

On s'y met ?

Il nous faut préciser que la liste d'actions qui suit n'a pas prétention à être exhaustive. Inspirée de notre propre expérience comme de ce qui s'est déjà fait en matière d'écologie politique, elle est un début de mise en œuvre concrète des trajectoires exprimées précédemment. Il nous faut souligner, même si cela peut sembler évident, que ces actions seront réalisées différemment selon les protagonistes et les contextes où elles se déploieront. Elles ne sont donc pas des modèles à reproduire, mais des propositions à expérimenter. Ce qui compte c'est de sentir qu'on peut agir tout de suite, dans la joie et efficacement.

Nous sommes pleines de ressources.

1. SE LIBÉRER DU TEMPS

Lorsqu'on se dit qu'il serait temps d'agir pour interrompre le ravage, on fait face à des difficultés de premier ordre : isolement, manque de temps et d'effectifs. L'entraide est une manière d'y remédier : partageons les bonnes réponses à un devoir, gardons les enfants de nos proches pour qu'ils puissent se rendre à une réunion, mettons en commun du matériel domestique ou de bricolage pour diminuer nos dépenses. Sachons aussi nous ménager des temps de soin. Ce sont autant de manières de nous familiariser avec les vertus de la vie en collectivité, tout en nous libérant du temps.

2. RÉFLÉCHIR, CRITIQUER, PARTAGER

Puisque la réflexion précède et accompagne l'action, il est souhaitable d'élargir au maximum ce processus, pour l'enrichir et éprouver la solidité des positions que nous défendons. Formons (ou rejoignons) des groupes de réflexion avec nos proches, dans notre quartier, notre établissement scolaire, sur notre lieu de travail ou dans notre ville. Partageons notre vécu, confrontons-le à celui des autres, discutons de nos lectures, organisons des projections de films, organisons des débats. Agrémentons ces moments de repas partagés, privilégions une élaboration collective et horizontale de la connaissance. Pour ce faire,

ne fixons pas un cadre trop rigide et laissons les participant·es organiser les prochaines séances. Surtout, ne nous attardons pas auprès des pessimistes, des pragmatiques et des tu-critiques-mais-tu-proposes-quoi, qui parsèmeront notre parcours comme les adventices notre potager. Si nous ne pouvons former de collectifs, ne restons pas isolé·es : rejoignons ceux qui sont présents dans nos villes et dans nos campagnes. Dans tout ce que nous faisons, conservons une attention de tous les instants à ne pas dégoûter les bonnes volontés. L'action politique au sein d'un groupe restreint peut favoriser le développement d'un jargon militant et d'attitudes dédaigneuses, souvent inconscientes, mais qui peuvent dissuader les non-initié·es de rester. Ces écueils peuvent en partie être évités en continuant à fréquenter notre entourage et son monde.

3. SE RÉAPPROPRIER NOS CORPS

Le sport tel qu'on nous le vend, compétitif et exaltant les performances individuelles, ne doit pas faire oublier que l'activité physique est un moyen de se reconnecter à nos forces, à nos capacités d'auto-défense et à nos sensations, par exemple lorsqu'il est pratiqué collectivement, en mixité choisie, ou adapté pour des personnes en situation de handicap. Quand la rage qui nous fait avancer se mue en peur de la répression, le sport peut servir à renforcer la confiance en soi et à mieux supporter

la pression inhérente à toute action politique présentant des risques, qu'il nous faut pourtant assumer collectivement. Ainsi, faisons du sport en groupe : *footings*, danse, chat, foot, auto-défense, course d'orientation, parcours, randonnée, vélo, manifestation, excursions nocturnes, *urbex*.

4. METTRE LA MAIN À LA PÂTE

Dans notre société, payer une misère des personnes pour assurer les tâches manuelles que l'on ne veut plus faire est synonyme de liberté et de luxe : ils appellent cela des prestations de services. L'actuel retour en grâce d'une multitude d'activités manuelles en apparence anodines est de bon augure. Si nous n'avons pas le privilège d'avoir accès à un carré de terre privatif, cultivons en groupe un terrain à proximité ou filons un coup de main à des agriculteurs et agricultrices. De telles initiatives permettent de tisser des liens avec ses voisin·es, et laissent le loisir de comploter pendant des heures sur nos prochaines actions. Nous pourrions même sortir des logiques marchandes en nous laissant aller à des expériences de gratuité.

5. S'INVESTIR DANS UNE LUTTE LOCALE

Harcelé·es par ce sentiment d'urgence, nous ne pouvons-nous contenter des seuls ateliers de réflexion et des soirées films. Le déferlement d'informations contemporain a cet inconvénient

de délocaliser notre attention dans des espaces lointains, hors de notre champ d'action, nous rendant aveugles aux potentiels de contestation et d'émancipation dont recèle tout milieu vivant. Notre attachement à ce dernier nous rend plus alertes aux multiples manifestations du ravage en cours en bas de chez nous : nouveaux lotissements, immeubles, routes, hôtels, centres commerciaux. Il faut reprendre le territoire aux fossoyeurs qui se targuent d'en être les aménageurs, contester leur droit à tout bétonner. Ces combats forcément collectifs, menons-les avec le groupe que nous avons constitué. Et si nous sommes isolé·es, écumons les réunions publiques, discutons-en avec nos voisin·es afin de trouver l'énergie nécessaire pour organiser la résistance. Toutes les luttes locales dont nous entendons parler aujourd'hui sont nées de la colère d'un·e habitant·e, ou de la détermination d'un groupe déjà organisé. Dans ces luttes, la communication doit toujours être pensée en amont. En plus d'être la seule manière de faire comprendre aux autres où nous voulons arriver, elle nous permet de donner un sens à notre action, avant que nos ennemis ne s'y emploient.

6. SE RÉUNIR ET SE FORMER

Pour inscrire la résistance dans la durée, il faut entretenir les nouveaux liens qu'elle a permis de tisser. Pour cela, n'y allons pas par quatre chemins : organisons des camps écolos. Après s'être

usé·es à la lutte et à subsister tout simplement, imaginer un temps dédié aux rencontres militantes peut être revigorant. Pourtant, loin d'être des colonies de vacances, de tels camps participent de l'organisation politique, et micropolitique. Non seulement penser l'accueil de dizaines voire centaines de personnes ne s'improvise pas, mais il faudra aussi réfléchir à la répartition des tâches et de la charge mentale. Nous y serons présent·es pour apprendre de la théorie, partager nos expériences, ou encore mettre en œuvre les outils qui mettrons fin au ravage ! Bricolons, récupérons, apprenons, réquisitionnons la survaleur, faisons en sorte que ces vacances soient gratuites pour ceux qui ne peuvent pas payer.

7. RESTER PRÊT·E A BONDIR

En cas de crise ou de contexte insurrectionnel, que nous soyons regroupé·es et que nos groupes soient reliés les uns aux autres peut être mis à profit pour promouvoir concrètement une société écologique. La mise en difficulté temporaire de l'État et l'interruption du *business as usual* offrent des occasions rares pour étendre nos offensives et démontrer les atouts de nos solidarités patiemment échafaudées. Attention toutefois, car dans ces moments de crise c'est bien trop souvent l'État qui fixe le niveau de conflictualité par la répression à coups d'état d'urgence et de restriction de liberté.

Chapitre X

Demain, c'est là

Ici, nous souhaitons faire coexister l'impératif d'une écologie sans transition, en prise avec un présent souvent désespérant, et quelques-unes de nos idées, de nos folies, de nos appétits pour un futur désirable. À nos rêves de mondes enviables se mêlent donc des paroles rappelant les exigences d'un présent qu'on ne peut pas fuir, ni évincer, mais avec lequel on doit composer pour esquisser des mondes vivants, grouillants et étincelants. Ce *patchwork* est imaginé à partir de ce que l'on devine pendant les insurrections, les moments passés en commun, les ouvertures d'espaces, et les temporalités autres. C'est une brèche, un négatif de ce monde que l'on perçoit enfin en positif.

*Pour toutes les zones, loin du pays des
merveilles
Ce pays est beau ? Va dire ça aux gens de
Montfermeil
J'm'éveille, rêve de plage pour les p'tits
reufs, pas d'une terre infâme
Car faut pas croire qu'on fait du surf sur
un terrain vague
Mais comment on s'évade ? On vient déjà
de loin*

Yousoupouha, *Espérance de vie*

*
* *

C'est un immeuble de 8 étages, un gros mastodonte de béton dont les traits ont été adoucis par des peintures murales colorées et de grandes plantes tombantes depuis les balcons.

Pour accéder à l'entrée, un chemin de terre traverse le jardin. Celui-ci a été subtilement pensé, espace de maraîchage et serre, arbres fruitiers faisant de l'ombre pour les tables de pique-nique, espace de jeux (cabane, pétanque). Le coin maraîchage est loin de répondre à l'ensemble des besoins, mais à une heure et demi de vélo se trouvent des terrains plus grands qui nourrissent le quartier. Ce jardin ne connaît aucune fin abrupte. Il y a juste une zone poreuse, celle qui n'est ni-tout-à-fait-déjà-la-forêt-ni-vraiment-en-core-le-jardin. Ça y sent encore la terre retournée

mais les vieilles chouettes se font déjà entendre.

Au rez-de-chaussée se trouvent les espaces seul-c'est-nul-à-plein-c'est-bien.

– Une salle-à-linge-qui-sent-bon : avoir des machines collectives permet d'économiser l'énergie, fournie par les panneaux solaires sur le toit et l'éolienne du jardin (les jours sans soleil et vent, c'est clair que c'est un peu plus compliqué).

– Une salle-d'amusement : plutôt que quelques jeux par enfant, ici, il y en a plein pour tout le monde. La garde des enfants est répartie collectivement, afin de libérer du temps pour ne pas se sentir seulement « parent ».

– Un brico-hangar-où-tu-trouves-tout : plomberie, électricité, vélo, peinture, tout le matériel nécessaire aux tâches quotidiennes ; et pour les besoins plus précis, la liste-des-choses-dont-on-a-besoin peut être complétée. Le bricolage peut autant être une activité solitaire que de groupe, grâce aux chantiers collectifs.

Au premier, plusieurs chambres libres pour les visiteurs et visiteuses, une salle-d'images-qui-racontent-des-histoires dont le projecteur est alimenté grâce à un vélo, une salle-de-sons-qui-font-du-bien avec des instruments, et une salle-des-mots-et-des-pensées pleine de livres en tout genre. Bien sûr, ces espaces sont petits, et ne remplacent pas les maisons d'activité communes qui se trouvent dans toute la ville.

Dans les étages qui suivent, on trouvera des cuisines, frigos ou salles à manger collectives de tailles

diverses. Les très-très-grandes pour les festins collectifs, les juste-grandes pour les envies de grosse bouffe, les moyennement-grandes pour les familles et amis, les petitement-grandes pour deux, les très-petitement-grandes-d'ailleurs-sont-elles-vraiment-grandes pour les mangeuses et mangeurs solitaires. Se trouvent aussi des chambres : chambre-à-laisse-moi-seul-e, chambre-à-couple, chambre-à-trouple, chambre-à-fratrie, chambre-à-bébé, chambre-à-poétesse, chambre-à-fan-de-foot ... et les salles de bains, mais là c'est plus banal.

*
* *

J'ai du mal à me souvenir à quoi ça ressemblait. On a troué l'écorce de l'histoire, on a réussi à déformer son cours. Plus rien n'a de fonction déterminée, les usages se multiplient, tout se réinvente en permanence. La ville est méconnaissable, elle est enfin habitée. Les avenues ont été perforées, on est allé chercher le sol, on était certain-e qu'on finirait bien par le trouver derrière les immenses dalles de béton. Alors la vie reprend doucement ses droits, on réenchante la ville, on détruit les barrières qui restent. On ouvre, on décloisonne, on transperce : qu'elle soit praticable, qu'elle vive, cette putain de ville. Qu'elle vive vraiment. On ne veut plus de leurs routes. Il ne nous reste plus vraiment de voitures. Enfin si, mais pas pour rouler. Les carcasses servent à nos

maisons, les pneus à nos abris et les sièges à nos comptoirs collectifs.

Ça doit faire une dizaine d'années maintenant. Peut-être moins. On avait détruit les horloges, leurs cadrans et leurs pendules, pour signifier le nouveau départ. Mais on n'a pas tous-tes commencé à compter en même temps, on n'est pas tous-tes d'accord sur le moment où tout a basculé, où l'on s'est réapproprié nos espaces, nos terres, nos maisons et nos rues. D'ailleurs, beaucoup ne l'ont pas encore fait, à seulement quelques kilomètres de nous. Sur mon calendrier de l'Après, ça va faire dix ans. Chez certain-es, ça en fait déjà vingt. C'est qu'iels ont plongé dans le dehors du monde bien avant nous.

*
* *

*Sur cette immonde terre, je taffe comme
une fourmi
Et je chill comme la cigale, mais je compte
voir les hirondelles
Les arc-en-ciels, les champs de
marguerites
Là où le temps n'est jamais perdu
Là où le présent et l'avenir
Sont la même chose, tu captes ?*

Alpha Wann, *Flingtro*

*
* *

On en parlait avec des potes encore hier, de l'avant ; et on se disait qu'au final, aucune ZAD n'a tenu. La ZAD c'était quand y'avait le reste. Une ZAD, ça fait sens qu'encerclée, pressurisée par l'extérieur hostile. C'est le bastion, le village d'irréductibles. Maintenant, on se découvre illimitables. De quelques centaines on est passé à plusieurs milliers... Et même ça, ça ne fait plus sens. Débarrassé-es des frontières, on est plus un nombre. Sans État pour nous étouffer, les liens se font et se défont, croissent, se rejoignent et composent des situations, des moments vrais, incarnés. On prend la mesure de tout ce qui était autour de nous, d'à quel point ça nous appartenait pas. Ils nous avaient tout pris, notre temps, nos désirs ; même nos mots... Une fois qu'on a été trop nombreuses et nombreux à goûter à ce monde-là, ce monde dans lequel on est, dans lequel on vit et pas celui où on accepte la mort quotidienne ; c'était fini. Ça fait longtemps que c'est plus ZAD partout, mais ZAD nulle part parce qu'on défend plus, on avance, on se réapproprie. On réapprend à se poser la question de ce qu'on compte faire. De ce qu'on a envie de faire. De si on

a envie de faire, là aujourd'hui. Le potager a triplé de volume et d'autres se sont créés, des dizaines de mairies, d'usines, d'entrepôts servent de cantines géantes, de lieux de vie et de travail en commun... L'espace prend les usages qu'on lui donne, en accord avec nos désirs, nos besoins. C'est comme si la vie avait été mise à l'arrêt, longtemps ; et qu'on l'avait ravivée. En nous, dans nos existences.

Journal d'un ex-zadiste

*
* *

« Eremetus réunit le conseil, partout car il n'y avait assez de place nulle part, et proposa, en application de la Loi V concernant le Bien du Peuple, que le pain soit gratuit. La loi fut adoptée à l'unanimité moins une voix, celle de l'argentier, qui s'éleva en vain dans le tumulte et l'enthousiasme. Rentrés chez eux, les boulangers s'interrogèrent comment ils achèteraient le bois pour chauffer les fours. Le Conseil se réunit et dans l'enthousiasme décida que le bois serait gratuit. Les bûcheurs demandèrent comment ils achèteraient les haches. Les haches seront gratuites, décida le Conseil. [...] Tout le monde demanda comment il mettrait la confiture sur le pain gratuit,

le Conseil, en ayant assez de se réunir pour chaque chose séparément et considérant la quantité qu'il y en a, et que c'était le moment des grands travaux, décida que tout serait gratuit, oh mon Dieu, qu'est-ce que je vais faire de mon argent, dit l'argentier. [...]

Les marchands vinrent trouver le roi, et lui demandèrent comment ils allaient vivre. Eremetus leur dit qu'ils vivraient très bien puisque tout était gratuit.

— Mais pour nous c'est le contraire, dirent les marchands.

— Plaît-il ? dit Eremetus.

— Cette loi nous ruine.

— Mais puisque tout est gratuit.

— Justement, dirent les marchands.

— Et bien oui, justement, dit Eremetus. [...]

— Mais qu'est-ce qu'on va faire alors ? reprit le prévôt.

— Qu'est-ce que vous faisiez ?

— Des échanges, Majesté.

— Qu'est-ce qui vous empêche de continuer ?

— À quoi ça sert si on ne gagne pas d'argent ?

— À quoi ça sert de gagner de l'argent si tout est gratuit ?

— C'est ce qu'on est venu vous demander, Majesté.

— Excusez-moi, dit Eremetus. À quoi ça vous servait quand ce n'était pas gratuit ?

— À acheter des choses.

— Les choses sont gratuites, dit Eremetus. »

Christiane Rochefort, *Archaios*

*
* *

« Du point de vue de l'IBU (humain), la fonction du BOLO (communauté) est de garantir sa vie, de la rendre agréable, de lui offrir une habitation ou l'hospitalité quand il voyage. Le contrat entre l'ensemble des BOLOs (BOLO'BOLO) et un IBU particulier est appelé SILA. Comme l'IBU n'a pas d'argent (ni d'emploi), ni aucune obligation de vivre dans un BOLO, tous les BOLOs doivent garantir l'hospitalité à l'IBU de passage. Chaque BOLO est potentiellement un hôtel et chaque IBU est potentiellement un hôte de passage. (Nous ne sommes que des hôtes de passage sur cette planète.)

Avant BOLO'BOLO, l'argent était un contrat social dont l'application était garantie par la police, la justice, les prisons, les hôpitaux psychiatriques. [...] Puisque le système monétaire fonctionnait mal et qu'il

risquait de ruiner la planète et ses habitants, il a été remplacé par un nouveau contrat, le SILA (règles de l'hospitalité).

Le SILA comprend les contrats suivants :

TAKU : chaque IBU reçoit de son BOLO un récipient qui mesure 50 x 50 x 100 cm dont le contenu est à sa libre disposition.

YALU : chaque IBU peut recevoir dans chaque BOLO au moins une fois une ration de nourriture locale de 2000 calories.

GANO : chaque IBU peut être logé pour au moins un jour dans n'importe quel BOLO.

BETE : chaque IBU a droit à des soins médicaux adéquats dans n'importe quel BOLO.

FASI : chaque IBU peut voyager où il veut et à tout moment (pas de frontières).

NIMA : chaque IBU peut choisir, pratiquer et propager son mode de vie, son style vestimentaire, son langage, ses préférences sexuelles, sa religion, sa philosophie, son idéologie, ses opinions où il veut et comme il veut.

YAKA : chaque IBU peut provoquer en duel selon les règles n'importe quel IBU ou communauté plus grande.

NUGO : chaque IBU reçoit une capsule avec un poison mortel et il peut se suicider

quand il veut. Il peut aussi se faire aider pour cela. »

P.M., *Bolo'Bolo*

*
* *

*La planète s'esquinte, dans certains bled
on a les pieds dans l'eau
Les saisons dérégées un sacré bordel, que
des catastrophes
Naturelles ou criminelles et j't'avoue que
j'vois pas l'bout du tunnel
Si c'était pas autant la merde j'aurais plus
beaucoup d'raison d'rapper
Si j'arrêtais ça s'rait synonyme de paix*

Sniper, *Visions
chaotiques*

*
* *

Il n'y a plus de ville, mais chacun s'est fait son territoire. On échange souvent entre nous sur les limites de celui-ci. Alors on s'est mis à l'appeler « chez nous », on a lancé le mot frontière dans le cimetière des mots d'*avant*, avec les autres. On gère les décombres comme des faits passés : des choses qui avaient eu lieu, mais qui n'ont plus

lieu d'être. On a fait à côté, et mis en tombe tout ce qui était destitué, dans ce cimetière. Il y a aussi parfois cette drôle de bande de potes qui joue à se lancer ces mots à la gueule dans les couloirs de l'ancien métro. L'autre fois, iels revenaient d'une sortie en sauvages dans l'une des tours de la Défense Défaite, et je me suis retrouvée au milieu du tourbillon. Ça courrait partout, ça jouait : des passes, des lancers et des tirs en pleine face avec des « *marchandises* », « *consommation !* », « *redéveloppement* », « *stress chronique* », « *licenciement* », « *détention* », « *représentants* », « *ségrégation* ». Et iels se marraient, les copaines, jamais vu ça. Leur jeu, c'est d'éviter à temps les mots pour qu'ils explosent sur un mur ou sur le sol, et que ça mélange toutes les lettres. Je ne sais pas d'où ils tiraient tout ce rire, mais ça donnait envie de les rejoindre. Le plus ahurissant était leur façon d'incarner le désincarné, de mettre en scène *l'avant* pour affirmer leur choix libre de ne pas y revenir. Parfois, un attroupement se formait autour d'un ancien mot, une sorte de cérémonie : la première fois que j'en ai vu un, iels étaient lancés sur une impro punk déroutante, et ça invoquait n'importe qui, par n'importe quel nom, pour chasser les démons de certains mots qui n'étaient nés que par et pour *l'avant*. Plusieurs fois aussi, iels ont entonné une litanie à mille voix, lorsqu'ils tombaient sur des mots à ressusciter, devenus malgré eux symboles du *capitalisme*. Le son partait dans toutes

les directions et se propageait en vagues dans les tunnels. C'était beau à entendre. Il s'agissait de restaurer la complexité du monde, de réaffirmer de temps à autre le rejet des équations trop simples qui voudraient super structurer l'existence.

Heris

*
* *

Pour vivre l'art, on met les sculptures au grand air et les tableaux de maîtres dans les bars. Les lieux de culte que les clergés ne pouvaient pas louer sont devenus des caves pour stocker le vin où se réfugier par temps de chaleur. Les commissariats sont réquisitionnés pour des parties d'*escape game*.

Des espaces jardinés comme spontanés jaillissent des moindres recoins. De nuit comme de jour nul n'est à l'abri d'être surpris par le miaulement d'un chat, ou de découvrir un petit coin, de ceux qui nous font réaliser que la nature se surprend partout en tant que processus incessant d'épanouissement et de fanaison. Qu'il s'enfonce dans les égouts, qu'il dévale les multiples escaliers, qu'il dérive dans les venelles labyrinthiques, le piéton ne souffre plus de trajets prévus à l'avance, mais invente quotidiennement sa circulation dans la ville. On abat les grilles des jardins publics qui peuvent ainsi essaimer dans la

ville, et on se relie les uns aux autres par un vaste réseau de galeries souterraines.

On peut rallier différents points hauts de la ville grâce à des tyroliennes. Les citoyens ont à disposition des lieux où se réunir, débattre et délibérer. Quelques axes sont encore réservés à la circulation rapide : à vélo, à cheval, en véhicules motorisés – pour le transport, les urgences.

On sort des villes en empruntant les rivières, au préalable nettoyées et débarrassées petit à petit de leurs barrages superflus. D'ailleurs certains rejoignent la mer en canoë, et la possibilité de se baigner dans les cours d'eau rend plus supportables les nombreuses canicules. Les crues ne sont plus vécues comme des catastrophes naturelles mais des moments où le temps est suspendu, où la production s'arrête, peut-être des moments de fête.

À la place des surfaces froides des smartphones abêtis, on a réhabilité les cabines téléphoniques. Sur les ordinateurs collectifs à destination des habitants, internet est réservé aux fonctions les plus utiles et les plus conviviales – échange de mails, discussions sur les forums, consultations d'encyclopédies. Des serveurs décentralisés savamment répartis selon les besoins remplacent les monstrueux *data centers*.

Quelques biefs sont aménagés pour profiter de la formidable énergie mécanique des cours d'eau, et faire tourner nos usines de vélos et de vêtements. Celles-ci, dispersées au sein des régions

naturelles, épousent au mieux les courbes des paysages et accueillent d'autres espaces dédiés à la détente ou à l'éducation.

L'abolition de la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel permet à qui le souhaite de résoudre des équations le matin et de réaliser des sculptures en cire d'abeille l'après-midi, alors que d'autres occupent leur automne à suivre les migrations d'oisins sauvages en paramoteur. Maîtres de leur temps, les gens vont mieux – et leur santé aussi. Les longs déplacements sont surtout le fait de voyageurs plus intéressés par le chemin que par la destination. Jouissant d'une durée potentiellement illimitée de congés, ils prennent goût aux moyens de locomotion aventureux tels que le bateau à voile ou la montgolfière.

*
* *

*Je n'attends rien d'un gouvernement qui
dépouille Pierre pour habiller Paul
On est en plein tremblement de terre, et ces
cons débutent une partie de golf
Ils n'obtiendront que des courants d'air en
dynamitant nos immeubles
Leurs promesses sont des cartes de fidélités
pour des crématoriums*

Médine, *Rappeur 2 force*

*
* *

Plus d'une décennie de partages collectifs a fait que je n' imagine plus vivre seul ou à deux, que je ne saurais plus comment faire sans les brossages de dents collectifs, les ami·es qui sautent d'un poids lourd et frappent à l'improviste, les journées où chacun·e bosse un peu dans son coin et celles où l'on se rassemble à quinze pour trier la friperie, boucler un journal, préparer une action ou creuser une canalisation.

J'ai dû me rendre compte que nos espaces « protégés » n'étaient pas à l'abri d'abus et de viol, et que le fait de ne pas fermer les yeux était une des choses les plus complexes et douloureuses que l'on puisse affronter collectivement.

J'ai appris combien l'espace était précieux et à m'émerveiller de pouvoir faire dans ma maison des parties de cache-cache géant, une patinoire en hiver ou des soirées frites et cinéma en plein air, et d'avoir un cagibi assez grand pour y abriter un vieux bateau. Je m'émerveille un peu moins de ce que le rangement d'un espace, où s'agglomèrent tant d'objets, de projets et de personnes, soit à ce point un défi quotidien. Squatter m'a prouvé que quand l'époque s'accélère, que les usines, les facs et les rues sont bloquées,

nous disposions d'une capacité à nous jeter à cœur ouvert dans la bataille avec des véhicules et des gamelles, des masques et des mots, des matelas et des pieds de biche, des chaînes et des sonos. Cette joie de l'irruption collective s'est transmise à des bureaux, chantiers, magasins, autoroutes, écoles en fonctionnement dont il devenait possible de suspendre abruptement le cours habituel et les nuisances pour les transformer un temps en espaces vivables.

Un électron d'une intersquat (1995-2008 et plus), extraits des *Chroniques du pied de biche*.

*
* *

*Tu peux coffrer un révolutionnaire mais
pas la révolution [...]
L'espoir fait vivre, mais ceux qui vivent
d'espoir meurent de faim*

Ärsenik, *Jour 2 colère*

*
* *

Beaucoup d'entre nous avaient changé de nom.
Faut bien l'avouer, nous avions une préférence

pour ceux des sorcières. Il y avait ainsi Médée, Circé, Elphaba, Lilith et puis Babayaga. Cet anti-baptême avait commencé à la suite d'une moquerie pas très finaude. Alors qu'il vagabondait en direction de la forêt, et que nous débattions comme à notre habitude à grand renfort de cordes vocales, un jeunet avait pesté contre notre maison pour les femmes de plus de 60 hivers, et l'avait appelée l'*antre des vieilles chouettes*. Après mûre réflexion nous avons choisi de lui donner raison jusqu'au bout. C'est vrai qu'avec le jardin partagé et les tentatives – plus ou moins fructueuses qu'on se le dise – de distillation d'herbes médicinales, il y avait toujours de drôles de plantes qui traînaient par chez nous. Ce qui ne manquait pas de faire rire les joyeux marmots qui rôdaient dans le coin – solidarité entre *mauvaises graines*. Vieilles chouettes mais pas buses séniles, nous n'hésitions pas à faire front si quelque chose nous déplaisait. Contre ceux qui nous disaient que nous étions bonnes pour l'hospice, contre ceux qui voulaient nous abrutir de médocs chimiques, contre ceux qui nous disaient d'être douces et d'attendre la mort sans trop déranger. Alors c'est sûr, pour beaucoup nous étions des mégères décrépites et fortes en gueule. Qu'importe, au cours de nos séances de dessin, où l'on s'adonnait surtout au nu, on avait appris à aimer être des *vieilles peaux*.

*
* *

Le concept « Lave ton linge 2.0 » avait été lancé dès 2012 : à l'époque, la reprise des laveries automatiques s'était faite comme un mouvement concerté, dans de nombreuses villes en quelques mois. [...] Dans les assemblées, beaucoup s'étaient moqués de nous : introduire la convivialité et les réunions dans les placards à balais ? Encore une idée tordue de ces sales féministes ! Sceptiques et réactionnaires nous avaient traitées d'adeptes de la javel, de croisées de la machine à laver et autres bouffe-savon. Une grande vague de contestation contre le délire « théorie-vaisselle »... À mon avis, ils trouvaient dégradant d'associer les tâches basiques de la vie quotidienne à la noblesse de l'élan collectif révolutionnaire. Comme si leur amour-propre était blessé par ce rappel basement matériel... ou qu'ils craignaient le début d'une ère où les tâches ménagères seraient l'affaire de tous... ce qui était bien notre intention ! [...] D'insultes en sarcasmes, le débat s'était effiloché de lui-même, laissant au final le pragmatisme reprendre le dessus : des collectifs hétéroclites se formaient pour remettre en marche tout un ensemble de machines et, bien sûr, des machines à laver le linge. Nous avons tenu réunions, permanences et activités diverses à proximité, nous nous étions passionnéEs pour les solutions d'insonorisation des boxes à machines et pour

l'aménagement et la décoration. L'habitude s'était prise d'elle-même, de voir les laveries de rez-de-chaussée comme les meilleurs espaces de rendez-vous, ça n'avait plus rien de strictement féministe.

Ateliers de l'Antémonde,
« *Lave ton linge 2.0* », *Bâtir Aussi*

*
* *

Comme ces orages dont l'eau se mêle à nos larmes et leurs chocs
Sur le sol aride dont l'uranium a volé l'âme
Je veux pas d'une ville aux cimetières plus grands que la surface habitable
(...)
Parole et paroles et paroles, ils ont promis monts et merveilles
Mais les merveilles se sont envolées
Il reste que des monts, mais c'est raide à grimper
(...)
On note une sévère chute de sang sur la map, une montée d'or noir
Un jour on payera cher pour une bouffée d'air pur

IAM, *La fin de leur monde*

*
* *

Aujourd'hui c'est compost, jour des goélands. Y a plus de plumes dans les soupes collectives ni de prises de becs depuis qu'on leur amène nos restes de bouffe dans l'ancien parc, sur l'île au milieu du lac. Après leur passage, partagé avec les quelques quetzals échappés du désuet jardin des plantes, vient la danse des chats sauvages et des renards. Puis c'est les rats. Et les insectes. Tout ce beau monde se balade entre les craquèlements de l'ancienne ville et les racines de la nouvelle. Leur atmosphère compose l'espace. Des quartiers leurs appartiennent plus qu'à nous. Termites, fourmis et araignées ont investi des immeubles entiers. Alors on est parti, on leur a laissé place.

Certain-es d'entre nous se sont réinstallés vers *la Fleur* où des dizaines de nids font le paysage tout autant sonore que visuel. Les fientes tapissent le sol, le repeignent sans avoir vocation à être nettoyées. Parmi les vaches récemment libérées, quelques-unes sont un peu paumées, on leur file encore un coup de main. D'autres n'ont plus envie d'enclos, elles défoncent les barrières préférant partir en quête d'herbes fraîches sorties d'entre les pavés. À partager le même espace, des relations se créent. Secrètes et ponctuelles, au détour d'une rue ou d'une ruelle, on peut reconnaître un lien déjà tissé de quelques entrevues.

Depuis un temps, le même chat plusieurs fois croisé
à la place du troc a trouvé ma piaule. Mon canap
semble être à son goût au détriment de son rem-
bourrage. On apprend à co-habiter. J'ai compris
qu'il accepterait jamais mes restes, on a plutôt un
rapport sensible, chaud. On s'est trouvé comme
deux potes égaré·es. Il part souvent, rejoint ses
ami·es des bois, chasse les oiseaux des champs.
Enfin j'imagine, il me raconte pas vraiment.

Des pousses sortant des dunes

*
* *

*Aujourd'hui pourrait être le jour.
Je pourrais lâcher les amarres et dériver
jusqu'au bout de la jetée
délover dans l'eau les cordages
vaisseau de lumière clairière de lune
voguer sur les courants jusqu'au coucher
du soleil
et quand je ne serai plus là
une autre inconnue te trouvera
lovée dans le sable chaud
trésor échoué et t'aimera
pour ces histoires différentes
que tes mers racontent
et les fleurs à-demi écloses
que ma saison a fait naître
continueront à exhaler leur parfum*

188

*dans un bourdonnement réconfortant.
Mais ce jour
n'est pas encore le jour.
Ce jour.*

Audre Lorde, *Ce jour*

*
* *

Les zikos sous les taules de ferrailles en transe et
en danse, sans arrêt transposés et permutés.

Les bruits, des marteaux qui tapent fort sur le
clou. Les scies qui se perdent, la pause sur l'im-
mense plaine, où l'on perçoit l'horizon et où l'on
imagine toutes ces cabanes qui se feront.

Les animaux ont l'air un peu malade, faut arrê-
ter de bouffer dans le compost aussi.

Encore un bouquin qui se déchire et se divise,
les gens l'arpentent et le restituent. On lit beau-
coup trop vite, il faudrait qu'on recommence à
écrire. Certain·es s'y mettent, iels ont des choses
à dire.

On va sur la plage, on court et on joue – on se
construit un abri. Il ne tiendra pas, on n'y habi-
tera pas, mais il nous protégera des vents, il nous
ouvrira le ciel étoilé, au moins pour quelques
nuits avant que les vagues et les vents ne l'em-
portent. On y chante ensemble. Autour du feu,
tous ensemble, à deux et dans le collectif.

(...)

189

Ce soir, on ne retourne pas sur la plage. On a notre piste de danse sous les tuiles et les tentures, les coups de batterie meuvent nos corps et résonnent jusque dans nos cœurs, les pincements de la guitare nous dérobent et nous font voler, le piano fait le liant, entre le corps encore ancré et l'esprit toujours dans les airs, entre mon esprit qui s'incarne et mon corps qui flotte, à quelques centimètres du sol. On est des derviches tourneurs, des gnawas virevoltant, on danse le french cancan, la java et le boogie-woogie. Et on tombe de fatigue, il faudrait qu'on aille se coucher. Certain·es continueront à danser jusqu'au matin, iels ont passé la journée dans les champs. Demain, à nous de nous occuper du potager.

*
* *

*Eucalyptus de la rue de la ville,
Un dur bitume autour de tes pieds,
Tu devrais être
Dans la fraîcheur foliée des forêts
Parmi les chants d'oiseaux sylvestres.
Ici tu ressembles
À ce pauvre cheval de trait
Castré, brisé, une chose martyrisée,
Harnachée et ceinturée, son enfer
prolongé,
Dont la tête basse et la triste mine
expriment*

Le désespoir.

*Eucalyptus municipal, il est si
douloureux
De te voir ainsi
Posé sur ton herbe noire de bitume –
Ô mon concitoyen,
Qu'ont-ils fait de nous ?*

Oodgeroo Noonuccal, *Eucalyptus municipal*
(*Municipal Gum*)

*
* *

12h37. Plantula se lève. Il fait déjà chaud dans la chambre. Elle sort, jette un coup d'oeil à son potager. Arrivée au pied des pins maritimes, elle recueille dans un seau le liquide jaunâtre qui s'échappe des entailles, pratiquées la veille dans les troncs. Sur le retour, elle collecte quelques fraxinelles, puis caresse les vaches. Ces dernières sont nourries avec des pommes de terre du jardin. Plantula collecte leur bouse, ce qui lui vaut les sarcasmes du voisinage. Après s'être enfilée un reste de salade composée, elle s'installe dans l'atelier jusqu'au soir.

Deux jours ont passé. 12h42. Plantula se lève. Elle passe prendre une carotte dans le potager, histoire de ne pas se rendre au café le ventre vide.

Elle feuillette le journal. Encore une banque qu'a cramé. Les enquêteurs privilégient la piste criminelle. Plus drôle : depuis lundi matin, une odeur nauséabonde dans la cabine de la grue empêche la reprise du chantier. Au comptoir, on ne parle que de ça :

— Apparemment ce serait de l'acide butyrique !

— C'est quoi de l'acide butyrique ?

Plantula sourit.

*
* *

*Et je leur crève le gosier
Juste avant l'explosion
Je souris au brasier
Et rentre à la maison*

Casey, *Vengeance*

*
* *

Sur cette autoroute vidée, les voies disparaissent sous le lierre et les ronces. Les coquelicots, jadis aux bords de la route atteignent désormais le terre-plein central, où ont poussé des arbustes blancs couverts de lichens jaunes et argentés. Les barrières de péages qui ne se sont pas affaissées sous la végétation abritent des nids d'hirondelles. Sur les six voies affectées à la circulation, il n'en reste qu'une qui soit vraiment praticable.

Elle ne peut plus se permettre d'être toute droite, elle serpente entre les ronciers et les carcasses abandonnées, passe occasionnellement le terre-plein central au gré d'une rampe en palettes, pour contourner une mare apparue au creux d'un trou dans la route, où barbotent salamandres et rainettes. Les glissières métalliques ont bien souvent disparu, récupérées pour la construction ou le reforgeage en outils du quotidien, et de nouvelles entrées et sorties sont aménagées à leurs places.

À certains endroits elle est entretenue, à d'autres, non. Sur plusieurs dizaines de kilomètres, elle peut parfois entièrement disparaître sous une épaisse lande de bruyères, parce qu'elle ne traverse plus rien d'intéressant pour personne. Là où elle est praticable, elle est empruntée par des vélos, triporteurs, voitures à pédales et autres pédalobus, de toutes formes et de toutes tailles. À d'autres endroits, sa grande chaussée plate sert de place centrale et de point de rencontre aux villages des alentours. Au milieu, quelques bâtiments communs y ont été construits. Occasionnellement y prennent place des marchés et des foires. Les nuits de pleine lune, un flot de cyclistes envahit l'autoroute pour profiter de l'étonnante beauté des courbes qu'elle décrit, et converser sereinement sous la lueur des étoiles.

Par endroit, près des péages, des berlingots blancs abandonnés affichent encore les logos de Vinci,

d'EDF, d'APPR. Autant de noms qui raisonnent comme des anciens dieux, qu'on ne vénère plus ni ne reconnaît, mais dont on devine qu'un jour, ils ont été les personnages principaux d'un grand mythe. Certains immenses ponts, jadis symboles de prestiges, s'effondrent sous la pression des racines et le passage des animaux divagants.

Champs d'amours

Avant-propos | 5

Partie 1. Contre la morale écologique | 13

- I. Ne nous parlez plus de transition | 15
- II. L'écologie de la carte bleue | 25
- III. Nous ne renoncerons à rien | 39
- IV. Science du ravage et sciences de la
révolte | 47

Partie 2. Leur écologie et la nôtre | 59

- V. Le capitalisme comme ravage | 61
- VI. Déchaîner l'écologie | 83
- VII. Pour un écoféminisme explosif! | 107

Partie 3. Hissons les horizons | 129

- VIII. Des mondes à refaire | 131
- IX. On s'y met? | 161
- X. Demain, c'est là | 167

Imprimé en mai 2020
par CPI Bussière à Saint-Amand-Montrond.
Dépôt légal : juin 2020
Numéro d'impression : XXX
Imprimé en France